

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2006-2007

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2007

Table des matières

	Page
Tableaux sommaires	7
Introduction au Budget supplémentaire des dépenses	7
Sommaire du présent Budget supplémentaire des dépenses	44
Sommaire des Budgets des dépenses à ce jour pour 2006-2007	48
Annexe proposée au projet de loi de crédits	50
Postes législatifs du présent Budget supplémentaire des dépenses	72
Sommaire des modifications apportées aux crédits	74
Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense	82
Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	90
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	95
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	107
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	123
<i>Ministères et organismes</i>	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère	133
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Ministère	137
Agence canadienne de développement international	138
Centre de recherches pour le développement international	141
Commission mixte internationale	141
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	144
Commission canadienne des affaires polaires	147
Commission des revendications particulières des Indiens	147
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	148
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	150
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère	153
Société d'expansion du Cap-Breton	153
AGENCE DU REVENU DU CANADA	155
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	158
Agence canadienne d'inspection des aliments	162
Commission canadienne des grains	162
ANCIENS COMBATTANTS	164
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère	166
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	167
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	170
École de la fonction publique du Canada	171
Bureau du directeur des lobbyistes	172
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	172
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	175
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	176
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	176
Commissaire aux langues officielles	177
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère	180
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	183
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	185
ENVIRONNEMENT	
Ministère	189
Agence canadienne d'évaluation environnementale	192
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	192
Agence Parcs Canada	193
FINANCES	
Ministère	197
Vérificateur général	198
Tribunal canadien du commerce extérieur	198
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	198
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	200

Table des matières

Ministères et organismes

INDUSTRIE	
Ministère.....	204
Agence spatiale canadienne.....	207
Tribunal de la concurrence.....	208
Commission du droit d'auteur.....	208
Conseil national de recherches du Canada.....	209
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	211
Conseil de recherches en sciences humaines.....	212
Statistique Canada.....	213
JUSTICE	
Ministère.....	216
Commission canadienne des droits de la personne.....	217
Tribunal canadien des droits de la personne.....	217
Commissaire à la magistrature fédérale.....	217
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	218
Commission du droit du Canada.....	218
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	219
Cour suprême du Canada.....	219
PARLEMENT	
Chambre des communes.....	221
Bibliothèque du Parlement.....	221
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère.....	226
Conseil des Arts du Canada.....	229
Société Radio-Canada.....	229
Musée canadien des civilisations.....	230
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	230
Bibliothèque et Archives du Canada.....	231
Société du Centre national des Arts.....	232
Commission des champs de bataille nationaux.....	232
Office national du film.....	233
Musée national des sciences et de la technologie.....	233
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	234
Commission de la fonction publique.....	234
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice.....	235
Téléfilm Canada.....	235
PÊCHES ET OCÉANS.....	237
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences).....	244
Ministère (Développement social).....	247
Conseil canadien des relations industrielles.....	248
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	249
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	249
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère.....	252
Énergie atomique du Canada limitée.....	253
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	254
Office national de l'énergie.....	254
SANTÉ	
Ministère.....	257
Instituts de recherche en santé du Canada.....	259
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	260
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	260
Agence de santé publique du Canada.....	261
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère.....	266
Agence des services frontaliers du Canada.....	267
Centre canadien des armes à feu.....	268
Service canadien du renseignement de sécurité.....	268
Service correctionnel.....	269
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	269
Bureau de l'enquêteur correctionnel.....	270
Gendarmerie royale du Canada.....	271
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	273
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	273

Table des matières

Ministères et organismes

TRANSPORTS	
Ministère.....	276
Office des transports du Canada.....	279
Commission de la capitale nationale.....	279
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	280
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	281
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	283

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce budget supplémentaire des dépenses se compose de trois sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires;*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État.*

L'essentiel de ce budget supplémentaire des dépenses se retrouve dans les tableaux sommaires et les détails par ministère, organisme et principales sociétés d'État. La section d'introduction définit le contexte du budget supplémentaire des dépenses, en brossant une vue d'ensemble de ses divers éléments.

Au cours des dernières années, un certain nombre de modifications ont été apportées à la présentation du budget supplémentaire des dépenses afin d'accroître la transparence de l'information qu'il renferme et la concordance avec les autres documents du budget des dépenses. Plus particulièrement, la présentation des besoins ministériels individuels fournit plus de détails au sujet de la nature de la transaction et de la provenance des fonds disponibles à même les autorisations de dépenser du ministère pour compenser les nouvelles dépenses prévues.

En outre, un certain nombre de tableaux sommaires ont été ajoutés pour faciliter l'examen du budget supplémentaire des dépenses par les chercheurs, les comités parlementaires et les Canadiens. Ces nouveaux tableaux fournissent notamment un aperçu des principaux postes requis, des dépenses par article courant, des initiatives horizontales (lorsque plus d'une organisation contribue à l'atteinte d'un objectif commun), des postes de 1 \$ inclus dans le budget supplémentaire et des transferts entre organisations, et des modifications apportées depuis le dépôt du budget principal des dépenses et énoncées dans ce budget supplémentaire des dépenses.

Le présent budget supplémentaire des dépenses poursuit sur cette lancée en améliorant certains des renseignements présentés pour la première fois dans le Budget supplémentaire des dépenses 2005-2006.

L'amélioration des budgets supplémentaires des dépenses est un processus itératif s'inscrivant dans l'objectif global du gouvernement d'accroître sa reddition de comptes au Parlement en améliorant les mécanismes de rapport sur le rendement et l'information financière.

Objectif et renseignements généraux

Les budgets supplémentaires des dépenses sont déposés au Parlement environ un mois avant le projet de loi de crédits connexe¹. Ce délai donne aux comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant le dépôt du projet de loi.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses. Il renferme aussi de l'information à jour au sujet des changements importants dans les coûts prévus de grands postes législatifs et vise à obtenir l'approbation du Parlement pour divers postes : transferts de fonds entre crédits, radiations de dettes, garanties de prêt, création ou augmentation de subventions et modification du libellé de crédits.

¹ L'approbation par le Parlement d'une loi de crédits accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor. Le gouvernement du Canada se sert de ces fonds pour exécuter ses programmes et offrir ses services.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Normalement, deux budgets supplémentaires des dépenses sont déposés chaque année. Une lettre est attribuée à chacun dans l'ordre (A, B, C, etc.). Le premier budget supplémentaire des dépenses ordinaire est habituellement déposé à la fin d'octobre et le document final, en février. Selon l'urgence et le calendrier des priorités du gouvernement au chapitre des dépenses, d'autres budgets supplémentaires des dépenses peuvent être déposés.

Autorisations de dépenser

Le budget supplémentaire des dépenses fournit des renseignements sur les autorisations relatives aux dépenses budgétaires et non budgétaires. Ces autorisations se subdivisent en deux catégories : les dépenses votées et les dépenses législatives.

Les **dépenses budgétaires** incluent :

- les frais de service de la dette publique;
- les dépenses de fonctionnement et en capital;
- les paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers;
- les paiements aux sociétés d'État.

Les **dépenses non budgétaires** (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Les **dépenses votées** sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits annuel.

Les **dépenses législatives** sont celles qui sont autorisées par le Parlement par le biais de lois habilitantes.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 1 fournit un aperçu financier du présent budget supplémentaire des dépenses.

Tableau 1 – Total du budget supplémentaire des dépenses (en milliards de dollars)

	Budgétaire	Non budgétaire	Total
Crédits approuvés	5,0	0,0	5,0
Pouvoirs législatifs	4,2	0,0	4,2
Total	9,2	0,0	9,2

Le budget supplémentaire des dépenses est conforme au cadre de dépenses prévues présenté dans le plus récent budget ou la plus récente mise à jour économique et financière du ministre des Finances. Aux fins du présent budget supplémentaire des dépenses, le Budget fédéral de mai 2006 constitue le document de référence le plus récent.

Dans les cas où le total des dépenses budgétaires à ce jour ne correspond pas aux dépenses budgétaires prévues pour 2006-2007, l'écart est attribuable en grande partie aux éléments suivants :

- un rajustement net, pour les grands éléments des dépenses budgétaires touchés par le passage, dans le Budget fédéral de 2006, de la présentation nette à la présentation brute (Prestation fiscale

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- canadienne pour enfants, revenus ministériels découlant de services précis et revenus de sociétés d'État consolidées);
- des dépenses qui, à des fins budgétaires et comptables, ont été imputées à des exercices antérieurs pour coïncider avec le moment où les obligations ont été contractées;
 - des rajustements dus au passage à la comptabilité d'exercice, ainsi que la reconnaissance d'éléments de passif de 2006-2007, pour des postes qui, tout en étant reconnus, ne nécessitent pas de crédits (c.-à-d. de fonds) cette année;
 - des dépenses de programme, identifiées dans un budget ou une mise à jour économique et financière, qui n'ont pas encore été allouées à un ministère.

Le tableau 2 permet d'effectuer un rapprochement.

Tableau 2 – Dépenses budgétaires (en milliards de dollars)

Budget – Mai 2006			223,6 \$
<i>Budgets des dépenses à ce jour</i>			
Budget principal des dépenses 2006-2007*	198,7 \$		
Budget supplémentaire des dépenses (A) 2006-2007	9,2 \$	207,9 \$	
<i>Ajustements</i>			
Rajustement net, par suite de la transition de chiffres budgétaires bruts à des chiffres budgétaires nets	14,0 \$		
Autres rajustements**	1,7 \$	(15,7 \$)	223,6 \$
Variation			0 \$

* Comprend 100,7 millions de dollars pour l'Agence du revenu du Canada et 42,8 millions de dollars pour l'Agence Parcs Canada provenant des crédits permanents de l'exercice 2005-2006.

** Les autres rajustements sont les décaissements au titre d'acquisitions d'immobilisations, les dépenses imputées à des exercices antérieurs et les dépenses de programmes non encore imputées.

Aperçu de l'exercice 2006-2007 jusqu'à ce jour (questions d'octroi de crédits)

Le Parlement a repris ses travaux le 3 avril 2006 à la suite d'une élection générale qui a eu lieu le 23 janvier 2006. Ce facteur temporel a eu un certain nombre de conséquences :

- Puisque le gouvernement n'a pas pu déposer son Budget principal des dépenses de 2006-2007 avant le 1^{er} mars 2006 comme le prévoit le Règlement de la Chambre des communes, les crédits provisoires n'ont pas été approuvés à temps, avant le début de l'exercice 2006-2007. Par conséquent, un mandat spécial du gouverneur général de l'ordre de 11,5 milliards de dollars a été émis le 1^{er} avril 2006 pour assurer la continuation des activités fondamentales du gouvernement jusqu'au dépôt par celui-ci du Budget principal des dépenses 2006-2007 et pour faire approuver les crédits provisoires. Le mandat spécial portait sur la période de 45 jours allant du 1^{er} avril 2006 au 15 mai 2006.
- En réponse aux besoins de crédits en dehors du calendrier habituel d'attribution de crédits, un mandat spécial était nécessaire et a été présenté le 4 avril 2006. L'approbation de la motion par le Parlement a permis au gouvernement d'accomplir plusieurs choses :
 - Déposer le Budget principal des dépenses 2006-2007 le 25 avril 2006;

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- Déposer un projet de loi sur les crédits provisoires pour le Budget principal des dépenses 2006-2007 le 3 mai 2006 afin d'obtenir 9/12 des crédits totaux requis. Par conséquent, l'obtention de la totalité des crédits a été reportée à décembre 2006;
 - Exiger que les comités soumettent leurs rapports (ou soient réputés comme les ayant soumis) le 10 novembre 2006;
 - Reporter le dépôt des rapports sur les plans et les priorités de 2006-2007 des ministères à l'automne (26 septembre 2006).
- Le gouvernement a déposé le Budget fédéral de 2006 le 2 mai 2006. Dans le cadre de ce budget, le gouvernement a remplacé sa pratique de déduire les revenus et les dépenses et, pour la première fois, a présenté des chiffres brutes. Les trois grands éléments qui sont touchés par ce changement sont la Prestation fiscale canadienne pour enfants (déduites auparavant des revenus provenant de l'impôt du revenu des particuliers), les revenus ministériels découlant de services tels les services de police assurés à contrat dans certaines provinces (qui étaient déduits des dépenses) et les revenus de sociétés d'État consolidées (qui étaient auparavant déduits de leurs dépenses totales). De plus, un certain nombre d'organisations (par exemple, les fondations) ont été intégrées à l'entité comptable du gouvernement dans un contexte budgétaire.

Le report de l'obtention de la totalité des crédits à décembre 2006 a eu des répercussions sur de nombreuses transactions contenues dans le présent budget supplémentaire des dépenses, et principalement sur les transactions ayant trait à des changements dans les rouages de l'État. Du fait que le Parlement n'a approuvé que 75 p. 100 environ des dépenses ministérielles, les ministères touchés par les changements administratifs (p. ex., Affaires étrangères et Commerce international, Gendarmerie royale du Canada et Centre canadien des armes à feu) et nécessitant un transfert d'autorisations de dépenser d'une organisation à une autre ne peuvent procéder aux transactions par l'intermédiaire de ce budget supplémentaire des dépenses. Actuellement, et en conformité avec le privilège parlementaire, seule la portion approuvée par le Parlement pour 2006-2007 peut être transférée, le solde devant être transféré une fois que la totalité des crédits prévus dans le budget principal des dépenses auront été approuvés. Ainsi, les transactions pour 2006-2007 se feront par l'intermédiaire du Budget supplémentaire des dépenses (B). Dans l'intervalle (et en attendant l'approbation de la totalité des crédits et ensuite, du Budget supplémentaire des dépenses (B)), les ressources pour les organisations touchées seront présentées moyennant l'ancienne et la nouvelle structures. Bien qu'il s'agisse d'une situation peu pratique, il y a eu certains précédents, le plus récent remontant à 2004, et cette approche est conforme à la prérogative du Parlement d'approuver les crédits.

Finalement, la présentation du Budget fédéral peu après la présentation du Budget principal des dépenses 2006-2007 a empêché le gouvernement de demander des autorisations de dépenser pour les mesures nouvellement annoncées avant le dépôt du présent budget supplémentaire des dépenses. Outre les demandes relatives à des autorisations de dépenser au titre de nouvelles mesures budgétaires, ce budget supplémentaire des dépenses rend compte de certaines initiatives de restriction des dépenses annoncées récemment.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des principaux changements apportés aux dépenses budgétaires

Cette section donne un aperçu des principaux postes des **dépenses budgétaires totales** (votées et législatives) qui ont une incidence sur l'augmentation de 9,2 milliards de dollars présentée dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

1. Majoration prévue des dépenses budgétaires votées de 5,0 milliards de dollars attribuable en grande partie aux initiatives clés suivantes :

a. Principales initiatives touchant plus d'une organisation

Report du budget de fonctionnement (1 003,2 millions de dollars)

Le présent budget supplémentaire des dépenses inclut une demande totale de 1 003,2 millions de dollars provenant de 80 ministères et organismes d'inscrire dans leur budget supplémentaire des dépenses respectif un poste pour le report de fonds de leur budget de fonctionnement.

Avec l'introduction du système de budget de fonctionnement en avril 1993, tous les ministères et organismes dépendants des crédits votés ont pu présenter une demande de report prospectif à concurrence de 2 p. 100 de leurs fonds de fonctionnement admissibles, sous réserve du contrôle exercé par le Conseil du Trésor. En février 1994, ce dernier a autorisé une majoration de 5 p. 100 du montant maximal qui pouvait être reporté à la suite de l'annonce faite dans le Budget fédéral de 1994.

L'inclusion des reports du budget de fonctionnement dans le budget supplémentaire des dépenses augmente la transparence quant au recours à ce mécanisme par les ministères.

Montant compensatoire pour rajustements salariaux (478,4 millions de dollars)

Fonds pour compenser les ministères, les organismes et les sociétés d'État qui dépendent de crédits votés des répercussions des conventions collectives et d'autres rajustements apportés aux conditions d'emploi ou de service. Les coûts résultent des conventions collectives conclues et d'autres rajustements connexes des modalités et des conditions d'emploi ou de service effectués entre le 1^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006.

Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (218,7 millions de dollars)

Dans les budgets de 2001 et de 2003, on avait réservé une somme totale de 4 milliards de dollars pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS), relativement aux projets stratégiques de grande envergure destinés à améliorer la qualité de vie des Canadiens et des Canadiennes et à promouvoir l'essor économique du Canada. Le budget de 2006 contenait des engagements additionnels de 2 milliards de dollars au titre d'investissements dans l'infrastructure, ce qui porte le total des fonds à 6 milliards de dollars. Grâce au programme du FCIS, les collectivités ciblées bénéficieront d'un réseau autoroutier et ferroviaire plus sécuritaire et plus efficient, d'un accroissement du tourisme, d'un meilleur accès à un approvisionnement en eau propre et salubre. Il améliorera également leur accès en direct aux principaux services.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les fonds demandés dans ce budget supplémentaire des dépenses pour le FCIS permettront de poursuivre la réalisation de projets déjà en cours et de lancer plusieurs nouveaux projets dans des domaines comme la construction d'autoroutes, les systèmes d'infrastructures publiques, les transports en commun et le réaménagement de sites industriels. C'est le Bureau de l'infrastructure du Canada qui requiert la plus grande partie des fonds, une petite somme étant demandée par Diversification de l'économie de l'Ouest Canadien. Le Bureau de l'infrastructure du Canada transfère en outre de petits montants à d'autres ministères au titre de la gestion de certains projets.

Initiatives liées à la sécurité publique (153 millions de dollars)

Depuis le Budget fédéral de 2001, le gouvernement a annoncé un financement supplémentaire d'environ 9,4 milliards de dollars pour les initiatives de sécurité publique et de lutte au terrorisme, dont les initiatives annoncées dans le cadre de la Politique sur la sécurité nationale du Canada de 2004, le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité, et l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental. Les niveaux précis d'investissement annoncés depuis le dépôt du Budget fédéral de 2001 s'établissent de la manière suivante :

Budget fédéral de 2001 :	7,7 milliards de dollars
Budget fédéral de 2003 :	0,1 milliard de dollars
Budget fédéral de 2004 :	0,6 milliard de dollars
Budget fédéral de 2005 :	1,0 milliard de dollars
Budget fédéral de 2006 :	<u>3,1 milliards de dollars</u>
	12,5 milliards de dollars

Les investissements au titre de la sécurité publique appuient trois intérêts nationaux principaux :

- protéger le Canada et les Canadiens, au pays et à l'étranger;
- s'assurer que le Canada n'est pas une source pour des menaces visant nos alliés;
- contribuer à la sécurité internationale.

Au total, quatre ministères demandent 153 millions de dollars dans le présent budget supplémentaire des dépenses afin de mettre en place les initiatives conçues pour améliorer la sécurité publique. Ces initiatives appuient l'intégrité des programmes canadiens relatifs à la frontière, aux douanes et aux transports.

Fonds pour des programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental (82,8 millions de dollars)

Dans l'attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental pour le Canada, un financement provisoire est demandé dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses afin d'atténuer l'interruption des programmes, de terminer les projets de recherche déjà en cours, de respecter les obligations contractuelles et d'honorer les engagements.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Fonds consacré à l'amélioration de la capacité à détecter une pandémie de grippe ou un épisode de grippe aviaire et à réagir en conséquence, notamment par le prise de mesures de protection civile, la recherche, la constitution de réserves d'antiviraux et la mise en place de technologies permettant la création rapide de vaccins (52,9 millions de dollars)

Le Budget fédéral de 2006 comportait un engagement de 1 milliard de dollars portant sur les cinq prochaines années afin d'améliorer l'état de préparation du Canada en cas de pandémie. Les fonds requis dans ce présent budget supplémentaire des dépenses permettront d'apporter différentes améliorations aux programmes, d'acheter des médicaments antiviraux et du matériel de protection pour les agents de secours d'urgence, et de renforcer la capacité d'intervention du gouvernement, en consultation avec les autres ordres de gouvernement.

b. Initiatives importantes spécifiques

Fonds destinés au ministère de la Défense nationale pour mettre en place et conserver des Forces canadiennes pertinentes et adaptées, et pour mener des opérations afin d'atteindre les objectifs en matière de défense (955,9 millions de dollars)

Le Budget fédéral de 2005 prévoyait injecter jusqu'à 12,8 milliards de dollars sur cinq ans dans le budget de la Défense. Conséquemment, dans le Budget fédéral de 2006, le gouvernement attribuait un montant additionnel de 5,3 milliards de dollars sur cinq ans. Dans le présent budget supplémentaire des dépenses, le ministère de la Défense nationale demande l'autorisation de dépenser pour les principaux postes suivants :

- *Fonds consacrés au renforcement de la capacité des Forces canadiennes à défendre la souveraineté nationale et à assurer la sécurité du Canada (Le Canada d'abord) (418,1 millions de dollars)*

Les Forces canadiennes ont donné suite à un grand nombre de demandes sur le plan opérationnel ces dernières années et on s'attend que ces demandes continuent de croître, compte tenu d'une instabilité de plus en plus grande sur la scène internationale. C'est pourquoi la Défense nationale doit composer avec de graves lacunes pour soutenir les opérations des Forces canadiennes, afin d'atteindre les objectifs nationaux actuels et futurs en matière de défense et de sécurité.

Ces fonds visent à combler les lacunes opérationnelles suivantes :

- formation et état de préparation opérationnelle;
- réparation et entretien des véhicules et du matériel;
- hausse des coûts du carburant et des services publics;
- infrastructure vieillissante.

Ces fonds seront aussi affectés à des initiatives visant à attirer et à recruter des membres de qualité, l'objectif étant de porter l'effectif des Forces régulières à 70 000 personnes et à 30 000 le nombre de réservistes; de plus, les Forces canadiennes veulent être présentes dans les grands centres urbains canadiens et dans l'Arctique.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- *Soutien du rôle des Forces canadiennes en Afghanistan (202,6 millions de dollars)*

Les fonds additionnels serviront à financer deux initiatives clés liées à la mission en Afghanistan : 1) poursuite du rôle de leader assuré par le Canada en Afghanistan et 2) mesures visant à améliorer le déroulement de la mission.

1) **Fonds consacrés aux Forces canadiennes en Afghanistan pour leur rôle soutenu de leader (89 millions de dollars)**

Cette initiative vise à respecter l'engagement de prolonger la mission des Forces canadiennes jusqu'à 2009. Ces fonds seront utilisés principalement par l'équipe provinciale de reconstruction de Kandahar pour aider le gouvernement afghan à étendre son autorité au-delà de la région de Kaboul; ils serviront aussi à l'exécution des fonctions de commandement, de soutien et de conseil requises dans le cadre de l'exécution d'un leadership militaire au quotidien, à la réparation et à la modernisation des dispositifs de protection des installations existantes, au remplacement des installations temporaires par des installations semi-permanentes conformes aux normes canadiennes de santé et de sécurité, ainsi qu'à la fourniture de matériel et de véhicules additionnels.

2) **Améliorations apportées à la mission des Forces canadiennes en Afghanistan (113,6 millions de dollars)**

Compte tenu de la décision de maintenir un rôle de leader en Afghanistan, la sécurité du personnel militaire et civil canadien qui travaille dans la région se trouve dans une situation à risque élevé, étant donné que la menace que posent les forces ennemies a évolué et augmenté. Ces fonds serviront à donner suite à l'engagement d'assurer une protection accrue du personnel militaire et civil canadien en Afghanistan en expédiant des blindés lourds dans la région, en établissant un système anti-mortiers pour protéger les installations des Forces canadiennes qui sont la cible de tirs indirects de mortiers, et en veillant à ce que l'on dispose des véhicules nécessaires pour repérer les engins explosifs et s'en débarrasser sans mettre en péril le personnel canadien devant exécuter cette tâche

- *Augmentations de la solde et des indemnités versées aux membres des Forces canadiennes, (177,1 millions de dollars)*

Ces fonds serviront à majorer la solde et les indemnités des membres des Forces canadiennes. Du montant total, la somme de 172 millions de dollars servira à couvrir les augmentations de la solde des membres suivants des Forces canadiennes : les militaires du rang, les officiers (y compris les pilotes) jusqu'au grade de lieutenant-colonel et les médecins et dentistes militaires qui ont le grade de lieutenant ou de sous-lieutenant. Un montant additionnel de 5,1 millions de dollars sera affecté à des augmentations précises de la solde et des indemnités des médecins et dentistes militaires.

Il faut retenir que les augmentations de la solde des Forces canadiennes sont calculées d'après des modèles de comparabilité avec le taux de rémunération de la fonction publique mis au point en 1971 et qu'une nouvelle méthodologie visant à simplifier ces modèles et à créer de nouveaux repères est en voie d'élaboration.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

– ***Fonds pour les acquisitions d'immobilisations importantes (158,1 millions de dollars)***

Les fonds supplémentaires doivent servir à financer des initiatives comme celles qui suivent :

- L'obtention d'une capacité de transport aérien stratégique permettant le transport sur une longue distance de plusieurs troupes et de l'équipement (132,3 millions de dollars);
- L'acquisition de nouveaux camions de taille moyenne pour le transport des troupes et du ravitaillement (12 millions de dollars);
- L'acquisition d'hélicoptères de transport moyen à lourd permettant le transport des troupes et de l'équipement dans des régions éloignées (8,5 millions de dollars);
- L'obtention d'une capacité de transport aérien tactique, dont des avions pour le transport des troupes et de l'équipement sur de courtes distances au sein d'une même région (5,3 millions de dollars).

Fonds destinés au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour le Programme canadien d'options pour les familles agricoles (240 millions de dollars)

Inscrit dans le cadre du plan d'action pour le secteur agricole annoncé dans le Budget fédéral de 2006, ce programme pilote de deux ans fournira un soutien aux producteurs admissibles dans toutes les provinces pendant qu'ils participent aux programmes de services-conseils aux exploitations agricoles et de services de développement des compétences en agriculture visant à améliorer les compétences en gestion des opérations et à accroître la rentabilité.

Fonds additionnels au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour fournir une aide à plusieurs pays pauvres très endettés en leur faisant grâce de certaines dettes souveraines (principal et intérêts) payables à la Couronne (Commerce international) (122,2 millions de dollars)

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international demande l'équivalent en dollars canadiens de 110,1 millions \$US (environ 122,2 millions \$CAN), dans le présent budget supplémentaire des dépenses, afin d'annuler la dette de six pays (Cameroun, République du Congo, Madagascar, Rwanda, Tanzanie et Zambie) qui satisfont aux critères de l'initiative des pays pauvres très endettés.

Fonds destinés au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour soutenir la mise en œuvre du Cadre stratégique pour l'agriculture (100,3 millions de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire a lancé le Cadre stratégique pour l'agriculture en 2002. Ce cadre réunit cinq éléments clés : la gestion des risques de l'entreprise, l'environnement, la salubrité et la qualité des aliments, le renouveau, et la science et l'innovation, afin d'aider l'agriculture au Canada à tirer parti au maximum des possibilités des marchés mondiaux. Agriculture et Agroalimentaire a signé des ententes de mise en œuvre du cadre avec toutes les provinces et tous les territoires afin d'en atteindre les objectifs.

Le présent budget supplémentaire des dépenses inclut des fonds supplémentaires de 100,3 millions de dollars pour appuyer la mise en œuvre du Cadre stratégique pour l'agriculture.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Fonds destinés au ministère des Pêches et Océans pour soutenir l'exécution des programmes et la prestation des services, afin d'assurer le niveau de financement nécessaire à la stabilisation des opérations de base (97,5 millions de dollars)

On a annoncé dans le Budget fédéral de 2006 une majoration de fonds permanente afin de contrebalancer la hausse des coûts assumés par Pêches et Océans au titre du carburant, des frais juridiques, des ressources humaines ainsi que de la remise en état de ses immobilisations vieillissantes. Les fonds en question serviront aussi à la modernisation des modes d'exécution des programmes de base et de prestation des services du ministère.

Fonds supplémentaires affectés à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada à un ensemble de services d'infrastructure de voies de communication protégées, afin de permettre aux ministères fédéraux, aux entreprises et aux citoyens canadiens, de même qu'aux fonctionnaires d'effectuer des transactions électroniques dans un environnement sécuritaire et d'accéder aux renseignements et aux services offerts par le gouvernement canadien (94,2 millions de dollars)

La Voie de communication protégée comporte l'ensemble des services permettant aux ministères fédéraux de mettre en place des programmes afin que les citoyens et les entreprises du Canada, de même que les fonctionnaires, puissent à la fois effectuer des opérations par voie électronique dans un environnement fiable et sécuritaire, et obtenir l'accès aux renseignements et aux services du gouvernement du Canada de la manière répondant le mieux à leurs besoins. Les services les plus courants comportant la communication de renseignements (63) et l'exécution d'opérations (67) sont maintenant offerts en ligne (130 au total), ce qui sert de complément aux modes de prestation plus traditionnels (en personne, par téléphone et par courrier).

Fonds destinés à Anciens combattants pour financer des subventions pour les pensions d'invalidité et de décès (79,5 millions de dollars)

Ces fonds additionnels sont nécessaires principalement à cause d'un rajustement plus élevé que prévu pour l'inflation à compter du 1^{er} janvier 2006 (69,5 millions de dollars) et d'une augmentation de l'estimation du nombre de clients et des paiements moyens par client (10 millions de dollars).

Fonds pour Industrie Canada à l'appui d'investissements stratégiques en matière d'innovation dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada (76,2 millions de dollars)

Ce programme a été conçu dans le but de combler une lacune à l'intérieur du continuum de l'innovation en fournissant une aide aux entreprises canadiennes afin qu'elles puissent mener les travaux de recherche-développement requis pour pouvoir éventuellement commercialiser des technologies nouvelles. L'aide est accordée sous forme de contributions remboursables, les fonds recouvrés servant ensuite à financer d'autres investissements ainsi que des activités connexes. Les fonds demandés dans ce budget supplémentaire des dépenses correspondent aux remboursements effectués par des bénéficiaires en 2005-2006.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Fonds destinés à Affaires indiennes et du Nord canadien pour répondre aux demandes hors du commun et aux coûts connexes d'évacuation en cas de feu et d'inondations et pour faire face aux coûts élevés du carburant dans les communautés des Premières Nations qui utilisent des centrales au diesel (67,5 millions de dollars)

Dans le cadre de sa politique et de son programme d'aide à la gestion des urgences, Affaires indiennes et du Nord canadien s'acquitte de l'obligation qui lui est faite aux termes de la loi de rembourser aux provinces et aux municipalités les coûts de l'aide devant être fournie dans des situations d'urgence, par exemple des inondations ou des incendies en Ontario, au Québec, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les fonds demandés dans ce budget supplémentaire des dépenses serviront à assumer les coûts de l'aide d'urgence, au titre notamment des transports, de l'hébergement, des aliments et des besoins de base, du soutien de la gestion des urgences par les municipalités, ainsi que des travaux de réparation et de remise en état destinés à permettre aux résidents de retourner vivre dans leur collectivité. Des fonds sont également demandés au titre des coûts supplémentaires rattachés au fonctionnement d'actifs communautaires cruciaux (comme les stations de traitement d'eau et les écoles), les véhicules d'urgence et plus d'une soixantaine de générateurs diesel des Premières nations.

Fonds destinés à Ressources naturelles Canada pour des activités relatives au déclassement sécuritaire des bâtiments fermés et des terrains contaminés afin de répondre aux exigences réglementaires fédérales, et pour une stratégie à long terme nécessaire pour le traitement des déchets nucléaires (Programme des responsabilités nucléaires héritées) (65,9 millions de dollars)

Le Programme des responsabilités nucléaires héritées représente la première phase de 520 millions de dollars sur une période de cinq ans d'une stratégie échelonnée sur 70 ans afin de gérer les responsabilités nucléaires du Canada. Ressources naturelles et Énergie atomique du Canada limitée gèreront conjointement les activités de nettoyage qui auront lieu dans un certain nombre de sites administrés par Énergie atomique du Canada limitée en Ontario, au Manitoba et au Québec.

Fonds supplémentaires destinés au ministère des Transports pour faire face aux problèmes liés au volume croissant des passagers dans les aéroports (65,6 millions de dollars)

Dans l'attente de la mise au point définitive d'un examen de la loi sur la sûreté du transport aérien aux termes de l'article 33 de la *Loi sur l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien*, le Budget fédéral de 2006 accordait un financement de deux ans afin d'atténuer les pressions budgétaires auxquelles fait face l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien. Le financement demandé dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses concerne les problèmes liés au volume croissant de passagers dans les aéroports, les projets d'agrandissement ou de rénovation dans des aéroports à Halifax, à Calgary, à Winnipeg et à Montréal, les besoins en immobilisation et en équipement et l'augmentation des coûts d'entretien.

Fonds destinés aux Affaires étrangères et Commerce international pour les coûts de l'évacuation de citoyens canadiens du Liban (63,1 millions de dollars)

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international demande 63,1 millions de dollars au titre des coûts engagés afin de fournir des moyens de transports maritimes et aériens à l'intention des citoyens canadiens évacués du Liban lors du conflit israélo-libanais de juillet 2006, sans oublier les transports terrestres ainsi que les aliments, l'eau et l'hébergement fournis aux personnes évacuées sur les lieux des opérations et dans les aires de transit au Liban, à Chypre et en Turquie.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Fonds supplémentaires à l'appui de l'aide internationale fournie par l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI) (55 millions de dollars)

Ces fonds permettront à l'ACDI de poursuivre le financement de programmes comme le Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan, qui est administré par la Banque mondiale et sert à coordonner le financement fourni par les donateurs pour les activités de reconstruction; ils serviront aussi à appuyer les travaux menés par des organismes comme le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en Afghanistan, le Service de l'action antimines des Nations Unies, qui mène des activités de conscientisation au problème, de prévention et de destruction des mines terrestres, sans oublier les différents projets menés par le Programme de développement des Nations Unies, notamment le soutien pour la tenue d'élections et le développement.

Le solde des dépenses budgétaires votées, soit environ 0,9 milliard de dollars, est réparti parmi les autres ministères et organismes qui demandent des fonds dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

2. Augmentation des dépenses budgétaires législatives d'environ 4,2 milliards de dollars, attribuable en grande partie aux changements suivants dans les prévisions budgétaires :

Fonds pour des paiements dans le cadre de la Prestation universelle pour la garde d'enfants (1,6 milliard de dollars)

On a annoncé dans le Budget fédéral de 2006 la mise en place d'une nouvelle Prestation universelle pour la garde d'enfants afin d'offrir un choix aux parents en matière de services de garde d'enfants. Aux termes de la *Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants*, qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2006, les familles reçoivent une prestation de 100 \$ par mois à l'égard de chaque enfant de moins de six ans qui est une personne à charge admissible. Le versement de ces prestations aux Canadiens a débuté le 20 juillet 2006.

Quatre ministères (Agence du revenu du Canada, Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social), Justice et Travaux publics et Services gouvernementaux) demanderont un montant supplémentaire de 27,1 millions de dollars en crédits votés pour les coûts administratifs liés à la prestation de ce programme.

Fonds à l'appui des modifications apportées à la méthode d'évaluation des stocks en vertu du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (873 millions de dollars)

Le ministère de l'Agriculture et Agroalimentaire demande un financement supplémentaire de 873 millions de dollars pour son Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA). Ce financement vise à appuyer des modifications apportées à la méthode d'évaluation des stocks en vertu du PCSRA qui changera la façon de considérer les stocks dans le calcul des paiements de stabilisation du revenu; les nouveaux calculs permettront d'accroître les paiements de stabilisation aux producteurs pour 2003, 2004 et 2005.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Fonds aux provinces et territoires pour le développement de la petite enfance et la garde d'enfants (650 millions de dollars)

Ce financement fait suite à l'annonce du gouvernement en février 2006 voulant que les ententes liées au développement de la petite enfance et la garde d'enfants avec les provinces et les territoires continuent jusqu'à la fin mars 2007. Ces ententes prévoient l'abolition du programme moyennant un avis d'un an de l'une ou l'autre des parties. Le montant de 650 millions de dollars en 2006-2007 sera offert à toutes les provinces et à tous les territoires et sera distribué en fonction du nombre d'habitants.

Nouvelles prévisions relatives aux paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux (495,5 millions de dollars)

Conformément au Budget fédéral de 2006, le ministère des Finances prévoit une augmentation nette de 495,5 millions de dollars dans les transferts fédéraux-provinciaux-territoriaux pour 2006-2007 (passant de 38,3 milliards de dollars dans le budget principal des dépenses à 38,8 milliards de dollars). Les paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux entrent dans d'autres catégories, comme Péréquation, Financement des territoires, Transfert canadien en matière de santé, Paiements aux territoires, Paiements compensatoires pour les programmes permanents, et Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes. Voici la ventilation des changements :

- Financement des territoires (47,9 millions de dollars)

Ce programme vise à faire en sorte que les gouvernements territoriaux puissent fournir des services à leurs habitants tout en reconnaissant que ces services coûtent plus cher dans le Nord. Dans le Budget fédéral de 2006, le gouvernement a annoncé des augmentations au programme. Une partie de l'augmentation vise à prendre en compte les conséquences des révisions des données effectuées en vertu du nouveau cadre approuvé par l'adoption du projet de loi C-43.

- Péréquation (253,6 millions de dollars)

Le nouveau cadre pour la péréquation et la formule de financement des territoires d'octobre 2004 prévoyait des augmentations annuelles de 3,5 p. 100 par année jusqu'à 2013-2014, portant ainsi le programme de péréquation à 11,282 milliards de dollars en 2006-2007.

Tel qu'il a été annoncé dans le Budget fédéral de 2006, six provinces recevront des paiements plus élevés en fonction de données économiques et fiscales mises à jour en février 2006. De plus, la Colombie-Britannique et Terre-Neuve-et-Labrador, dont les paiements sont réduits en raison de l'utilisation des données à jour, recevront des rajustements uniques totalisant 253,6 millions de dollars.

- Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (125 millions de dollars)

Il s'agit de fonds recouverts du Québec pour le transfert de points d'impôts supplémentaires au-delà de ceux transférés dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux. Ce rajustement de 125 millions de dollars représente une diminution du montant à recouvrer du Québec et il est imputable à une diminution de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers par rapport aux données qui ont servi dans le cadre du Budget principal des dépenses 2006-2007. Il faut noter que l'abattement d'impôt accordé au Québec correspond à la somme du Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes et des Paiements compensatoires pour les programmes permanents.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- ***Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (69,0 millions de dollars)***
Comme pour les Paiements compensatoires pour les programmes permanents, cette diminution du montant recouvré est imputable à une diminution de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers par rapport aux données qui ont servi dans le cadre du Budget principal des dépenses 2006-2007. Au cours des années 1970, le Québec a accepté de permettre au gouvernement fédéral de transférer la prestation directement aux parents, mais la valeur de cet abattement de 3 p. 100 devait être remboursée tous les ans.

Prévisions relatives aux frais de la dette publique (393,0 millions de dollars)

Le ministère des Finances prévoit une augmentation d'environ 393 millions de dollars des frais de la dette publique due à une révision à la hausse des prévisions de taux d'intérêt à court terme.

Le solde des dépenses budgétaires législatives croissantes, environ 0,2 milliard de dollars, est réparti parmi les autres ministères et organismes qui demandent des fonds dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

3. ***Il n'y a pas de changements considérables dans les dépenses non budgétaires votées et pas d'ajustement des dépenses législatives non budgétaires dans le présent budget supplémentaire des dépenses.***

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Principaux changements apportés au présent budget supplémentaires des dépenses

Cette section décrit les changements apportés à l'organisation et à la structure gouvernementale et les changements apportés aux autorisations (crédits et postes législatifs) depuis le dépôt du Budget principal des dépenses 2006-2007.

Modifications concernant les organisations gouvernementales et la structure

Généralités – Au cours de l'exercice 2006-2007, aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé que des réorganisations seraient apportées aux structures de certains ministères. Ces réorganisations ont entraîné les changements suivants au budget supplémentaire des dépenses.

- 1) Le **6 février 2006**, le premier ministre annonçait divers changements apportés à l'appareil gouvernemental. Ces changements supposaient néanmoins le déplacement d'un élément du programme d'un organisme à l'autre et, dans le cas du Bureau du directeur des lobbyistes (un programme d'Industrie transféré au portefeuille du Conseil du Trésor), sa désignation à titre de ministère. Ces changements exigeaient la réécriture des structures des activités de programme, l'établissement de nouveaux crédits et la formulation de nouveaux libellés, l'autorisation du Conseil du Trésor et parfois aussi des modifications législatives. En raison de la complexité des changements et des contraintes de temps nécessaires pour produire le budget principal des dépenses, les changements suivants ont été reportés au budget supplémentaire des dépenses comme suit :

Programme/Organisme	Déplacé de	Déplacé vers
Secrétariat des affaires autochtones	Conseil privé	Affaires indiennes et du Nord canadien
Secrétariat des sociétés d'État à l'égard de la Monnaie royale canadienne et à la Société canadienne des postes	Agence du revenu du Canada	Transports
Secrétariat des sociétés d'État à l'égard de la Société immobilière du Canada limitée et de la Queens Quay West Land Corporation	Bureau de l'infrastructure du Canada	Transports
Bureau du directeur des lobbyistes	Industrie	Conseil du Trésor
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)	Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)	Affaires étrangères et Commerce international
Secrétariat aux langues officielles	Conseil privé	Patrimoine canadien
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	Citoyenneté et Immigration	Secrétariat du Conseil du Trésor

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les transferts susmentionnés ont été approuvés en vertu des décrets ci-dessous :

- Le décret C.P. 2006-0119, qui est entré en vigueur le 1^{er} avril 2006, transfère la responsabilité du Secrétariat des affaires autochtones du Bureau du Conseil privé au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.
- Le décret C.P. 2006-0069, qui est entré en vigueur le 6 février 2006, transfère la responsabilité du Secrétariat des sociétés d'État à l'égard de la Monnaie royale canadienne et de la Société canadienne des postes de l'Agence du revenu du Canada au ministère des Transports.
- Le décret C.P. 2006-0070, qui est entré en vigueur le 6 février 2006, transfère la responsabilité du Secrétariat des sociétés d'État à l'égard de la Société immobilière du Canada limitée et de la Queens Quay West Land Corporation du Bureau de l'infrastructure du Canada au ministère des Transports.
- Le décret C.P. 2006-0040, qui est entré en vigueur le 6 février 2006, transfère la responsabilité du ministère du Commerce international au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et regroupe les deux sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères.
- Le décret C.P. 2006-0049, qui est entré en vigueur le 6 février 2006, modifie l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* en désignant le Bureau du directeur des lobbyistes à titre de ministère et le décret C.P. 2006-0050 transfère la responsabilité du Bureau du directeur des lobbyistes du ministre de l'Industrie au président du Conseil du Trésor. Par conséquent, le registraire a été déplacé et relève maintenant du portefeuille du Conseil du Trésor.
- Le décret C.P. 2006-0086, qui est entré en vigueur le 6 février 2006, transfère la responsabilité du Secrétariat aux langues officielles du Bureau du Conseil privé au ministère du Patrimoine canadien.
- Le décret C.P. 2006-0076, qui est entré en vigueur le 6 février 2006, transfère la responsabilité à l'égard de l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration au Secrétariat du Conseil du Trésor.

2) Les changements suivants ont été annoncés après le 6 février 2006 et incorporés dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Programme/Organisme	Déplacé de	Déplacé vers
Groupe de travail sur les frontières	Conseil privé	Sécurité publique et Protection civile
Centre canadien des armes à feu	Ministère distinct au sein du portefeuille de Sécurité publique et Protection civile	Gendarmerie royale du Canada au sein du portefeuille de Sécurité publique et Protection civile
Services de recouvrement national et de Conseils juridiques et litiges-recouvrement	Ressources humaines et Développement des compétences	Agence du revenu du Canada
Secrétariat du conseiller national des sciences	Conseil privé	Industrie

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Programme/Organisme	Déplacé de	Déplacé vers
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	Patrimoine canadien	Affaires indiennes et du Nord canadien
Bureau du conseiller supérieur responsable pour la diversité et les projets spéciaux	Conseil privé	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada
Projet de recherche sur les politiques	Conseil privé	Ressources humaines et Développement des compétences
Bureaux régionaux du Secrétariat des consultations et communications	Conseil privé	Conseil du Trésor
Secrétariat de la réglementation et des décrets du Conseil (à l'exception de la Division des décrets du Conseil)	Conseil privé	Conseil du Trésor

Les transferts susmentionnés ont été approuvés en vertu des décrets ci-dessous :

- Le décret C.P. 2006-0360, qui est entré en vigueur le 1^{er} juin 2006, transfère la responsabilité du Groupe de travail sur les frontières du Bureau du Conseil privé à Sécurité publique et Protection civile.
- Le décret C.P. 2006-0388, qui est entré en vigueur le 27 mai 2006, transfère la responsabilité du Centre canadien des armes à feu à la Gendarmerie royale du Canada.
- Le décret C.P. 2005-1354, qui est entré en vigueur le 28 juillet 2005, applique l'alinéa 37.3(1) de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* au *Règlement de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, 2005* en vue du transfert des fonctions des Services de recouvrement national et de celles des Conseils juridiques et litiges-recouvrement. Le décret C.P. 2005-1355, qui est entré en vigueur le 1^{er} août 2005, transfère la responsabilité des Services de recouvrement national et des Conseils juridiques et litiges-recouvrement du ministre de Ressources humaines et Développement des compétences au ministre du Revenu national.
- Le décret C.P. 2006-0354, qui est entré en vigueur le 8 mai 2006, transfère le contrôle et la supervision du Secrétariat du conseiller national des sciences du Bureau du Conseil privé au ministère de l'Industrie.
- Le décret C.P. 2006-0399, qui est entré en vigueur le 19 mai 2006, transfère la responsabilité du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones du ministre de Patrimoine canadien au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.
- Le décret C.P. 2006-0695, qui est entré en vigueur le 1^{er} août 2006, transfère la responsabilité du Bureau du conseiller supérieur responsable pour la diversité et les projets spéciaux du Bureau du Conseil privé à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.
- Le décret C.P. 2006-0361, qui est entré en vigueur le 1^{er} juin 2006, transfère la responsabilité du Projet de recherche sur les politiques du Bureau du Conseil privé à Ressources humaines et Développement des compétences.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- Le décret C.P. 2006-0363, qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006, transfère la responsabilité des bureaux régionaux du Secrétariat des consultations et des communications du Bureau du Conseil privé au Conseil du Trésor.
- Le décret C.P. 2006-0362, qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2006, transfère la responsabilité du Secrétariat de la réglementation et des décrets du Conseil (à l'exception de la Division des décrets du Conseil) du Bureau du Conseil privé au Conseil du Trésor.

En vertu du décret C.P. 2005-1716 fixant au 3 octobre 2005 la date d'entrée en vigueur de la partie 13 (*Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions*) de la *Loi d'exécution du budget de 2005*, chapitre 30 des Lois du Canada (2005), entre en vigueur. Ces dispositions de la *Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions* comprenaient l'établissement de l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions. Le gouvernement a néanmoins annoncé son intention de ne plus acheter de crédits de réduction d'émissions de gaz, ce qui a pour effet la disparition de cette Agence.

En vertu du décret C.P. 2003-2081, la responsabilité de l'Agence Parcs Canada a été transférée du ministre du Patrimoine canadien au ministre de l'Environnement. Les fonds non dépensés liés aux activités en matière de politiques ont été transférés de Patrimoine canadien à l'Agence Parcs Canada.

Modifications concernant les crédits et les postes législatifs

Les modifications concernant les autorisations comprennent les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles qui sont incluses dans le Budget principal des dépenses 2006-2007, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses qui sont inscrites pour la première fois. Compte tenu des décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront modifiées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront les lois de crédits précédentes.

Les nouveaux crédits suivants ont été ajoutés depuis le Budget principal des dépenses 2006-2007.

Affaires étrangères et Commerce international – Ministère

Crédit 12a – Conformément à l'article 24.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, faire grâce de certaines dettes et obligations payables à Sa Majesté du chef du Canada totalisant 110 000 000 \$US (soit l'équivalent à 122 210 000 \$CAN au taux de change de 1,11 \$CAN au dollar américain) et qui représentent des réductions sur le résidu du principal respectif que lui doivent les pays débiteurs suivants :

République du Cameroun.....	2 981 000 \$
République démocratique du Congo.....	1 559 000 \$
République de Madagascar	29 408 000 \$
République du Rwanda.....	4 072 000 \$
République-Unie de Tanzanie.....	58 603 000 \$
République de Zambie.....	25 578 000 \$

Affaires indiennes et du Nord canadien – Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Crédit 52a – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement de 147 153 750 \$ au présent crédit du crédit 85 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007* et pour prévoir un montant supplémentaire de.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Crédit 54a – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 500 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007*.

Citoyenneté et Immigration – Ministère

Crédit 2a – Conformément au paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, radier des Comptes du Canada 3 164 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 986 871 \$ relativement à des prêts versés aux immigrants aux termes de l'article 88 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* – Pour autoriser le virement au présent crédit de 41 349 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007* et pour prévoir un montant supplémentaire de.

Conseil du Trésor – Bureau du directeur des lobbyistes

Crédit 27a – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007* et pour prévoir un montant supplémentaire de.

Conseil du Trésor – Secrétariat

Crédit 2a – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 230 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) et de 86 039 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007*.

Crédit 15a – Rajustements de la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits, qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral, par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de la fonction publique y compris les membres de la GRC et des Forces canadiennes.

Défense nationale – Ministère

Crédit 11a – Conformément à l'article 24.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autoriser une remise de dette due par M. R.P. Thompson à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 1 766,11 \$ – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 766 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n°1 pour 2006-2007*.

Crédit 12a – Conformément à l'alinéa 24.1(1)(b) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autoriser une remise de dette due par Parc Downsview Park Inc. à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 15 059 000 \$.

Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)

Crédit 7a – Conformément au paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, radier des Comptes du Canada 33 401 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 362 040 \$ relativement à des prêts aux étudiants irrécouvrables et 228 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 61 562 \$ relativement au paiement en trop du Compte des rentes sur l'État – Pour autoriser le virement au présent crédit de 61 562 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007*.

Ressources humaines et Développement des compétences – Société canadienne d'hypothèques et de logement

Crédit 27a – Porter de 300 000 000 000 \$ à 350 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, en vertu de l'alinéa 11(b) de la *Loi nationale sur l'habitation*.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Sécurité publique et Protection civile – Gendarmerie royale du Canada

Crédit 61a – Centre canadien des armes à feu – Dépenses de fonctionnement excluant celles pour les activités et les fonctions d’enregistrement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 38 052 750 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007*.

Crédit 62a – Centre canadien des armes à feu – Dépenses de fonctionnement pour les activités et les fonctions d’enregistrement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 990 500 \$ du crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007*.

Transports – Ministère

Crédit 33a – Versements à La Société des ponts fédéraux Limitée pour remplacer le pont en détérioration du chenal Nord du Pont international de la voie maritime et apporter des améliorations à des infrastructures connexes

Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget principal des dépenses 2006-2007.

Affaires étrangères et Commerce international – Ministère

Crédit 1a – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l’approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d’organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu’à concurrence de la part des frais payables par ces organismes ; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d’appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d’autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l’Organisation de l’aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d’aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d’échanges universitaires avec d’autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2)(a) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d’un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l’exercice financier pour : la prestation de services aux Centres d’affaires canadiens et aux Centres canadiens d’éducation; des services de formation offerts par l’Institut canadien du service extérieur; aux foires commerciales, aux missions et autres services d’expansion commerciale internationaux; aux services de développement de l’investissement; aux services de télécommunication internationale; aux publications ministérielles; à d’autres services offerts à l’étranger à d’autres ministères du gouvernement, agences, sociétés d’État et autres organismes non fédéraux; aux services consulaires spécialisés; et aux programmes d’échange internationaux sur l’emploi des jeunes.

Crédit 10a – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre, dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d’équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l’ancienne Union soviétique et qui peuvent également dans le cadre du Programme d’aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, consister en des versements en espèces ou en des produits, des services, de l’équipement ou des technologies fournis aux fins de l’aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; en ce qui a trait au Programme de paix et de sécurité dans le monde, au Programme de la sécurité humaine et au Programme des opérations de paix dans le monde, consister en des versements en espèces ou des produits, des services, de l’équipement ou des technologies pour promouvoir la paix mondiale et l’aide à la sécurité et autorisation de payer des cotisations pour l’exercice en cours n’excédant pas 30 000 000 \$ à l’égard de personnes, de groupes de personnes, de conseils et d’associations pour promouvoir

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

l'expansion des ventes à l'exportation canadiennes; et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2005 à 718 744 000 \$.

Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international

Crédit L40a – Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 189 921 644 \$ (215 032 000 \$ - 25 110 356 \$), conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales.

Agriculture et Agroalimentaire – Ministère

Crédit 15a – Aux termes de l'article 29 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières et la somme de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié.

Conseil du Trésor – Secrétariat

Crédit 1a – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 092 432 \$ du crédit 1 (Conseil privé) et de 1 084 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la *Loi de crédits no 1 pour 2006-2007* et pour prévoir un montant supplémentaire de

Les nouveaux postes législatifs suivants ont été ajoutés depuis la parution du Budget principal des dépenses 2006-2007

Agriculture et Agroalimentaire – Ministère

Subventions et contributions à l'appui des modifications apportées à la méthode d'évaluation des stocks en vertu du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole

Agence du revenu du Canada

Paiements versés aux agences privées de recouvrement conformément à l'article Section 17.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Affaires étrangères et Commerce international – Ministère

Paiements versés à Exportation et développement Canada pour l'exécution d'engagements conclus en vertu de l'article 23 de la *Loi sur le développement des exportations* (Compte du Canada) en vue de favoriser et de développer les activités commerciales entre le Canada et d'autres pays (budgétaire).

Ministre du Commerce international – Salaire et allocation pour automobile

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Paiements versés à Exportation et développement Canada pour l'exécution d'engagements conclus en vertu de l'article 23 de la *Loi sur le développement des exportations* (Compte du Canada) en vue de favoriser et de développer les activités commerciales entre le Canada et d'autres pays (non budgétaire).

Affaires indiennes et du Nord canadien – Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports – Bureau de l'infrastructure du Canada

Fonds pour le transport en commun

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2006-2007
3. Annexes proposées au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
7. Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires² et non budgétaires³ incluses dans le budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes « Budget des dépenses précédents » précisent les fonds à ce jour tels que présentés dans le Budget principal des dépenses.

Les six colonnes suivantes « Présent budget supplémentaire des dépenses » précisent les besoins actuels tels que présentés dans le budget supplémentaire des dépenses (A). Ces besoins sont répartis en deux catégories : À voter⁴ et Législatifs⁵.

Les deux dernières colonnes « Total – Budget des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des besoins budgétaires et non-budgétaires totaux pour 2006-2007.

² Les dépenses budgétaires comprennent les frais de service de la dette, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert et les subventions aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État et aux personnes morales distinctes.

³ Les dépenses non-budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

⁴ Les besoins en crédits sont ceux que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Pour de plus amples renseignements sur les crédits et le libellé des crédits, veuillez consulter le tableau de l'annexe proposée du projet de loi de crédits.

⁵ Les autorisations des dépenses législatives sont celles que le Parlement a approuvées précédemment par le biais d'autres lois qui précisent l'objectif et les modalités des dépenses. Les dépenses législatives ne figurent dans le budget supplémentaire des dépenses qu'à titre d'information.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2006-2007

Ce tableau présente le Budget principal des dépenses, le budget supplémentaire des dépenses (A) et fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et législatifs demandés.

3. Annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne un aperçu de l'annexe du projet de loi de crédits. Tel que précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros et des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : la première énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2007 et la deuxième, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2008, en particulier, les crédits pluriannuels de l'Agence du revenu du Canada et de l'Agence Parcs Canada.

Seuls les rajustements positifs des crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Ainsi, les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) *Crédits pour dépenses du programme* – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit pour « Dépenses en capital » ou le crédit pour « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les « Dépenses du Programme » sont imputées à un seul crédit.
- b) *Crédits pour dépenses de fonctionnement* – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit pour « Dépenses en capital » ou un crédit pour « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars. Lorsqu'elles ne l'atteignent pas, elles sont incluses dans les crédits pour « Dépenses du Programme ».
- c) *Crédits pour dépenses en capital* – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital comprennent des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 mille dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 08) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 09) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 01 à 09). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital au niveau ministériel.
- d) *Crédits pour subventions et contributions* – Ce crédit est utilisé lorsque les subventions et les contributions d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation de payer une partie ou la totalité du montant et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contribution » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- e) *Crédits non budgétaires* – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, sont inscrits les postes non budgétaires tels que les prêts, les avances et les placements relatifs aux sociétés d'État; et les prêts ou les avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.
- f) *Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* – Le concept d'un crédit par programme ne s'applique pas dans les situations où un crédit distinct est établi afin d'inscrire les sommes nécessaires pour effectuer un paiement à une société d'État ou couvrir les dépenses d'une personne juridique qui sont effectuées dans le cadre d'un programme plus important. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor pour programmes financés par l'administration centrale* – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
 - (i) *Crédit pour éventualités du gouvernement* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable en raison du moment où un paiement doit être effectué ou lorsqu'une autorisation précise est nécessaire pour effectuer un paiement, par exemple pour le paiement de subventions qui ne sont pas inscrites au Budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation. En outre, ce crédit sert à augmenter d'autres crédits pour absorber des coûts salariaux supplémentaires, tels que les indemnités de départ et les prestations de congé parental qui ne sont pas prévues dans le budget des dépenses ministériel.
 - (ii) *Crédit pour initiatives pangouvernementales* – Ce crédit augmente d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
 - (iii) *Crédit pour rajustements salariaux* – Ce crédit augmente les crédits du financement des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts.
 - (iv) *Crédit pour assurances de la fonction publique* – Ce crédit fournit les cotisations de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux, aux pensions, aux régimes d'avantages sociaux et d'assurance pour les employés engagés sur place à l'extérieur du Canada et rend à certains employés leur part de la réduction des cotisations d'assurance-emploi.

4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux grands postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l'adoption d'autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le budget supplémentaire des dépenses à titre d'information uniquement.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l'information concernant les crédits, par ministère.

La première section (colonne 1 « Numéro de crédit ») indique quel crédit est accru par le budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise que le Budget supplémentaire des dépenses (A) a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième section (colonne 2 « Montant brut ») indique le total des fonds demandés dans le budget supplémentaire des dépenses, par ministère.

La troisième section (colonnes 3 à 6, « Autorisations de dépenser disponibles ») représente les pouvoirs de dépenser inutilisés qu'invoquent les organisations pour réduire le montant des dépenses additionnelles demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Le budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères contient de plus amples renseignements sur ces montants et comprend les fonds disponibles qui ont trait aux restrictions des dépenses annoncées récemment et aux économies du Comité d'examen des dépenses.

La dernière section (colonne 7 « Montant net ») indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les rajustements négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

6. Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des revenus et des dépenses du gouvernement fédéral sur l'économie, il faut établir le montant net des achats et des ventes de l'État par article courant. À cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats comme un débit aux catégories d'articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaires des dépenses et les Comptes publics. Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

Une brève définition de chaque article courant se trouve à la fin de la section Introduction.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

7. Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu des fonds temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT).

Il y a deux types de fonds attribués à partir du crédit 5 du CT : permanents et temporaires. Les fonds permanents sont alloués en réponse à des insuffisances liées à la paie, par exemple, au titre des indemnités de fin d'emploi et des prestations de congé parental, qui ne peuvent être déterminées à l'avance et sont donc payées par un organisme central. Des fonds temporaires sont accordés en réponse à des dépenses diverses urgentes, mineures et imprévues, qui ne figuraient pas dans le Budget principal des dépenses et qui doivent être engagées avant le dépôt du budget supplémentaire des dépenses. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses et que la gouverneure générale a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les ministères doivent satisfaire à un certain nombre de critères afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT :

- Comme l'autorisation des paiements sur la réserve pour éventualités est contenue dans le libellé du crédit 5 du CT, tous ces paiements doivent être rigoureusement conformes à ce libellé.
- En règle générale, on n'imputera pas de dépenses permanentes au crédit pour les besoins autres que les déficits au chapitre de la rémunération ou les primes accordées en vertu de la *Loi sur les inventions des fonctionnaires*. Toutes les autres avances imputées au crédit pour éventualités doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au budget supplémentaire des dépenses suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits y afférente est adoptée.
- Lorsque ces avances sont demandées pour faire face à un besoin financier, le Conseil du Trésor doit s'assurer que le paiement s'inscrit dans le cadre du mandat du ministère.
- Lorsqu'il effectue un transfert afin de fournir une autorisation de paiement, le Conseil du Trésor doit être convaincu qu'il existe une raison valable et suffisante pour laquelle le paiement doit être fait avant qu'il ait reçu l'approbation normale du Parlement.
- Des fonds suffisants doivent être disponibles dans le crédit 5 du CT.
- L'autorisation appropriée du ministère ne suffit pas pour couvrir les besoins existants et ceux de la nouvelle initiative (à l'exception des postes de subventions) jusqu'à la fin de la période visée par le crédit.
- Il doit exister un bénéficiaire valable et légalement constitué auquel la subvention doit être versée.

8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels plusieurs ministères demandent des fonds dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Il ne vise pas à présenter une liste exhaustive des initiatives horizontales menées par le gouvernement, mais il donne une bonne vue d'ensemble des questions relatives au présent budget supplémentaire des dépenses auxquelles plus d'un organisme est associé.

9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les ministères demandent souvent à transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Ce tableau présente un résumé de ces transactions.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le budget supplémentaire des dépenses inclue des « postes de 1 \$ » visant à demander la modification de la répartition actuelle de fonds ou du libellé actuel de crédits (comme pour les garanties de prêts) déjà approuvés dans le Budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n'est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Par exemple, les postes de 1 \$ peuvent servir à :

- transférer des fonds d'un crédit à un autre;
- radier des créances;
- modifier une garantie de prêt;
- autoriser une subvention;
- modifier des lois de crédits antérieures.

Détails par ministère, organisme et société d'État

Les ministères et organismes qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés afin de donner une image d'ensemble par portefeuille.

Il y a six sections distinctes pour chaque organisation :

1. sommaire du portefeuille;
2. explication du besoin;
3. transferts;
4. explication des fonds disponibles;
5. paiements de transfert (s'il y a lieu);
6. nouveaux grands projets d'immobilisations (s'il y a lieu).

1. Sommaire du Portfeuille

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et législatifs par ministère, y compris :

- le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- le total des précédents budgets des dépenses - Budget principal des dépenses, plus tout financement antérieur prévu dans des budgets supplémentaires des dépenses;
- les virements entre crédits et les transferts entre organisations;
- les nouvelles demandes nettes de financement dans le présent budget supplémentaire des dépenses;
- le total des budgets des dépenses à ce jour.

Si le supplément total pour le programme correspond à zéro ou à un montant négatif pour l'organisation, il ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses. Aux termes de l'article 31 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, lorsque le Parlement accorde une autorisation de dépenser, le Secrétaire du Conseil du Trésor gère et contrôle, avec son Système de contrôle des affectations, les niveaux de financement des organisations visées. Les montants nets négatifs ou de zéro sont mentionnés uniquement à titre d'information.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

2. Explication du besoin

Cette section renferme une description des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée. Si l'initiative touche plus d'une organisation, elle est désignée poste horizontal et sera saisie dans le tableau sommaire des postes horizontaux présenté au début du présent budget supplémentaire des dépenses.

3. Transferts

Cette nouvelle section sert à identifier tous les transferts entre organisations, qu'ils se rapportent à un transfert de montants entre des organisations pour atteindre un objectif particulier, du transfert d'une responsabilité liée à l'exécution d'un programme ou de rajustements à la suite de modifications apportées aux rouages de l'État qu'a annoncées le gouvernement. Les transferts n'ont pas d'incidence sur les nouveaux crédits que demandent les organisations. Ils apparaîtront dans le Sommaire du portefeuille à part des nouveaux crédits et ils apparaîtront aussi dans le tableau sommaire qui porte sur les transferts entre organisations (au début du présent budget supplémentaire des dépenses).

4. Explication des fonds disponibles

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le budget supplémentaire des dépenses. Des autorisations de dépenser excédentaires disponibles dans un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses supplémentaires nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles dans des affectations bloquées ou pour des affectations à des fins déterminées pourraient être utilisées pour réduire les dépenses supplémentaires, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

La pratique de recourir aux sommes compensatoires n'est pas nouvelle. Leur inscription accompagnée d'une explication dans le budget supplémentaire des dépenses vise cependant à accroître la transparence et à fournir davantage de renseignements. Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées comme compensations : virement d'un poste à un autre ou report de fonds d'un exercice à un autre dans une organisation, fonds libérés aux fins de réinvestissement dans les priorités du gouvernement fédéral à la suite d'un examen et réaffectation dictée par le Comité d'examen des dépenses du gouvernement et des réductions liées à la restriction des dépenses en 2006.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

5. Paiements de transfert

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert, par activité de programme.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements faits pour contribuer à la réalisation des objectifs d'une organisation en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

- i) une contribution est un paiement conditionnel qui peut faire l'objet d'une vérification, contrairement aux subventions;
- ii) les contributions exigent la conclusion d'une entente entre le bénéficiaire et le donateur précisant les modalités et conditions régissant leur versement, à la différence des subventions;
- iii) les autres paiements de transfert sont effectués en vertu d'une loi ou d'une entente qui inclut normalement une formule ou un calendrier de paiements servant à déterminer le montant annuel à verser;
- iv) le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif, alors que dans le cas des contributions et des autres paiements de transfert, il sert à informer.

6. Nouveaux grands projets d'immobilisations

Cette section énumère les grands projets d'immobilisations qui ne figuraient pas dans les budgets des dépenses précédents et dont le coût total estimatif s'élève à au moins un million de dollars. L'information est présentée par activité de programme et par province (d'Est en Ouest) et montre les coûts estimatifs totaux et le montant prévu qui sera dépensé durant l'exercice.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Explication des articles courants de dépenses

1. *Personnel*

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la GRC.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d'indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (Compte de pension de retraite de la fonction publique, Compte de prestations de retraite supplémentaires, Compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, Compte de prestations de décès de la fonction publique et Compte d'assurance-emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Compte de pension de retraite des Forces canadiennes et Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l'État aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

2. *Transports et communications*

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces armées et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent de travaux d'arpentage, d'inspections et d'études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous les autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l'égard d'un achat, autres que le coût initial de livraison (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de messagerie offerts par l'entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et T.S.F. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de messagerie assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Information

- **Services de promotion** – Comprend tous les services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que le graphisme.
- **Services d'édition, d'imprimerie et d'exposition** – Comprend les services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.
- **Services des relations publiques et des affaires publiques** – Services de sondages sur les comportements, de promotion des ventes, de commercialisation, de mise en valeur des exportations, de relations publiques et de publicité. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d'information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux. Les services des affaires publiques comprenant les sondages sur les comportements, les sondages d'opinion, les enquêtes sur l'évaluation des services, les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles sont également inclus ici.

4. Services professionnels et spéciaux

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement; paiements pour les services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de services d'informatique et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiement de services d'informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à l'École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage, d'entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits à TPSGC pour l'administration de marchés.

5. Location

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement - avec ou sans équipage - de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.

Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d'entreposage figure à l'article courant 04.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

6. *Achat de services de réparation et d'entretien*

- Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 08 ci-dessous, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 09.
- Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.
- Le coût des matériaux et des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. *Services publics, fournitures et approvisionnements*

- Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.
- Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :
 - essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport, chauffage
 - provendes
 - aliments et autres fournitures pour navires et établissements
 - bestiaux achetés pour consommation ou revente
 - graines de semence
 - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur
 - uniformes et fourniment
 - photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement
 - fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais
 - fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études
 - produits chimiques
 - approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux
 - œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives
 - fournitures du service de nettoyage
 - bois et charbon
 - fournitures électriques
 - pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements

8. *Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages*

- Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
- Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
- Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
- Achat de terrains.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 01 à 09).

9. *Acquisition de machines et de matériel*

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, de tout le matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, du matériel informatique et électronique ou de tout autre accessoire de bureau.
- Matériel et accessoires à microfilmer, matériel de communication entre bureaux, machines à affranchir avec compteur, cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Véhicules automobiles, avions, tracteurs, matériel de voirie, matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; matériel scientifique et de laboratoire, navires, brise-glaces et matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

10. *Paiements de transfert*

- Subventions et contributions, subsides et tous les paiements faits par l'État.
- Paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les pensions de vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations familiales, les allocations et les pensions des anciens combattants.
- Subventions et paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle*, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles.
- Paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones.
- Paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires.
- Subventions et capitaux consentis à l'industrie; subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; bourses d'études.
- Subventions de soutien consenties à de nombreux organismes nationaux et internationaux sans but lucratif.
- Contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le Budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par le biais de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions énumérées dans le Budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne donc sont pas aussi limitées.

11. *Service de la dette publique*

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

12. *Autres subventions et paiements*

- Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert faits aux sociétés d'État.
- Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».

Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels et les dépenses relatives à de petits articles et à divers services. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

TABLEAUX SOMMAIRES

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2006-2007

Annexes proposées au projet de loi de crédits

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Budgets des dépenses précédents	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
Ministère	1 941 132 922	.....
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Ministère.....	203 894 922	209 000 000
Agence canadienne de développement international.....	2 935 586 922	39 269 587
Centre de recherches pour le développement international	133 092 000	.....
Commission mixte internationale	5 810 000	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
Ministère	6 189 700 822	80 843 000
Commission canadienne des affaires polaires	976 000	.....
Commission des revendications particulières des Indiens.....	5 572 000	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones .....	.....	.....
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	381 595 000	.....
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Ministère	381 748 000	.....
Société d'expansion du Cap-Breton	8 650 000	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA	3 328 975 534	.....
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
Ministère	2 191 677 924	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	571 529 000	.....
Commission canadienne des grains	35 222 000	.....
ANCIENS COMBATTANTS	3 202 760 922	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
Ministère	1 198 097 922	1
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....	117 374 860	.....
CONSEIL DU TRÉSOR		
Secrétariat	2 626 902 922	.....
École de la fonction publique du Canada	111 185 000	.....
Bureau du directeur des lobbyistes	300 000	.....
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	106 880 000	.....
CONSEIL PRIVÉ		
Ministère	146 721 442	.....
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....	6 432 000	.....
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	29 138 000	.....
Commissaire aux langues officielles	19 129 000	.....
DÉFENSE NATIONALE		
Ministère	14 789 222 134	.....
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	3 416 000	.....
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	315 531 000	.....
ENVIRONNEMENT		
Ministère	803 868 922	.....
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	17 383 000	.....
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	5 183 000	.....
Agence Parcs Canada.....	620 879 577	.....
FINANCES		
Ministère	73 639 605 923	7 471 001
Vérificateur général	73 748 000	.....
Tribunal canadien du commerce extérieur.....	10 005 000	.....
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	31 128 000	.....
GOVERNEUR GÉNÉRAL	19 236 000	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		Total	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
		Crédits à voter*	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
382 742 079	291 798 799	.....	.....	.....	674 540 878	2 406 673 800	209 000 000
(371 160 672)	.....	.....	.....	.....	(371 160 672)	41 734 250	.....
(37 906 805)	93 300 121	.....	19 000 001	.....	74 393 317	2 990 980 238	58 269 588
2 724 999	1	.....	.....	.....	2 725 000	135 817 000	.....
200 000	236 619	.....	.....	.....	436 619	6 246 619	.....
5 801 276	181 866 038	.....	8 500 000	.....	196 167 314	6 377 368 136	89 343 000
.....	44 250	.....	.....	.....	44 250	1 020 250	.....
(5 043 000)	6 135 750	.....	.....	.....	1 092 750	6 664 750	.....
158 059 750	45 604 751	.....	.....	.....	203 664 501	203 664 501	.....
(4 697 000)	34 976 000	.....	.....	.....	30 279 000	411 874 000	.....
505 650	9 494 550	.....	.....	.....	10 000 200	391 748 200	.....
.....	5 000	.....	.....	.....	5 000	8 655 000	.....
17 410 000	66 943 698	18 503 000	.....	.....	102 856 698	3 431 832 232	.....
(100 000)	463 346 665	920 400 000	.....	.....	1 383 646 665	3 575 324 589	.....
1 232 330	89 790 979	.....	.....	.....	91 023 309	662 552 309	.....
.....	251 700	.....	.....	.....	251 700	35 473 700	.....
1 705 000	84 968 186	.....	.....	.....	86 673 186	3 289 434 108	.....
(88 034 872)	18 608 919	.....	.....	.....	(69 425 953)	1 128 671 969	1
.....	3 820 070	.....	.....	.....	3 820 070	121 194 930	.....
92 464 432	410 076 965	.....	.....	.....	502 541 397	3 129 444 319	.....
.....	(260 889)	.....	.....	.....	(260 889)	110 924 111	.....
13 000	2 838 666	.....	.....	.....	2 851 666	3 151 666	.....
166 898	788 237	.....	.....	.....	955 135	107 835 135	.....
(13 434 049)	16 435 412	.....	.....	.....	3 001 363	149 722 805	.....
.....	(20 000)	.....	.....	.....	(20 000)	6 412 000	.....
.....	1 673 856	.....	.....	.....	1 673 856	30 811 856	.....
.....	813 950	.....	.....	.....	813 950	19 942 950	.....
(4 265 609)	1 074 238 848	.....	.....	.....	1 069 973 239	15 859 195 373	.....
.....	(10 000)	.....	.....	.....	(10 000)	3 406 000	.....
149 000	36 631 928	.....	.....	.....	36 780 928	352 311 928	.....
911 350	34 771 308	.....	.....	.....	35 682 658	839 551 580	.....
334 000	1 079 964	.....	.....	.....	1 413 964	18 796 964	.....
.....	82 354	.....	.....	.....	82 354	5 265 354	.....
1 616 687	5 536 958	.....	.....	.....	7 153 645	628 033 222	.....
(5 987 910)	7 648 400	931 400 000	.....	.....	933 060 490	74 572 666 413	7 471 001
.....	3 128 850	.....	.....	.....	3 128 850	76 876 850	.....
.....	360 859	.....	.....	.....	360 859	10 365 859	.....
.....	8 990 349	.....	.....	.....	8 990 349	40 118 349	.....
.....	320 818	.....	.....	.....	320 818	19 556 818	.....

* Voir la note à la page 49.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Budgets des dépenses précédents	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
INDUSTRIE		
Ministère	1 197 281 922	800 000
Agence spatiale canadienne	374 093 000	.....
Tribunal de la concurrence.....	1 686 000	.....
Commission du droit d'auteur	2 580 000	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	692 421 000	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	885 258 000	.....
Conseil de recherches en sciences humaines.....	581 321 000	.....
Statistique Canada.....	601 243 000	.....
JUSTICE		
Ministère	915 751 922	.....
Commission canadienne des droits de la personne.....	21 005 000	.....
Tribunal canadien des droits de la personne.....	4 352 000	.....
Commissaire à la magistrature fédérale.....	359 632 000	.....
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	62 547 000	.....
Commission du droit du Canada.....	3 193 000	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	24 479 000	.....
Cour suprême du Canada	27 824 000	.....
PARLEMENT		
Chambre des communes	400 323 895	.....
Bibliothèque du Parlement.....	33 986 000	.....
PATRIMOINE CANADIEN		
Ministère	1 384 620 922	10 000
Conseil des Arts du Canada.....	150 445 250	.....
Société Radio-Canada.....	1 112 039 000	.....
Musée canadien des civilisations.....	59 946 000	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	5 815 001	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	109 071 000	.....
Société du Centre national des Arts.....	33 283 000	.....
Commission des champs de bataille nationaux	8 907 000	.....
Office national du film.....	64 839 000	.....
Musée national des sciences et de la technologie.....	25 577 000	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	208 611 000	.....
Commission de la fonction publique	106 017 000	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	24 606 000	.....
Téléfilm Canada.....	125 042 000	.....
PÊCHES ET OCÉANS	1 513 367 922	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences).....	2 475 120 844	981 456 000
Ministère (Développement social).....	31 902 116 078	.....
Conseil canadien des relations industrielles	12 396 000	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	2 266 048 000	(198 472 000)
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	4 484 000	.....
RESSOURCES NATURELLES		
Ministère	1 426 053 922	.....
Énergie atomique du Canada limitée	103 749 000	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	78 671 000	.....
Office national de l'énergie	37 932 000	.....
SANTÉ		
Ministère	2 975 396 952	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	832 665 000	.....
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	3 512 000	.....
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	6 512 000	.....
Agence de santé publique du Canada	506 589 000	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		Total	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
		Crédits à voter*	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
108 267	133 861 514	.....	.....	.....	133 969 781	1 331 251 703	800 000
150 000	8 772 556	.....	.....	.....	8 922 556	383 015 556	.....
.....	9 953	.....	.....	.....	9 953	1 695 953	.....
.....	110 300	.....	.....	.....	110 300	2 690 300	.....
9 726 000	48 286 859	.....	.....	.....	58 012 859	750 433 859	.....
(339 946)	18 903 050	.....	.....	.....	18 563 104	903 821 104	.....
(626 074)	46 381 850	.....	.....	.....	45 755 776	627 076 776	.....
355 523	29 570 074	.....	.....	.....	29 925 597	631 168 597	.....
(282 200)	71 373 646	.....	.....	.....	71 091 446	986 843 368	.....
.....	964 450	.....	.....	.....	964 450	21 969 450	.....
.....	178 523	.....	.....	.....	178 523	4 530 523	.....
.....	422 879	.....	.....	.....	422 879	360 054 879	.....
.....	2 051 249	.....	.....	.....	2 051 249	64 598 249	.....
.....	(871 500)	.....	.....	.....	(871 500)	2 321 500	.....
.....	238 821	.....	.....	.....	238 821	24 717 821	.....
.....	2 445 350	.....	.....	.....	2 445 350	30 269 350	.....
.....	2 905 895	2 300 700	.....	.....	5 206 595	405 530 490	.....
.....	623 000	.....	.....	.....	623 000	34 609 000	.....
2 817 641	73 842 298	.....	.....	.....	76 659 939	1 461 280 861	10 000
965 000	20 000 000	.....	.....	.....	20 965 000	171 410 250	.....
2 000 000	2	.....	.....	.....	2 000 002	1 114 039 002	.....
1 554 250	1	.....	.....	.....	1 554 251	61 500 251	.....
.....	1 882 300	.....	.....	.....	1 882 300	7 697 301	.....
3 485 155	1 404 914	.....	.....	.....	4 890 069	113 961 069	.....
2 118 323	1	.....	.....	.....	2 118 324	35 401 324	.....
.....	833 350	100 000	.....	.....	933 350	9 840 350	.....
2 890 000	3 214 253	.....	.....	.....	6 104 253	70 943 253	.....
323 620	1	.....	.....	.....	323 621	25 900 621	.....
(158 059 750)	.....	.....	.....	.....	(158 059 750)	50 551 250	.....
.....	2 100 944	.....	.....	.....	2 100 944	108 117 944	.....
115 815	384 592	.....	.....	.....	500 407	25 106 407	.....
(19 850 000)	1	.....	.....	.....	(19 849 999)	105 192 001	.....
2 363 019	213 278 221	.....	.....	.....	215 614 240	1 729 009 162	.....
737 043	48 070 440	(22 000)	.....	.....	48 785 483	2 523 906 327	981 456 000
(15 841 200)	(2 199 999)	2 290 497 000	.....	.....	2 272 455 801	34 174 571 879	.....
.....	479 500	.....	.....	.....	479 500	12 875 500	.....
.....	(22 499 999)	5 200 000	.....	.....	(17 299 999)	2 248 748 001	(198 472 000)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	4 484 000	.....
(167 000)	133 379 125	.....	.....	.....	133 212 125	1 559 266 047	.....
.....	8 400 000	.....	.....	.....	8 400 000	112 149 000	.....
.....	10 671 756	.....	.....	.....	10 671 756	89 342 756	.....
.....	724 597	.....	.....	.....	724 597	38 656 597	.....
2 193 851	86 531 859	.....	.....	.....	88 725 710	3 064 122 662	.....
(1 027 499)	31 916 545	.....	.....	.....	30 889 046	863 554 046	.....
.....	144 850	.....	.....	.....	144 850	3 656 850	.....
.....	5 092 025	.....	.....	.....	5 092 025	11 604 025	.....
(3 881 475)	36 748 471	.....	.....	.....	32 866 996	539 455 996	.....

* Voir la note à la page 49.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Budgets des dépenses précédents	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
Ministère	458 092 000	.....
Agence des services frontaliers du Canada.....	1 293 533 000	.....
Centre canadien des armes à feu.....	83 595 000	.....
Service canadien du renseignement de sécurité.....	346 148 000	.....
Service correctionnel	1 709 353 000	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	43 057 000	.....
Bureau de l'enquêteur correctionnel.....	3 114 000	.....
Gendarmerie royale du Canada.....	2 077 657 611	.....
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	895 000	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	6 303 000	.....
TRANSPORTS		
Ministère	1 417 191 736	.....
Office des transports du Canada	26 817 000	.....
Commission de la capitale nationale	91 370 000	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	1 844 624 000	2 492 001
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	1 329 000	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....		
Tous les autres ministères et organismes non visés par le présent Budget des dépenses	2 573 294 922	.....
Comptes à fins déterminées consolidés	698 463 176	.....
Comptes à fins déterminées consolidés	16 101 913 000	.....
Total des Budgets des dépenses.....	198 738 452 745	1 122 869 590

Nota :

Le budget des dépenses précédent comprend les fonds pour l'Agence du revenu du Canada et l'Agence Parcs Canada qui ont été votés en 2005-2006 et qui seront dépensés en 2006-2007.

Les montants des budgets des dépenses précédents pour Citoyenneté et Immigration, Industrie, le Secrétariat du Conseil du Trésor et le Bureau du Bureau du directeur des lobbyistes comprennent des fonds accordés dans le cadre des mandats spéciaux du gouverneur général 2006-2007.

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2006-2007

Budgets des dépenses précédents :	
Budget principal des dépenses .....	.....
Présent Budget supplémentaire des dépenses .....	.....
Total des Budgets des dépenses à ce jour.....	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		Total	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
		Crédits à voter*	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
491 567	(173 810)	.....	.....	.....	317 757	458 409 757	.....
(6 152 705)	139 874 547	.....	.....	.....	133 721 842	1 427 254 842	.....
(63 747 250)	.....	.....	.....	.....	(63 747 250)	19 847 750	.....
.....	8 863 116	.....	.....	.....	8 863 116	355 011 116	.....
(39 040)	33 567 818	.....	.....	.....	33 528 778	1 742 881 778	.....
39 040	1 659 989	.....	.....	.....	1 699 029	44 756 029	.....
.....	127 900	.....	.....	.....	127 900	3 241 900	.....
99 160 436	241 304 593	.....	.....	.....	340 465 029	2 418 122 640	.....
.....	85 354	.....	.....	.....	85 354	980 354	.....
.....	371 200	.....	.....	.....	371 200	6 674 200	.....
4 790 114	121 305 193	.....	.....	.....	126 095 307	1 543 287 043	.....
.....	1 048 550	.....	.....	.....	1 048 550	27 865 550	.....
15 775	2 326 652	.....	.....	.....	2 342 427	93 712 427	.....
(2 018 434)	282 724 989	19 112 014	.....	.....	299 818 569	2 144 442 569	2 492 001
173 000	58 650	.....	.....	.....	231 650	1 560 650	.....
52 600	159 697 862	.....	.....	.....	159 750 462	2 733 045 384	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	698 463 176	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	16 101 913 000	.....
.....	5 009 790 049	4 187 490 714	27 500 001	.....	9 224 780 764	207 935 733 508	1 150 369 591

* Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires			Total
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
70 348 524 494	128 389 928 251	198 738 452 745	123 414 589	999 455 001	1 122 869 590	199 861 322 335
5 009 790 049	4 187 490 714	9 197 280 763	27 500 001	.....	27 500 001	9 224 780 764
75 358 314 543	132 577 418 965	207 935 733 508	150 914 590	999 455 001	1 150 369 591	209 086 103 099

Nota :

Le budget des dépenses précédent comprend les fonds pour l'Agence des douanes et du revenu du Canada et l'Agence Parcs Canada qui ont été votés en 2005-2006 et qui seront dépensés en 2006-2007.

Les montants des budgets des dépenses précédents pour Citoyenneté et Immigration, Industrie, le Secrétariat du Conseil du Trésor et le Bureau du Bureau du directeur des lobbyistes comprennent des fonds accordés dans le cadre des mandats spéciaux du gouverneur général 2006-2007.

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
	MINISTÈRE		
1a	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres d'affaires canadiens et aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur des foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 115 659 250 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 616 363 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international), de 3 302 222 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 506 970 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 466 800 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 270 600 \$ du crédit 1 (Justice) et de 187 952 \$ du crédit 1 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	130 288 660	
5a	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 361 000 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 097 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international), de 2 538 600 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 540 200 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 460 700 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 205 400 \$ du crédit 1 (Finances) et de 11 600 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	23 264 000	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(suite)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
10a	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et qui peuvent également dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités anti-terroristes du Canada, consister en des versements en espèces ou en des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme de la sécurité humaine et du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix, consister en des versements en espèces ou en des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de la paix globale et l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2005 à 718 744 000 \$ – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 220 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 8 182 500 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international), de 477 000 \$ du crédit 10 (Environnement) et de 100 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	16 045 139	
12a	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce de certaines dettes et obligations payables à Sa Majesté du chef du Canada totalisant 110 100 000 \$US (soit l'équivalent à 122 201 000 \$CAN au taux de change de 1,11 \$CAN au dollar américain) et qui représentent des réductions sur le résidu du principal respectif que lui doivent les pays débiteurs suivants : République du Cameroun 2 981 000 \$ République démocratique du Congo 1 559 000 \$ République de Madagascar 29 408 000 \$ République du Rwanda 4 072 000 \$ République-Unie de Tanzanie 58 603 000 \$ République de Zambie 25 578 000 \$.....	122 201 000	
			291 798 799

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(fin)</i>		
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
30a	Agence canadienne de développement international – Dépenses de fonctionnement .	3 810 565	
35a	Agence canadienne de développement international – Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 594 558 \$ du crédit 5 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	89 489 556	
L40a	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 189 921 644 \$ (215 032 000 \$ - 25 110 356 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales.....	1	
L50a	Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i>	19 000 000	
			112 300 122
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
55a	Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 101 458 \$ du crédit 15 (Santé) et de 2 623 541 \$ du crédit 20 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE		
60a	Commission mixte internationale – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		236 619
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 043 000 \$ du crédit 45 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 1 400 000 \$ du crédit 1 (Conseil privé) et de 234 547 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	47 725 547	
10a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 283 729 \$ du crédit 5 (Santé) et de 200 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	120 592 591	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
15a	Paiements à la Société canadienne des postes.....	13 300 000	
20a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement.....	247 900	
L30a	Prêts à des revendicateurs autochtones.....	8 500 000	
			190 366 038
	COMMISSION CANADIENNE DES AFFAIRES POLAIRES		
40a	Commission canadienne des affaires polaires – Dépenses du Programme		44 250
	COMMISSION DES REVENDICATIONS PARTICULIÈRES DES INDIENS		
45a	Commission des revendications particulières des Indiens – Dépenses du Programme ...		6 135 750
	BUREAU DU CANADA SUR LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS DES PENSIONNATS AUTOCHTONES		
52a	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 147 153 750 \$ du crédit 85 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	45 604 750	
54a	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 500 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	1	
			45 604 751
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1a	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement.....	721 000	
5a	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	34 255 000	
			34 976 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
	MINISTÈRE		
1a	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 402 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) et de 103 650 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 545 550	
5a	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Contributions	6 949 000	
			9 494 550
	SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON		
10a	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton		5 000
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
1a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 700 000 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	161 631 664	
5a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	4 994 000	
10a	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	296 721 000	
15a	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières et la somme de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié	1	
			463 346 665

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE <i>(suite et fin)</i>			
AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS			
30a	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 700 000 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) et de 500 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	76 370 633	
35a	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses en capital.....	13 420 346	89 790 979
COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS			
40a	Commission canadienne des grains – Dépenses du Programme.....		251 700
ANCIENS COMBATTANTS			
1a	Anciens combattants – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 705 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	4 035 592	
5a	Anciens combattants – Dépenses en capital.....	1 000 000	
10a	Anciens combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	79 500 000	
15a	Anciens combattants – Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement.....	432 594	84 968 186
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
MINISTÈRE			
1a	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 400 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) et de 5 576 200 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	14 663 397	
2a	Citoyenneté et Immigration – Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 3 164 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 986 871 \$ relativement à des prêts versés aux immigrants aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 41 349 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	945 522	
5a	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	3 000 000	18 608 919

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION <i>(suite et fin)</i>		
	COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA		
10a	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada – Dépenses du Programme		3 820 070
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRÉTARIAT		
1a	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 092 432 \$ du crédit 1 (Conseil privé) et de 1 084 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	9 516 736	
2a	Secrétariat du Conseil du Trésor – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 230 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) et de 86 039 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	1	
15a	Rajustements de la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits, qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral, par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de la fonction publique y compris les membres de la GRC et les Forces canadiennes.....	407 994 000	
20a	Assurances de la fonction publique.....	3 046 228	420 556 965
	BUREAU DU DIRECTEUR DES LOBBYISTES		
27a	Bureau du directeur des lobbyistes – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 838 666
	AGENCE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA		
30a	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 166 898 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		788 237

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1a	Conseil privé – Dépenses du Programme.....		16 435 412
	BUREAU CANADIEN D'ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS		
10a	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports – Dépenses du Programme		1 673 856
	COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES		
20a	Commissaire aux langues officielles – Dépenses du Programme		813 950
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1a	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 387 088 \$ du crédit 85 (Industrie), de 918 800 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 339 946 \$ du crédit 75 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	826 892 725	
5a	Défense nationale – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	247 082 794	
10a	Défense nationale – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions ..	263 327	
11a	Conformément à l'article 24.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques, autoriser une remise de dette due par M. R.P. Thompson à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 1 766,11 \$ – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 766 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	1	
12a	Conformément à l'alinéa 24.1(1)(b) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autoriser une remise de dettes dues par Parc Downsvew Park Inc. à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 15 059 000 \$.....	1	
			1 074 238 848

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN			
1a	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 209 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 110 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	833 270	
5a	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 500 000 \$ du crédit 65 (Sécurité publique et Protection civile) et de 330 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	36 798 658	36 631 928
ENVIRONNEMENT			
MINISTÈRE			
1a	Environnement – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 241 350 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	36 003 306	
5a	Environnement – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 715 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 284 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	1	
10a	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 432 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 30 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	1	36 003 308
AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE			
20a	Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 167 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 167 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		1 079 964
TABLE RONDE NATIONALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCONOMIE			
25a	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie – Dépenses du Programme ...		82 354

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
1a	Finances – Dépenses de fonctionnement.....		7 648 400
	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		
20a	Vérificateur général – Dépenses du Programme		3 128 850
	TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR		
25a	Tribunal canadien du commerce extérieur – Dépenses du Programme		360 859
	CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA		
30a	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada – Dépenses du Programme		8 990 349
	GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
1a	Gouverneur général – Dépenses du Programme		320 818
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1a	Industrie – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 474 763 \$ du crédit 1 (Conseil privé), de 60 504 \$ du crédit 60 (Transports) et de 50 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	44 911 661	
5a	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 363 338 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> ...	1	
10a	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 465 000 \$ du crédit 1 (Industrie), de 150 000 \$ du crédit 55 (Industrie), de 4 565 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 1 127 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	88 949 852	
			133 861 514

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
INDUSTRIE (suite)			
AGENCE SPATIALE CANADIENNE			
25a	Agence spatiale canadienne – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	7 132 555	
30a	Agence spatiale canadienne – Dépenses en capital	1 640 000	
35a	Agence spatiale canadienne – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 380 000 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	1	
			8 772 556
TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE			
45a	Tribunal de la concurrence – Dépenses du Programme		9 953
COMMISSION DU DROIT D'AUTEUR			
50a	Commission du droit d'auteur – Dépenses du Programme		110 300
CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA			
55a	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement	47 341 858	
60a	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 982 000 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	945 000	
65a	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 306 000 \$ du crédit 10 (Industrie), de 446 999 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 2 570 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	1	
			48 286 859
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE			
70a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement	2 753 050	
75a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses	16 150 000	
			18 903 050

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE (<i>fin</i>)		
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
80a	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement	1 055 550	
85a	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 487 264 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 273 750 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	45 326 300	
			46 381 850
	STATISTIQUE CANADA		
95a	Statistique Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 355 523 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		29 570 074
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1a	Justice – Dépenses de fonctionnement	24 768 646	
5a	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	46 605 000	
			71 373 646
	COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		
10a	Commission canadienne des droits de la personne – Dépenses du Programme		964 450
	TRIBUNAL CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE		
15a	Tribunal canadien des droits de la personne – Dépenses du Programme		178 523
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
20a	Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement	159 929	
25a	Commissaire à la magistrature fédérale – Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	262 950	
			422 879
	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
30a	Service administratif des tribunaux judiciaires – Dépenses du Programme		2 051 249

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE <i>(suite et fin)</i>		
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
40a	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada – Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	42 571	
45a	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme	196 250	
			238 821
	COUR SUPRÊME DU CANADA		
50a	Cour suprême du Canada – Dépenses du Programme.....		2 445 350
	PARLEMENT		
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5a	Chambre des communes – Dépenses du Programme.....		2 905 895
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
10a	Bibliothèque du Parlement – Dépenses du Programme		623 000
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 730 946 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	18 074 762	
5a	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 400 000 \$ du crédit 120 (Patrimoine canadien) et de 200 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	55 767 536	
			73 842 298
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
15a	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 965 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		20 000 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN <i>(suite)</i>		
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
20a	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	1	
30a	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 33 730 000 \$ du crédit 20 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	1	
			2
	MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS		
35a	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 554 250 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
45a	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme		1 882 300
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
50a	Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 485 155 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 404 914
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
55a	Paiements à la Société du Centre national des Arts – Pour autoriser le virement au présent crédit de 600 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 1 518 323 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
	COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX		
60a	Commission des champs de bataille nationaux – Dépenses du Programme		833 350
	OFFICE NATIONAL DU FILM		
65a	Fonds renouvelable de l'Office national du film – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 470 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 420 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 214 253

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN (<i>fin</i>)		
	MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
80a	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 323 620 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
95a	Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme		2 100 944
	CONDITION FÉMININE – BUREAU DE LA COORDONNATRICE		
110a	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Dépenses de fonctionnement....	384 591	
115a	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 115 815 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	1	384 592
	TÉLÉFILM CANADA		
120a	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 550 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
	PÊCHES ET OCÉANS		
1a	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 554 324 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 1 258 245 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	123 762 921	
5a	Pêches et Océans – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 360 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	48 750 000	
10a	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 062 508 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 109 250 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	40 765 300	
			213 278 221

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE (RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES)		
1a	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 077 443 \$ du crédit 1 (Conseil privé) et de 213 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	18 360 223	
5a	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 207 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	29 348 177	
7a	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 33 401 dettes dues à sa majesté du chef du Canada s'élevant au total à 362 040 \$ relativement à des prêts aux étudiants irrécouvrables et 228 dettes dues à sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 61 562 \$ relativement au paiement en trop du Compte des rentes sur l'État – Pour autoriser le virement au présent crédit de 61 562 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	362 040	
			48 070 440
	MINISTÈRE (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)		
10a	Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social) – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 574 160 \$ du crédit 15 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 2 324 800 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
	CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS INDUSTRIELLES		
20a	Conseil canadien des relations industrielles – Dépenses du Programme		479 500
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
27a	Porter de 300 000 000 000 \$ à 350 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11(b) de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
RESSOURCES NATURELLES			
MINISTÈRE			
1a	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement	111 717 415	
10a	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	21 661 710	
			133 379 125
ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE			
15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		8 400 000
COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE			
20a	Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme		10 671 756
OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE			
30a	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme		724 597
SANTÉ			
MINISTÈRE			
1a	Santé – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 \$ du crédit 5 (Santé) et de 3 910 580 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		97 142 511
INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA			
15a	Instituts de recherche en santé du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 35 (Santé) et de 12 500 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 791 545	
20a	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 635 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	29 125 000	
			31 916 545
CONSEIL DE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES			
25a	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses – Dépenses du Programme		144 850

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS		
30a	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés – Dépenses du Programme .....	.....	5 092 025
	AGENCE DE SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
35a	Agence de santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 433 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	30 730 105	
40a	Agence de santé publique du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 293 605 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	6 018 366	
			36 748 471
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	MINISTÈRE		
1a	Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 491 567 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	3 426 190
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 373 500 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 689 995 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 60 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	118 923 697	
15a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital.....	20 950 850	
			139 874 547
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
35a	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses du Programme .....	.....	8 863 116
	SERVICE CORRECTIONNEL		
40a	Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement.....	.....	33 567 818

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE <i>(suite et fin)</i>		
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
50a	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 39 040 \$ du crédit 40 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 659 989
	BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL		
55a	Bureau de l'enquêteur correctionnel – Dépenses du Programme.....		127 900
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
60a	Application de la loi – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 296 944 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 313 242 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 36 164 875 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	217 252 863	
61a	Centre canadien des armes à feu – Dépenses de fonctionnement excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 38 052 750 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
62a	Centre canadien des armes à feu – Dépenses de fonctionnement pour les activités et les fonctions d'enregistrement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 990 500 \$ du crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
65a	Application de la loi – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 80 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 58 125 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	33 846 030	
70a	Application de la loi – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 500 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>		1
			251 098 896
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
75a	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme		85 354
	COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
80a	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme		371 200

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1a	Transports – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 224 834 \$ du crédit 55 (Transports), de 394 899 \$ du crédit 60 (Transports), de 1 955 580 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 797 576 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 756 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	47 068 532	
5a	Transports – Dépenses en capital	2 669 500	
10a	Transports – Contributions	3 967 161	
15a	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	1 800 000	
30a	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	65 600 000	
33a	Versements à La Société des ponts fédéraux Limitée pour remplacer le pont en détérioration du chenal Nord du Pont international de la voie maritime et apporter des améliorations à des infrastructures connexes.....	200 000	
			121 305 193
	OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA		
40a	Office des transports du Canada – Dépenses du Programme.....		1 048 550
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
45a	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 775 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 104 652	
50a	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	1 222 000	
			2 326 652
	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
55a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses de fonctionnement.....	3 715 700	
60a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions.....	279 009 289	
			282 724 989
	TRIBUNAL D'APPEL DES TRANSPORTS DU CANADA		
80a	Tribunal d'appel des transports du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 173 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		58 650

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1a	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 877 360 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de 235 600 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 26 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	107 473 862	
5a	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 479 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	10 554 000	
10a	Travaux publics et Services gouvernementaux – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	41 670 000	
			159 697 862
			5 026 388 738

Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2007, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1a	Agence du revenu du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 166 000 \$ du crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	.....	66 943 698
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
30a	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 273 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 74 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 269 187 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .	.....	5 536 958
			72 480 656

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Présent budget supplémentaire des dépenses (\$)
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 406 000
AGENCE DU REVENU DU CANADA	
Ministère	
Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	18 503 000
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	
Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	47 400 000
Subventions et contributions à l'appui des modifications apportées à la méthode d'évaluation des stocks en vertu du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	873 000 000
FINANCES	
Ministère	
Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et Loi d'exécution du budget de 2006</i>)	47 899 000
Paiements à l'Association internationale de développement (L.R. 1985, ch. B-7)	1 000
Achat de la monnaie canadienne	42 900 000
Frais d'intérêt et autres coûts	393 000 000
Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	253 600 000
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	69 000 000
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	125 000 000
PARLEMENT	
Chambre des communes	
Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	2 300 700
PATRIMOINE CANADIEN	
Commission des champs de bataille nationaux	
Dépenses aux termes du paragraphe 29.1 (1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	100 000

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Présent budget supplémentaire des dépenses (\$)
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)	
Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie et de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région	(22 000)
Ministère (Développement social)	
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9)	(10 000 000)
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9)	42 000 000
Versements d'allocations (L.R. 1985, ch. O-9)	17 000 000
Paiements aux provinces et aux territoires pour le développement de la petite enfance et la garde d'enfants	650 000 000
Prestation universelle pour la garde d'enfants	1 610 000 000
Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	(18 503 000)
Société canadienne d'hypothèques et de logement	
ÉnerGuide pour les ménages à faible revenu	5 200 000
TRANSPORTS	
Bureau de l'infrastructure du Canada	
Fonds pour le transport en commun	19 112 014
Total	4 187 490 714

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme

(en millier de dollars)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère.....

Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Ministère.....

Agence canadienne de développement international.....

Centre de recherches pour le développement international.....

Commission mixte internationale.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère.....

Commission canadienne des affaires polaires.....

Commission des revendications particulières des Indiens.....

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Ministère.....

Société d'expansion du Cap-Breton.....

AGENCE DU REVENU DU CANADA

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère.....

Agence canadienne d'inspection des aliments.....

Commission canadienne des grains.....

ANCIENS COMBATTANTS.....

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère.....

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat.....

École de la fonction publique du Canada.....

Bureau du directeur des lobbyistes.....

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....

Numéro de crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles				Montant net***
		Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement*	Restriction des dépenses en 2006**	Autres autorisations de dépenser disponibles	Total des autorisations de dépenser disponibles	
1a	146 869	7 520	9 060	.....	16 580	130 289
5a	23 264	.....	.....	.....	.....	23 264
10a	18 144	.....	1 919	180	2 099	16 045
12a	122 201	.....	.....	.....	.....	122 201
15a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
20a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
30a	5 996	1 460	725	.....	2 185	3 811
35a	139 489	.....	.....	50 000	50 000	89 489
L40a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
L50a	19 000	.....	.....	.....	.....	19 000
55a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
60a	257	20	.....	.....	20	237
1a	54 857	4 720	2 412	.....	7 132	47 725
10a	125 271	.....	.....	4 679	4 679	120 592
15a	13 300	.....	.....	.....	.....	13 300
20a	248	.....	.....	.....	.....	248
L30a	8 500	.....	.....	.....	.....	8 500
40a	44	.....	.....	.....	.....	44
45a	6 136	.....	.....	.....	.....	6 136
52a	45 605	.....	.....	.....	.....	45 605
54a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1a	1 736	290	725	.....	1 015	721
5a	39 507	.....	5 252	.....	5 252	34 255
1a	3 940	670	725	.....	1 395	2 545
5a	6 949	.....	.....	.....	.....	6 949
10a	5	.....	.....	.....	.....	5
1a	74 712	7 070	698	.....	7 768	66 944
1a	166 432	4 300	500	.....	4 800	161 632
5a	4 994	.....	.....	.....	.....	4 994
10a	341 421	.....	5 000	39 700	44 700	296 721
15a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
30a	80 291	1 920	2 000	.....	3 920	76 371
35a	13 420	.....	.....	.....	.....	13 420
40a	272	20	.....	.....	20	252
1a	4 920	160	725	.....	885	4 035
5a	1 000	.....	.....	.....	.....	1 000
10a	79 500	.....	.....	.....	.....	79 500
15a	433	.....	.....	.....	.....	433
1a	17 438	2 220	500	55	2 775	14 663
2a	946	.....	.....	.....	.....	946
5a	3 000	.....	.....	.....	.....	3 000
10a	4 350	530	.....	.....	530	3 820
1a	20 497	880	10 100	.....	10 980	9 517
2a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
10a	.....	.....	10 480	.....	10 480	(10 480)
15a	407 994	.....	.....	.....	.....	407 994
20a	3 046	.....	.....	.....	.....	3 046
25a	1 749	410	1 600	.....	2 010	(261)
27a	2 839	.....	.....	.....	.....	2 839
30a	3 851	50	.....	3 013	3 063	788

*/**/** Voir les notes au bas de la page 81.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme

(en millier de dollars)

CONSEIL PRIVÉ

Ministère.....
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports
Commissaire aux langues officielles.....

DÉFENSE NATIONALE

Ministère.....

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

ENVIRONNEMENT

Ministère.....

Agence canadienne d'évaluation environnementale
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie.....
Agence Parcs Canada

FINANCES

Ministère.....

Vérificateur général.....
Tribunal canadien du commerce extérieur
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

GOVERNEUR GÉNÉRAL

INDUSTRIE

Ministère.....

Agence spatiale canadienne.....

Tribunal de la concurrence
Commission du droit d'auteur.....
Conseil national de recherches du Canada

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....

Conseil de recherches en sciences humaines

Statistique Canada

JUSTICE

Ministère.....

Commission canadienne des droits de la personne
Tribunal canadien des droits de la personne
Commissaire à la magistrature fédérale

Service administratif des tribunaux judiciaires
Commission du droit du Canada
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....

Cour suprême du Canada

PARLEMENT

Chambre des communes.....
Bibliothèque du Parlement

Numéro de crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles				Montant net***
		Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement*	Restriction des dépenses en 2006**	Autres autorisations de dépenser disponibles	Total des autorisations de dépenser disponibles	
1a	22 548	780	5 333	.....	6 113	16 435
5a	.....	20	.....	.....	20	(20)
10a	1 804	60	.....	70	130	1 674
20a	814	.....	.....	.....	.....	814
1a	898 306	62 310	.....	9 103	71 413	826 893
5a	247 083	.....	.....	.....	.....	247 083
10a	272	.....	.....	9	9	263
11a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
12a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
20a	.....	10	.....	.....	10	(10)
1a	2 023	350	840	.....	1 190	833
5a	38 899	.....	2 100	1 000	3 100	35 799
1a	40 724	4 720	.....	.....	4 720	36 004
5a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
10a	518	.....	1 700	50	1 750	(1 232)
20a	1 080	.....	.....	.....	.....	1 080
25a	112	30	.....	.....	30	82
30a	14 320	2 690	3 045	3 048	8 783	5 537
1a	8 358	710	.....	.....	710	7 648
5a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
20a	3 129	.....	.....	.....	.....	3 129
25a	381	20	.....	.....	20	361
30a	9 420	430	.....	.....	430	8 990
1a	371	50	.....	.....	50	321
1a	51 670	5 340	898	521	6 759	44 911
5a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
10a	133 974	.....	28 000	17 024	45 024	88 950
25a	10 303	3 170	.....	.....	3 170	7 133
30a	1 640	.....	.....	.....	.....	1 640
35a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
45a	12	.....	.....	2	2	10
50a	110	.....	.....	.....	.....	110
55a	49 939	2 210	.....	387	2 597	47 342
60a	945	.....	.....	.....	.....	945
65a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
70a	3 023	270	.....	.....	270	2 753
75a	16 150	.....	.....	.....	.....	16 150
80a	1 106	50	.....	.....	50	1 056
85a	45 759	.....	433	.....	433	45 326
95a	47 010	2 440	15 000	.....	17 440	29 570
1a	26 439	1 670	.....	.....	1 670	24 769
5a	46 605	.....	.....	.....	.....	46 605
10a	1 004	40	.....	.....	40	964
15a	189	10	.....	.....	10	179
20a	160	.....	.....	.....	.....	160
25a	263	.....	.....	.....	.....	263
30a	2 341	290	.....	.....	290	2 051
35a	148	20	1 000	.....	1 020	(872)
40a	43	.....	.....	.....	.....	43
45a	196	.....	.....	.....	.....	196
50a	2 495	50	.....	.....	50	2 445
5a	2 906	.....	.....	.....	.....	2 906
10a	623	.....	.....	.....	.....	623

*/**/** Voir les notes au bas de la page 81.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme

(en millier de dollars)

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère.....	.....
Conseil des Arts du Canada.....	.....
Société Radio-Canada.....	.....
Musée canadien des civilisations.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	.....
Bibliothèque et Archives du Canada.....	.....
Société du Centre national des Arts.....	.....
Commission des champs de bataille nationaux.....	.....
Office national du film.....	.....
Musée national des sciences et de la technologie.....	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	.....
Commission de la fonction publique.....	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice.....	.....
Téléfilm Canada.....	.....

PÊCHES ET OCÉANS

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences).....	.....
Ministère (Développement social).....	.....
Conseil canadien des relations industrielles.....	.....
Société canadienne d’hypothèques et de logement.....	.....
Centre canadien d’hygiène et de sécurité au travail.....	.....

RESSOURCES NATURELLES

Ministère.....	.....
Énergie atomique du Canada limitée.....	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	.....
Office national de l’énergie.....	.....

SANTÉ

Ministère.....	.....
Instituts de recherche en santé du Canada.....	.....
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	.....
Conseil d’examen du prix des médicaments brevetés.....	.....
Agence de santé publique du Canada.....	.....

Numéro de crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles				Montant net***
		Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement*	Restriction des dépenses en 2006**	Autres autorisations de dépenser disponibles	Total des autorisations de dépenser disponibles	
1a	20 831	1 750	1 006	.....	2 756	18 075
5a	62 720	.....	5 117	1 836	6 953	55 767
15a	20 000	.....	.....	.....	.....	20 000
20a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
30a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
35a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
45a	1 882	.....	.....	.....	.....	1 882
50a	2 641	610	.....	626	1 236	1 405
55a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
60a	843	10	.....	.....	10	833
65a	3 404	190	.....	.....	190	3 214
80a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
85a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
90a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
95a	3 808	460	.....	1 247	1 707	2 101
110a	425	40	.....	.....	40	385
115a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
120a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1a	131 984	8 020	.....	200	8 220	123 764
5a	48 750	.....	.....	.....	.....	48 750
10a	40 765	.....	.....	.....	.....	40 765
1a	26 329	1 796	3 564	2 609	7 969	18 360
5a	52 148	.....	22 800	.....	22 800	29 348
7a	362	.....	.....	.....	.....	362
10a	14 231	3 051	5 606	5 574	14 231	.....
15a	.....	.....	2 200	.....	2 200	(2 200)
20a	510	30	.....	.....	30	480
25a	7 500	.....	30 000	.....	30 000	(22 500)
27a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
35a	30	20	.....	10	30	.....
1a	123 078	3 420	2 941	5 000	11 361	111 717
10a	24 868	.....	2 684	522	3 206	21 662
15a	8 400	.....	.....	.....	.....	8 400
20a	11 062	390	.....	.....	390	10 672
30a	795	70	.....	.....	70	725
1a	107 158	4 630	5 385	.....	10 015	97 143
5a	6 979	.....	17 590	.....	17 590	(10 611)
15a	3 111	320	.....	.....	320	2 791
20a	29 125	.....	.....	.....	.....	29 125
25a	145	.....	.....	.....	.....	145
30a	5 092	.....	.....	.....	.....	5 092
35a	31 920	1 190	.....	.....	1 190	30 730
40a	6 018	.....	.....	.....	.....	6 018

*/**/** Voir les notes au bas de la page 81.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme

(en millier de dollars)

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère.....

Agence des services frontaliers du Canada

Centre canadien des armes à feu

Service canadien du renseignement de sécurité

Service correctionnel

Commission nationale des libérations conditionnelles

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Gendarmerie royale du Canada

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

TRANSPORTS

Ministère.....

Office des transports du Canada.....

Commission de la capitale nationale

Bureau de l'infrastructure du Canada.....

Tribunal d'appel des transports du Canada

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Total.....

Numéro de crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles				Montant net***
		Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement*	Restriction des dépenses en 2006**	Autres autorisations de dépenser disponibles	Total des autorisations de dépenser disponibles	
1a	6 631	430	775	2 000	3 205	3 426
5a	.....	.....	3 600	.....	3 600	(3 600)
10a	156 351	4 100	.....	33 328	37 428	118 923
15a	20 951	.....	.....	.....	.....	20 951
20a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
25a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
30a	.....	.....	.....	.....	.....	.....
35a	8 863	.....	.....	.....	.....	8 863
40a	39 458	5 890	.....	.....	5 890	33 568
50a	1 710	50	.....	.....	50	1 660
55a	128	.....	.....	.....	.....	128
60a	225 053	7 800	.....	.....	7 800	217 253
61a	2 478	.....	3 000	6 059	9 059	(6 581)
62a	728	.....	.....	2 641	2 641	(1 913)
65a	33 846	.....	.....	.....	.....	33 846
70a	.....	.....	.....	1 300	1 300	(1 300)
75a	85	.....	.....	.....	.....	85
80a	371	.....	.....	.....	.....	371
1a	52 362	4 660	633	.....	5 293	47 069
5a	4 669	.....	2 000	.....	2 000	2 669
10a	19 408	.....	.....	15 441	15 441	3 967
15a	1 800	.....	.....	.....	.....	1 800
30a	65 600	.....	.....	.....	.....	65 600
33a	200	.....	.....	.....	.....	200
40a	1 049	.....	.....	.....	.....	1 049
45a	1 104	.....	.....	.....	.....	1 104
50a	1 222	.....	.....	.....	.....	1 222
55a	4 166	100	350	.....	450	3 716
60a	279 009	.....	.....	.....	.....	279 009
80a	59	.....	.....	.....	.....	59
1a	143 423	22 245	1 156	12 549	35 950	107 473
5a	13 439	2 885	.....	.....	2 885	10 554
10a	44 120	.....	2 450	.....	2 450	41 670
	5 674 835	194 137	223 627	219 783	637 547	5 037 288

* Les montants indiqués pour les économies au chapitre des approvisionnements ne comprennent pas certaines initiatives de Ressources humaines et Développement des compétences (8 254 \$) et de Développement social (339 \$) qui n'affectent pas les crédits votés. En tenant compte de ces économies, le total rajusté est de 202 730 \$.

** Le solde des économies découlant de l'exercice de restriction des dépenses sur deux ans (777,3 millions) figurera dans des budgets des dépenses ultérieurs ou dans des compressions de dépenses prévues non comprises dans les niveaux de référence ministériels.

*** Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	96 473	93 049	3 271	43 461	31 302
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Ministère	(92 017)	(9 000)	.....	(18 195)	(9 750)
Agence canadienne de développement international	160	1 459	.....	3 501	.....
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Commission mixte internationale	.....	112	.....	330	3
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	7 501	7 459	1 228	39 442	1 971
Commission canadienne des affaires polaires	.....	44	.....	.....	.....
Commission des revendications particulières des Indiens	440	128	107	324	74
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	6 406	.....	.....	152 759	.....
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	26	325	205	821	120
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	31	816	500	1 249	640
Société d'expansion du Cap-Breton	.....	.....	.....	5	.....
Agence du revenu du Canada	(72 812)	47 000	2 000	45 000	3 000
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	20 647	23 583	3 732	56 289	1 836
Agence canadienne d'inspection des aliments	6 710	17 898	2 476	27 635	785
Commission canadienne des grains	.....	94	3	38	78
Anciens combattants	175	1 250	300	3 916	125
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	152	3 401	514	4 919	198
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	.....	505	.....	3 717	2
Conseil du Trésor					
Secrétariat	417 187	2 232	959	12 804	446
École de la fonction publique du Canada	.....	151	67	1 126	79
Bureau du directeur des lobbyistes	1 811	50	139	250	10
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	803	537	130	2 079	113

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
7 337	11 023	1 280	25 399	31 124	.....	140 501	18 679	465 541
(2 438)	(2 507)	.....	.....	(8 183)	.....	(20 071)	.....	(162 161)
584	291	.....	.....	101 583	.....	.....	52 185	55 393
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 725	.....	2 725
.....	2	.....	10	.....	.....	.....	20	437
1 770	2 412	.....	.....	124 395	.....	13 300	11 811	187 667
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	44
13	7	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 093
.....	.....	.....	.....	4 500	.....	40 000	.....	203 665
17	51	.....	171	34 810	.....	.....	6 267	30 279
280	330	.....	600	6 949	.....	.....	1 395	10 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	5
28 934	12 000	.....	26 000	1 000	.....	18 503	7 768	102 857
12 911	28 052	998	13 996	1 260 521	.....	10 582	49 500	1 383 647
4 109	6 656	8 586	17 513	.....	.....	2 575	3 920	91 023
11	48	.....	.....	.....	.....	.....	20	252
26	266	1 000	.....	79 500	.....	1 000	885	86 673
3 017	2 986	.....	2 601	(84 439)	.....	.....	2 775	(69 426)
75	11	.....	40	.....	.....	.....	530	3 820
873	3 231	.....	.....	86 269	.....	.....	21 460	502 541
35	65	.....	226	.....	.....	.....	2 010	(261)
532	40	.....	20	.....	.....	.....	.....	2 852
52	159	.....	143	.....	.....	2	3 063	955

* Voir la note au bas de la page 89.

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Conseil privé					
Ministère	(8 078)	1 641	1 238	10 665	1 432
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	172	391	42	1 183	9
Commissaire aux langues officielles	.....	135	82	448	19
Défense nationale					
Ministère	228 970	53 092	8 362	114 873	62 867
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	.....	.....	.....	.....	.....
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	21	550	100	1 171	100
Environnement					
Ministère	11 962	4 453	471	8 232	2 178
Agence canadienne d'évaluation environnementale	.....	.....	.....	430	.....
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	.....	.....	.....	112	.....
Agence Parcs Canada	1 875	529	.....	2 742	.....
Finances					
Ministère	.....	1 129	287	6 111	130
Vérificateur général	.....	1 500	.....	1 629	.....
Tribunal canadien du commerce extérieur	.....	.....	.....	232	.....
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	3 881	962	81	1 235	.....
Gouverneur général	.....	37	.....	178	18
Industrie					
Ministère	4 098	3 150	877	6 879	238
Agence spatiale canadienne	.....	.....	.....	9 073	.....
Tribunal de la concurrence	.....	.....	.....	12	.....
Commission du droit d'auteur	.....	50	.....	60	.....
Conseil national de recherches du Canada	20 972	3 827	448	8 683	739
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	500	1 150	600	550	50
Conseil de recherches en sciences humaines	181	375	250	175	20
Statistique Canada	7 452	12 778	1 155	7 712	3 236

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
445	325	.....	882	820	.....	(256)	6 113	3 001
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	20	(20)
.....	7	.....	.....	.....	.....	.....	130	1 674
11	67	.....	52	.....	.....	.....	.....	814
159 352	123 918	17 181	372 508	272	.....	.....	71 422	1 069 973
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	10	(10)
50	150	.....	200	38 729	.....	.....	4 290	36 781
950	2 226	1 388	5 611	2 503	.....	2 179	6 470	35 683
.....	.....	.....	.....	984	.....	.....	.....	1 414
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	30	82
1 506	924	7 338	.....	1 023	.....	.....	8 783	7 154
205	43 003	.....	.....	489 905	393 000	.....	710	933 060
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 129
.....	48	.....	101	.....	.....	.....	20	361
442	1 523	.....	1 296	.....	.....	.....	430	8 990
28	110	.....	.....	.....	.....	.....	50	321
1 070	929	.....	20 363	147 975	.....	174	51 783	133 970
.....	.....	.....	1 640	1 380	.....	.....	3 170	8 923
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2	10
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	110
3 008	9 260	1 982	1 945	9 323	.....	423	2 597	58 013
123	50	.....	.....	15 810	.....	.....	270	18 563
80	25	.....	.....	45 133	.....	.....	483	45 756
4 259	10 364	.....	410	.....	.....	.....	17 440	29 926

* Voir la note au bas de la page 89.

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Justice					
Ministère	952	4 587	1 386	13 233	731
Commission canadienne des droits de la personne	.....	.....	.....	1 004	.....
Tribunal canadien des droits de la personne	.....	25	.....	156	8
Commissaire à la magistrature fédérale	.....	30	10	353	.....
Service administratif des tribunaux judiciaires	.....	363	31	1 035	52
Commission du droit du Canada	.....	.....	.....	148	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	.....	2	1	230	1
Cour suprême du Canada	.....	.....	20	1 256	.....
Parlement					
Chambre des communes	2 660	1 544	5	855	18
Bibliothèque du Parlement	480	.....	.....	143	.....
Patrimoine canadien					
Ministère	4 180	865	500	2 113	165
Conseil des Arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Société Radio-Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien des civilisations	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	.....	400	380	927	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	368	196	90	3 425	144
Société du Centre national des Arts	.....	.....	.....	.....	.....
Commission des champs de bataille nationaux	.....	.....	.....	.....	.....
Office national du film	.....	.....	6 294	.....	.....
Musée national des sciences et de la technologie	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	(6 406)	.....	.....	(147 154)	.....
Commission de la fonction publique	.....	454	78	2 397	31
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	.....	.....	40	385	.....
Téléfilm Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Pêches et Océans	8 572	15 607	5 246	33 118	3 940
Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)	12 955	1 921	444	4 860	494
Ministère (Développement social)	(14 059)	1 905	596	(13 908)	2 460
Conseil canadien des relations industrielles	.....	30	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	.....	.....	.....	.....	.....
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	.....	.....	.....	30	.....
Ressources naturelles					
Ministère	13 352	3 599	2 011	100 339	264
Énergie atomique du Canada limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	4 628	1 628	120	2 876	182
Office national de l'énergie	.....	.....	.....	195	.....

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
529	1 285	605	2 571	46 605	.....	277	1 670	71 091
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	40	964
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	10	179
.....	10	.....	20	.....	.....	.....	.....	423
504	202	.....	154	.....	.....	.....	290	2 051
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 020	(872)
2	1	.....	2	.....	.....	.....	.....	239
240	.....	.....	979	.....	.....	.....	50	2 445
1	91	.....	33	.....	.....	.....	.....	5 207
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	623
86	269	.....	468	77 675	.....	48	9 709	76 660
.....	.....	.....	.....	.....	.....	20 965	.....	20 965
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 000	.....	2 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 554	.....	1 554
.....	.....	.....	175	.....	.....	.....	.....	1 882
323	778	.....	224	496	.....	82	1 236	4 890
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 118	.....	2 118
.....	.....	.....	.....	.....	.....	943	10	933
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	190	6 104
.....	.....	.....	.....	.....	.....	324	.....	324
.....	.....	.....	.....	(4 500)	.....	.....	.....	(158 060)
137	54	.....	533	.....	.....	124	1 707	2 101
.....	.....	.....	.....	116	.....	.....	40	501
.....	.....	.....	.....	.....	.....	(19 850)	.....	(19 850)
56 785	26 077	.....	29 245	43 937	.....	1 334	8 220	215 641
540	358	.....	968	52 133	.....	4 881	30 769	48 785
1 113	368	.....	654	2 305 426	.....	4 332	16 431	2 272 456
230	.....	.....	250	.....	.....	.....	30	480
.....	.....	.....	.....	.....	.....	12 700	30 000	(17 300)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	30	0
94	2 322	.....	816	24 868	.....	114	14 567	133 212
.....	.....	.....	.....	.....	.....	8 400	.....	8 400
597	148	.....	.....	.....	.....	883	390	10 672
.....	.....	400	200	.....	.....	.....	70	725

* Voir la note au bas de la page 89.

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Santé					
Ministère	908	17 836	1 080	37 466	1 156
Instituts de recherche en santé du Canada	179	1 086	233	1 339	72
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	.....	.....	.....	135	10
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	506	485	116	3 607	32
Agence de santé publique du Canada	6 684	2 999	1 384	10 840	384
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère	549	.....	.....	6 574	.....
Agence des services frontaliers du Canada	29 187	28 870	2 406	54 852	2 406
Centre canadien des armes à feu	(20 798)	(6 201)	(562)	(19 686)	(1 255)
Service canadien du renseignement de sécurité	144	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	237	2 822	79	15 105	423
Commission nationale des libérations conditionnelles	39	696	36	583	48
Bureau de l'enquêteur correctionnel	.....	.....	.....	128	.....
Gendarmerie royale du Canada	95 551	50 866	562	64 247	21 388
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	60	.....	.....	25	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	.....	50	.....	321	.....
Transports					
Ministère	6 912	7 111	2 888	33 365	540
Office des transports du Canada	.....	28	143	612	134
Commission de la capitale nationale	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	(1 005)	700	800	940	600
Tribunal d'appel des transports du Canada	60	.....	.....	172	.....
Travaux publics et Services gouvernementaux	5 331	5 548	91	131 009	.....
Total pour tous les ministères et organismes	817 925	422 894	56 132	913 505	136 496

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
3 157	45 031	.....	3 135	6 296	.....	266	27 605	88 726
1	61	.....	99	28 136	.....	3	320	30 889
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	145
.....	41	.....	.....	.....	.....	305	.....	5 092
897	6 154	.....	.....	4 664	.....	51	1 190	32 867
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	6 805	318
8 420	9 623	18 191	2 760	.....	.....	14 435	37 428	133 722
(1 425)	(530)	.....	(1 290)	(10 500)	.....	(1 500)	.....	(63 747)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	8 719	.....	8 863
1 333	15 217	.....	.....	.....	.....	4 203	5 890	33 529
100	77	.....	170	.....	.....	.....	50	1 699
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	128
22 906	31 066	20 969	31 570	10 500	.....	11 640	20 800	340 465
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	85
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	371
3 035	3 300	2 088	2 582	19 408	.....	67 600	22 734	126 095
.....	119	.....	13	.....	.....	.....	.....	1 049
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 342	.....	2 342
300	606	.....	.....	297 328	.....	.....	450	299 819
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	232
.....	309	13 439	.....	44 120	.....	1 188	41 285	159 750
329 572	401 089	95 445	568 058	5 338 594	393 000	362 118	637 547	9 197 281

* Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Ne concorde pas nécessairement aux totaux du tableau « Sommaire du présent budget supplémentaire » des dépenses à cause de l'arrondissement.

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu des fonds temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT).

Il y a deux types de fonds attribués à partir du crédit 5 du CT : permanents et temporaires. Les fonds permanents sont alloués en réponse à des insuffisances liées à la paie, par exemple, au titre des indemnités de fin d'emploi et des prestations de congé parental, qui ne peuvent être déterminées à l'avance et sont donc payés par un organisme central. Des fonds temporaires sont accordés en réponse à des dépenses diverses urgentes, mineures et imprévues, qui n'étaient pas prévues dans le Budget principal des dépenses et doivent être engagées avant le dépôt du Budget supplémentaire des dépenses. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le Budget supplémentaire des dépenses et que la gouverneure générale a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Montant initial (correspond aux montants versés dans le cadre de crédits provisoires)	687 500 000 \$
--	-----------------------

Moins: Postes qui ont reçu un financement temporaire à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor et sont inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses :

Ministère ou organisme	(dollars)
------------------------	-----------

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Fonds pour les coûts de l'évacuation de citoyens canadiens du Liban

Confronté à l'escalade d'un conflit et des hostilités au Liban en juillet dernier, le gouvernement du Canada a lancé une vaste opération en vue d'évacuer les Canadiens présents dans ce pays. Les coûts estimatifs engagés par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) couvrent notamment la location de navires et d'aéronefs pour rapatrier les Canadiens et le déploiement de personnel dans la région et au Centre des opérations de crise, à l'administration centrale du Ministère.

L'urgence et la gravité de la crise, de même que l'ampleur des coûts, ont empêché le MAECI de faire approuver les dépenses au préalable par le Parlement. Il fallait affréter des navires, louer des aéronefs, absorber des coûts opérationnels (transport sur place, location de locaux, services de protection, communications, frais divers, etc.) et financer le transport en service temporaire d'employés du MAECI au moment de la crise.

On a approuvé le recours au crédit Éventualités du gouvernement à condition que les fonds soient versés par acomptes en fonction des besoins, sur la foi d'analyses à jour des flux de trésorerie. En date du dépôt du présent budget supplémentaire des dépenses, aucune somme n'a encore été versée.

29 000 000

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme

(dollars)

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Fonds pour accroître la subvention à la bande indienne de Sechelt en vertu de la *Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne de Sechelt*

L'entente de financement avec la bande indienne de Sechelt a été prolongée pour deux ans en mars 2006, et les nouvelles modalités prévoient la bonification de la subvention. Cependant, l'entente est intervenue trop tard pour que la subvention plus élevée puisse être inscrite au Budget principal des dépenses 2006-2007. Aux termes de l'article 5 de l'entente, la subvention est versée le premier jour d'affectation des crédits en avril de chaque année de subvention. Les paiements aux bandes autonomes sont des versements forfaitaires, ce qui aide la bande à mieux planifier ses dépenses annuelles. Puisque la loi oblige le gouvernement, par l'entremise du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, à verser la subvention bonifiée avant d'obtenir l'autorisation de dépenser le montant bonifié dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses en décembre 2006, on a approuvé le recours au crédit Éventualités du gouvernement.

361 202

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Fonds pour le Programme canadien d'options pour les familles agricoles

Le Programme canadien d'options pour les familles agricoles est un programme pilote de deux ans qui offrira un soutien financier aux familles agricoles et aux agriculteurs individuels à faible revenu pendant leur participation à certains travaux d'amélioration de leur exploitation agricole et activités d'accroissement des compétences.

Il s'agit d'aider les participants à faire la transition en vue de stabiliser leurs revenus. Le programme comporte deux volets : le soutien du revenu et les services d'amélioration des exploitations agricoles et d'accroissement des compétences. Le fait de ne pas offrir un soutien financier urgent aux familles et aux exploitants agricoles à faible revenu ne ferait qu'exacerber leur situation financière déjà précaire. On a donc approuvé le recours à la réserve pour éventualités du gouvernement pour accorder une aide financière en prévision de l'autorisation de dépenser par l'intermédiaire du présent budget supplémentaire des dépenses. En date du dépôt de ce dernier, 157,5 millions de dollars avaient déjà été versés. L'affectation des 32,5 millions qui restent dépend de ce que l'on peut prouver que les premiers 157,5 millions ont été dépensés et qu'il y a lieu de verser d'autres paiements avant l'octroi de la totalité des crédits en décembre 2006.

190 000 000

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme

(dollars)

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère (suite)

Fonds à l'appui du Programme de cultures de couverture établi en réponse aux dommages causés par les inondations en 2005 et 2006

Ce programme permettra d'aider financièrement les producteurs incapables de semer des cultures commerciales en raison des dommages causés par les inondations en 2005 et 2006. Il couvrira une partie du coût de la protection des sols au moyen de cultures de couverture, qui s'entendent de toute culture servant principalement à améliorer l'état des sols plutôt qu'à obtenir une production à récolter, afin d'empêcher l'érosion et de rehausser la stabilité des sols.

Le gouvernement s'est engagé à verser la plupart des paiements à la fin de l'été et au début de l'automne 2006. Jusqu'à maintenant, plus de 20 000 demandes ont été reçues de producteurs touchés par les inondations. De nombreux producteurs agricoles sont aux prises avec une situation financière difficile. Le fait de ne pas leur accorder un soutien en temps opportun par suite des inondations printanières aggravera la situation. Ces paiements sont destinés aux agriculteurs qui ont subi une perte de revenu parce que leurs terres ne peuvent être cultivées pour un certain temps et qui ont besoin d'aide pour s'acquitter des obligations financières. Puisque le pouvoir de dépenser couvrant cette subvention de catégorie ne sera accordé qu'en marge du présent Budget supplémentaire des dépenses en décembre 2006, il faut recourir au crédit Éventualités du gouvernement pour que ces paiements urgents soient versés le plus rapidement possible.

37 279 700

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Subvention à l'Institut pour la citoyenneté canadienne

L'Institut pour la citoyenneté canadienne (ICC) est une organisation indépendante à but non lucratif dont la mise sur pied a été annoncée en septembre 2005 en hommage à l'ancienne gouverneure générale, Adrienne Clarkson. L'ICC œuvrera en dehors des programmes fédéraux existants pour mobiliser les citoyens et les groupes, surtout les organisations sur le terrain, favoriser un dialogue national et aider à cerner et à bâtir des réseaux et des modèles nationaux afin de mieux faire connaître les caractéristiques de la citoyenneté canadienne et de renforcer la cohésion sociale. Une subvention de 3 millions de dollars figurait au Budget supplémentaire des dépenses (A) 2005-2006 mais n'a pu être approuvée en raison de la dissolution du Parlement, avant le dépôt de la législation pertinente, pour la tenue d'élections. Comme il s'agit d'une subvention ponctuelle, ce montant ne figurait pas au Budget principal des dépenses 2006-2007.

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme

(dollars)

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère (suite)

Afin d'exploiter la tradition des projets de reconnaissance et les liens que l'ancienne gouverneure générale a tissés au cours de son mandat, il faut absolument accorder à l'ICC le soutien financier dont il a besoin dans les plus brefs délais. Compte tenu du long délai (14 mois) entre l'annonce initiale et l'obtention du pouvoir de dépenser par l'intermédiaire du présent budget supplémentaire des dépenses, l'ICC aura plus de difficulté à sensibiliser et à mobiliser la population plus d'un an après la fin du mandat de M^{me} Clarkson. On estime qu'il est urgent de recourir au crédit Éventualités du gouvernement afin de verser une subvention pouvant atteindre 1 million de dollars avant décembre 2006, lorsque l'autorisation de dépenser le budget total de 3 millions de dollars sera demandée dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses.

1 000 000

FINANCES

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Fonds visant à soutenir la lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement d'activités terroristes conformément à la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*

Cet organisme lance de nouvelles activités pour rendre le régime canadien de lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes conforme aux recommandations du Groupe d'action financière (GAFI). Le GAFI est une organisation multilatérale qui a pour but de développer et de promouvoir des politiques nationales et internationales de lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes. Au début de 2007, le GAFI évaluera sur place l'efficacité du régime canadien de lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes.

Bien qu'ils aient été annoncés dans le Budget fédéral de 2006, les fonds supplémentaires destinés à financer les besoins opérationnels de l'organisation ne figuraient pas dans le Budget principal des dépenses 2006-2007. Puisque l'évaluation effectuée par le GAFI est déterminante pour le maintien de la relation du Canada avec ses partenaires internationaux dans la lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes, on a approuvé le recours au crédit Éventualités du gouvernement afin de fournir les sommes nécessaires pour combler les besoins opérationnels à temps pour l'évaluation sur place, jusqu'à ce que les autorisations supplémentaires de dépenser puissent être demandées par l'intermédiaire du budget supplémentaire des dépenses. Cette autorisation dépend de ce que le Secrétariat du Conseil du Trésor reçoive confirmation des besoins réels avant l'octroi des fonds. En date du dépôt du présent budget supplémentaire des dépenses, aucune somme n'a encore été versée.

3 500 000

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme

(dollars)

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Programme visant à rehausser la capacité scientifique et technologique du Canada

Les paiements au titre de cette subvention de catégorie sont versés aux étudiants de niveau supérieur pour aider à couvrir leurs frais de subsistance pendant leurs études. Comme l'année scolaire débute en septembre, il fallait absolument verser ces paiements le plus rapidement possible.

Le report du versement de cette subvention jusqu'à ce que le Parlement ait approuvé le présent budget supplémentaire des dépenses, probablement en décembre 2006, aurait causé d'importantes difficultés financières aux étudiants, qui ont établi le budget de leurs frais de subsistance et d'études en supposant qu'ils recevraient un paiement au titre de la subvention en septembre 2006. Le report aurait aussi empêché les nouveaux bénéficiaires de la subvention d'utiliser les installations du Conseil national de recherches du Canada pour leurs travaux de recherche jusqu'à ce que les ententes de subvention soient conclues.

Le Conseil national de recherches du Canada a demandé et obtenu l'autorisation de recourir au crédit Éventualités du gouvernement afin de verser des paiements dans le cadre du Programme visant à rehausser la capacité scientifique et technologique du Canada d'ici septembre 2006, le temps d'obtenir les autorisations de dépenser liées au présent Budget supplémentaire des dépenses, en décembre 2006.

207 500

SANTÉ

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Fonds supplémentaires pour mener des audiences publiques afin de déterminer si les prix de certains médicaments brevetés vendus au Canada sont convenables et d'examiner les Lignes directrices : Prix excessifs, un outil servant à établir des prix non excessifs pour les médicaments brevetés vendus au Canada

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, organisme quasi-judiciaire établi en vertu de la *Loi sur les brevets*, doit tenir un nombre exceptionnellement élevé et imprévu d'audiences en 2006-2007 pour déterminer si certains fabricants de médicaments brevetés imposent des prix excessifs aux grossistes, aux hôpitaux et aux pharmacies. Malheureusement, la tenue de ces audiences n'a pas été confirmée à temps pour que les fonds puissent être inscrits au Budget principal des dépenses 2006-2007. Comme le Conseil doit tenir ces audiences pour être en mesure d'exécuter son mandat, le recours au crédit Éventualités du gouvernement a été approuvé en vue de fournir les sommes nécessaires pour la tenue des audiences jusqu'à ce que l'on puisse solliciter d'autres autorisations de dépenser dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses. Cette autorisation dépend de la présentation de prévisions de trésorerie à jour indiquant les coûts liés à ces audiences. En date du dépôt du présent budget supplémentaire des dépenses, aucune somme n'a encore été versée.

2 400 000

Montant total du financement temporaire provenant du crédit 5 du Conseil du Trésor

263 748 402

Solde courant

423 751 598 \$

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement

(Ces économies seront réalisées en utilisant le pouvoir d'achat du gouvernement pour obtenir de meilleurs prix, en modernisant les marchés de services de voyages du gouvernement et en rationalisant les services administratifs.)

Pour les montants par organisation, veuillez consulter le Sommaire des modifications apportées aux crédits votés.

Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales

(Ce financement permettra d'offrir un soutien continu aux différents projets sur les infrastructures qui sont déjà en cours, ainsi qu'aux nouveaux projets notamment sur les infrastructures publiques (routes, réseaux d'alimentation en eau et d'égout) liés au développement de deux nouveaux villages touristiques quatre saisons à Mont-Tremblant (Québec), à la construction d'un train léger sur rail à Ottawa, à la construction de trois voies de contournement dans la région du Grand Moncton et au réaménagement d'un site industriel désaffecté à Saskatoon pour le transformer en parc récréatif avec commodités.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	1 495
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	30
Agence de promotion économique du Canada atlantique	104
Bureau de l'infrastructure du Canada	216 881
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	26
Industrie	61
Transports	160
Total	218 757

Financement pour le Fonds sur l'infrastructure frontalière, en vue d'investissements destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière

(Ce financement assurera le déplacement efficace des personnes et des biens aux principaux postes frontaliers par l'amélioration des infrastructures, telles que les routes d'accès aux frontières, les carrefours à chaussée et voie ferrée superposés, l'élargissement des routes et les centres d'inspection, la mise en œuvre de systèmes de transport intelligent, tels que les cartes à puces et les transpondeurs, et l'amélioration des capacités analytiques dans le cadre de la modélisation du trafic et de la recherche sur les frontières. Le financement servira également pour les négociations entre le gouvernement fédéral et les provinces participantes en vue d'établir, d'évaluer et d'administrer des ententes de contribution relatives aux projets.)

Bureau de l'infrastructure du Canada	23 531
Transports	257
Total	23 788

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds à l'appui d'un programme d'apprentissage élaboré conjointement avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada, afin d'améliorer les relations patronales-syndicales

(Ce financement appuiera un programme d'apprentissage conjoint à l'intention des gestionnaires auquel participera l'Alliance de la Fonction publique du Canada et qui visera à développer une compréhension commune des questions patronales-syndicales. Dans le cadre de ce programme, les gestionnaires responsables, les professionnels des relations du travail et les fonctionnaires recevront une formation sur les relations du travail, le règlement des différends et les compétences en gestion des personnes en vue d'améliorer le milieu de travail et de renforcer la capacité à régler les questions et à résoudre les problèmes dans un esprit de coopération.)

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	747
Secrétariat du Conseil du Trésor	3 046
Total	3 793

Fonds à l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne)

(Ces fonds soutiennent des projets de numérisation qui protégeront et préserveront des éléments à grande valeur historique, comme des émissions de la Société Radio-Canada, les principales collections bibliographiques et archivistiques de Bibliothèque et Archives du Canada et environ 220 films de l'Office national du film.)

Agence Parcs Canada	474
Anciens combattants	1 705
Bibliothèque et Archives du Canada	2 535
Musée canadien des civilisations	1 554
Musée national des sciences et de la technologie	324
Office national du film	2 470
Société du Centre national des Arts	600
Société Radio-Canada	2 000
Statistique Canada	356
Total	12 018

Fonds à l'appui des initiatives liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler en Colombie-Britannique

(Ce financement servira à la prestation de services météorologiques et de données techniques et scientifiques et des données liées à la réglementation aux fins des analyses de l'environnement, ainsi que pour élaborer et mettre en oeuvre l'analyse comparative de durabilité des Jeux. Il permettra également d'entreprendre la planification relative aux services de traitement des visas qui devront être instaurés pour composer avec le volume élevé de demandes de visas généralement associé aux événements internationaux tels que les Olympiques.)

Citoyenneté et Immigration	249
Environnement	582
Total	831

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés à l'amélioration de la capacité à détecter une pandémie de grippe ou un épisode de grippe aviaire éventuels et à réagir en conséquence, notamment par la prise de mesures de protection civile, la recherche, la constitution de réserves d'antiviraux et la mise en place de technologies permettant la création rapide de vaccins
(Ce financement servira à l'achat d'équipement spécialisé pour protéger les intervenants de première ligne et éliminer les animaux infectés; la mise en oeuvre de pratiques de biosécurité à la ferme dans le but d'empêcher la propagation de l'influenza chez les volailles domestiques; la mise sur pied d'un réseau national de laboratoires pour le diagnostic de l'influenza aviaire; l'achat d'antiviraux supplémentaires pour la réserve nationale et la conception d'un processus rationalisé de réglementation avant la mise en marché et d'une capacité d'évaluation après la mise en marché afin de soutenir la mise au point rapide de vaccins et l'utilisation d'antiviraux à grande échelle en cas de pandémie.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	28 785
Agence de santé publique du Canada	20 328
Instituts de recherche en santé du Canada	2 477
Santé	1 327
Total	52 917

Fonds consacrés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada

(Les initiatives financées à l'aide de ces investissements sont notamment : la création d'un système de télédétection et de cartographie de la partie nord de la côte du Labrador; la mise au point d'outils de prévision et de détection du brouillard; le projet-pilote de localisation des radiobalises de détresse dans les zones côtières; l'étude de l'incidence des ouragans sur la côte est du Canada; la recherche sur les noyades et la mise au point d'outils de cartographie et de visualisation pour la gestion de la recherche.)

Agence Parcs Canada	269
Environnement	1 525
Gendarmerie royale du Canada	313
Pêches et Océans	1 258
Transports	798
Total	4 163

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

(Ces ressources sont affectées aux nouvelles campagnes et initiatives de publicité du gouvernement dont les objectifs sont les suivants : augmenter le recrutement dans les Forces armées canadiennes; communiquer aux consommateurs et aux entreprises de l'information sur la réduction de la taxe sur les produits et services (TPS) ainsi que sur d'autres mesures annoncées dans le Budget fédéral de 2006; promouvoir les services fiscaux électroniques auprès des petites et moyennes entreprises et des conseillers fiscaux; sensibiliser les voyageurs canadiens, les visiteurs et les importateurs à leurs responsabilités, en ce qui concerne la protection du Canada contre les ennemis des cultures, les virus et les maladies animales en provenance de l'étranger, qu'ils peuvent involontairement ramener au pays par le biais d'aliments, de plantes, d'animaux et de produits connexes; et encourager les Canadiens à se comporter de manière à ne pas mettre leur sécurité en danger.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	2 000
Agence du revenu du Canada	3 100
Défense nationale	7 500
Finances	4 100
Transports	2 000
Total	18 700

Fonds pour des programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental

(Ce financement permettra de maintenir la capacité de prestation de certains programmes existants en matière de changements climatiques, de limiter les risques de perturbation et de préserver la stabilité en ce qui concerne les programmes environnementaux. Environ la moitié de ces fonds serviront à financer les évaluations postérieures aux rajustements et les subventions dans le cadre du programme Énergide pour les maisons; ce programme, même si les demandes ne sont plus acceptées depuis le 12 mai 2006, permet l'octroi de subventions aux propriétaires qui améliorent l'efficacité énergétique globale de leur maison, à condition que la première évaluation ait été réalisée au plus tard le 12 mai 2006. Les fonds serviront également : à appuyer, dans les pays en développement, les activités qui visent à atténuer les causes et les effets du changement climatique tout en contribuant au développement durable et à l'élimination de la pauvreté; à achever les travaux des projets de recherche en cours; et à respecter les engagements ayant force obligatoire dans le cadre des programmes auxquels le gouvernement a mis fin.)

Affaires étrangères et Commerce international	3 261
Affaires indiennes et du Nord canadien	73
Agence canadienne de développement international	9 947
Agriculture et Agroalimentaire	4 000
Conseil national de recherches du Canada	37
Environnement	12 412
Industrie	54
Ressources naturelles	50 067
Transports	2 930
Total	82 781

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour des services de police participant à des opérations internationales de maintien et de soutien de la paix dans des pays aux prises avec des conflits ou menacés de conflits ainsi que dans des États fragiles et en déroute

(Ce financement servira à affecter des ressources pour l'établissement d'un programme officiel auprès de la Gendarmerie royale du Canada, à l'appui des opérations de soutien et de maintien de la paix internationale menées depuis 1989. La capacité qui sera créée grâce à ce financement permettra d'éliminer les pressions liées au détournement des ressources affectées aux autres activités policières au Canada. Le programme, qui sera mis en œuvre en partenariat avec les services de police canadiens participants, vise à établir une capacité qui permettra de déployer immédiatement des agents à l'étranger, au besoin, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la politique étrangère. Les opérations de soutien et de maintien de la paix internationale représentent le volet police civile des opérations globales de soutien et de maintien de la paix; le rôle des agents, dans le cadre de ce programme, est de contribuer au rétablissement de l'ordre public, de surveiller et conseiller les forces de police locales à l'étranger et de réformer et former ces organisations de police locales. La formation policière internationale n'est pas seulement offerte dans les États fragiles ou en déroutés; elle peut également inclure, lorsque les objectifs de la politique étrangère l'exigent, la formation d'agents de police étrangers dans des domaines tels que les techniques d'enquête, la lutte contre le trafic de stupéfiants, l'emploi de la force, la gestion et les procédures médico-légales.)

Affaires étrangères et Commerce international	214
Gendarmerie royale du Canada	36 223
Total	36 437

Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux

(Ces fonds serviront au soutien de projets tels que les travaux d'assainissement, de suivi et d'entretien de mines abandonnées, notamment à la mine Faro (Yukon), et aux mines Colomac et Giant (Territoires du Nord-Ouest); les travaux d'assainissement, de suivi et d'entretien du sol contaminé de l'emplacement radar du Réseau d'alerte avancé (DEW) Byron Bay (Nunavut) et les travaux d'assainissement du sol contaminé au port pour petits bateaux de Grand Bank (Terre-Neuve).)

Affaires indiennes et du Nord canadien	19 724
Agence Parcs Canada	1 358
Agriculture et Agroalimentaire	296
Commission de la capitale nationale	414
Environnement	1 421
Gendarmerie royale du Canada	2 012
Pêches et Océans	4 206
Ressources naturelles	156
Santé	246
Service correctionnel	40
Transports	9 840
Total	39 713

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour la prestation de programmes et de services fédéraux, y compris dans le domaine de la santé, à la nation crie O-Pipon-Na-Piwin

(Ce financement permettra d'améliorer les installations communautaires et les actifs immobilisés, notamment la construction d'un nouvel établissement de soins infirmiers. Il permettra également de maintenir les programmes et services existants jusqu'à la fin du processus de création d'une réserve à South Indian Lake (Manitoba) en 2011.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	6 133
Santé	1 490
Total	7 623

Fonds pour la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE)

(Ces fonds serviront à financer les coûts relatifs à la conception, à la mise en œuvre, à la promotion et à la gestion de cette nouvelle prestation sociale lancée le 1^{er} juillet 2006. Les besoins en ressources concernent : les activités relatives à l'analyse des politiques et à la mise en œuvre du programme, y compris la modification des systèmes en vue d'intégrer le programme PUGE aux processus actuellement utilisés pour les programmes de prestations existants; le traitement des demandes de PUGE; la délivrance des premiers avis et des versements mensuels; l'élaboration de documents de promotion et la réalisation d'activités de sensibilisation du public pour assurer une compréhension optimale et un lancement réussi de la PUGE; les services à la clientèle les plus demandés lors de l'entrée en vigueur d'une nouvelle prestation sociale.)

Prestations (crédit législatif) :

Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social) 1 610 000

Gestion et versement (crédits à adopter) :

Agence du revenu du Canada 16 416
Justice 258
Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social) 1 987
Travaux publics et Services gouvernementaux 8 437

Total 1 637 098

Fonds pour le coût des mesures canadiennes d'aide aux sinistrés mises en place aux États-Unis à la suite de l'ouragan Katrina

(Ce financement permettra de rembourser les frais encourus par la Colombie-Britannique pour le déploiement à la Nouvelle-Orléans de son équipe de recherche et de sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd, les frais encourus par le Québec pour la fourniture d'environ 20 000 lits de camp et 40 000 couvertures, au soutien des opérations de secours, ainsi que les frais déboursés par la Croix rouge canadienne pour acheminer les lits de camp et les couvertures du Québec vers les zones affectées par l'ouragan. Il permettra en outre de rembourser la Défense nationale pour le coût différentiel lié au déploiement d'un groupe opérationnel naval comprenant un destroyer, deux frégates et un navire de ravitaillement de pétrole, 950 soldats, des hélicoptères, des plongeurs et d'autres spécialistes et matières consommables.)

Affaires étrangères et Commerce international	2 350
Défense nationale	6 678
Total	9 028

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour les frais administratifs liés à des paiements uniques accordés pour les coûts de l'énergie aux personnes âgées à faible revenu et aux familles ayant des enfants

(Ces fonds serviront à l'administration des paiements de la prestation pour les coûts de l'énergie. Cette prestation est un paiement unique exempt d'impôt visant à atténuer les effets de coûts énergétiques élevés pour les familles à faible revenu avec enfants et les aînés à faible revenu.)

Prestations (crédit législatif) :

Société canadienne d'hypothèques et de logement (crédit législatif) 5 200

Gestion et versement (crédits à adopter) :

Agence du revenu du Canada 1 025

Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social) 333

Travaux publics et Services gouvernementaux 103

Total 6 661

Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle dans l'Arctique et en Antarctique

(Ce financement appuiera la mise en place des structures de gestion pour l'Année polaire internationale, y compris un bureau chargé de superviser la gestion du programme fédéral, de formuler des recommandations sur l'orientation stratégique, l'élaboration des programmes et les projets, de superviser la gestion financière et les systèmes de rapport et d'assurer la liaison avec les gouvernements provinciaux et territoriaux. En outre les organisations du Nord recevront un financement pour coordonner les activités et agir comme points de service à l'égard du programme. Les fonds serviront également à élaborer des produits d'information sur la glace et le climat et à les soumettre à l'essai.)

Affaires indiennes et du Nord canadien 7 253

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie 700

Environnement 250

Pêches et Océans 400

Total 8 603

Fonds visant à appuyer l'organisation de la commémoration du 400^e anniversaire de Québec en 2008

(Ces fonds permettront de soutenir des projets comme : l'investissement de capitaux dans trois sites côtiers du fleuve Saint-Laurent (baie de Beauport, Pointe-à-Carcy et bassin Brown); l'expansion du centre d'interprétation au Vieux Port de Québec; et l'amélioration des infrastructures autour du bassin Louise. Ils serviront également à soutenir l'expansion et la modernisation de l'aéroport international Jean-Lesage desservant la ville de Québec, ainsi que les activités de programmation et de production et la mise au point d'expositions.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec 2 875

Agence Parcs Canada 3 599

Commission des champs de bataille nationaux 500

Patrimoine canadien 6 475

Total 13 449

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds visant à soutenir la lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement d'activités terroristes conformément à la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

(Ce financement permettra ce qui suit : investir dans des technologies nouvelles et actualisées de l'information, et dans l'infrastructure matérielle connexe, pour faciliter le renforcement de la capacité analytique nécessaire à la lutte contre les techniques de plus en plus évoluées employées par les criminels; renforcer les activités de mise en application, essentiellement dans le secteur déréglementé des intermédiaires financiers; assurer une plus grande protection dans les grands aéroports canadiens et sur d'autres sites frontaliers à haut risque; renforcer la collecte de renseignements et la capacité d'enquête en vue de multiplier les perquisitions, les confiscations, les dépôts de chefs d'accusation et les éventuelles poursuites judiciaires.)

Agence des services frontaliers du Canada	2 968
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	8 037
Gendarmerie royale du Canada	9 902
Justice	955
Total	21 862

Initiatives liées à la sécurité publique

(Ces fonds seront utilisés pour les initiatives menées dans le cadre du Partenariat pour la sécurité et la prospérité, la mise en oeuvre d'initiatives liées à la sécurité des frontières et à la gestion des frontières; l'armement des agents de l'Agence des services frontaliers du Canada à la frontière et la solution des situations où les agents travaillent seuls; les initiatives visant à améliorer la sécurité dans le transport ferroviaire voyageurs, le transport en commun et les traversiers; la mise à l'essai d'un programme de sûreté du fret aérien menant au développement d'un régime de sécurité du fret aérien pour le Canada; l'amélioration de la sécurité aérienne visant à interdire aux personnes qui sont une menace immédiate à la sûreté de l'aviation de monter à bord d'un aéronef; le financement des coûts de fonctionnement permanents pour les services fournis par Service correctionnel au Centre de surveillance de l'Immigration de Kingston.)

Agence des services frontaliers du Canada	131 243
Gendarmerie royale du Canada	2 105
Pêches et Océans	554
Sécurité publique et Protection civile	1 157
Transports	22 564
Total	157 623

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Montant compensatoire pour rajustements salariaux

(Ces crédits reflètent les ententes négociées et conclues récemment, entre le 1er août 2005 et le 31 juillet 2006, avec différents groupes de négociation et groupes exclus, tels que le groupe Gestion des systèmes d'ordinateurs, le groupe Droit, le groupe Direction, le groupe Médecine vétérinaire, les groupes Architecture, Génie et Arpentage; l'Agence du revenu du Canada, la Gendarmerie royale du Canada, certaines sociétés d'État et d'autres employeurs et organismes distincts.)

Agence du revenu du Canada	3 150
Agence Parcs Canada	1 520
Conseil national de recherches du Canada	13 483
Gendarmerie royale du Canada	52 241
Secrétariat du Conseil du Trésor	407 994
Société d'expansion du Cap-Breton	5
Total	478 393

Report du budget de fonctionnement

(Il s'agit d'une pratique de gestion du Budget qui permet aux ministères de reporter d'un exercice à l'autre jusqu'à 5 p. 100 de leur budget de fonctionnement inscrit dans le budget principal des dépenses. Cette mesure offre aux ministères une certaine flexibilité pour gérer ou mettre en œuvre des initiatives sur un horizon de planification de plusieurs années.)

Affaires étrangères et Commerce international	59 181
Affaires indiennes et du Nord canadien	28 608
Agence canadienne d'évaluation environnementale	430
Agence canadienne d'inspection des aliments	62 926
Agence canadienne de développement international	5 428
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1 706
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	3 104
Agence de promotion économique du Canada atlantique	3 940
Agence de santé publique du Canada	11 738
Agence des services frontaliers du Canada	43 365
Agence spatiale canadienne	8 671
Agriculture et Agroalimentaire	28 917
Anciens combattants	4 078
Bibliothèque et Archives du Canada	2 159
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	758
Bureau de l'enquêteur correctionnel	128
Bureau de l'infrastructure du Canada	1 166
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	5 605
Bureau du directeur des lobbyistes	36
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	30
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	1 383
Citoyenneté et Immigration	17 189
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	16
Commissaire à la magistrature fédérale	228
Commissaire aux langues officielles	814
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	239

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Report du budget de fonctionnement – suite

Commission canadienne de sûreté nucléaire	2 545
Commission canadienne des affaires polaires	44
Commission canadienne des droits de la personne	1 004
Commission canadienne des grains	272
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	4 350
Commission de la fonction publique	3 808
Commission des champs de bataille nationaux	343
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	208
Commission du droit d'auteur	110
Commission du droit du Canada	148
Commission mixte internationale	257
Commission nationale des libérations conditionnelles	1 300
Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice	425
Conseil canadien des relations industrielles	510
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	177
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	145
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	1 882
Conseil de recherches en sciences humaines	925
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 638
Conseil national de recherches du Canada	17 821
Conseil privé	6 268
Cour suprême du Canada	1 006
Défense nationale	155 608
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1 997
École de la fonction publique du Canada	1 749
Environnement	9 147
Finances	4 233
Gendarmerie royale du Canada	92 486
Gouverneur général	371
Industrie	22 075
Instituts de recherche en santé du Canada	1 895
Justice	24 556
Office des transports du Canada	1 049
Office national de l'énergie	795
Office national du film	3 404
Patrimoine canadien	11 650
Pêches et Océans	53 975
Ressources humaines et Développement des compétences	13 277
Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social)	11 911
Ressources naturelles	30 497
Santé	81 074
Secrétariat du Conseil du Trésor	7 183
Sécurité publique et Protection civile	4 299

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Report du budget de fonctionnement – suite

Service administratif des tribunaux judiciaires	2 341
Service correctionnel	30 057
Statistique Canada	28 610
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	112
Transports	27 693
Travaux publics et Services gouvernementaux	40 369
Tribunal canadien des droits de la personne	189
Tribunal canadien du commerce extérieur	381
Tribunal d'appel des transports du Canada	59
Tribunal de la concurrence	12
Vérificateur général	3 129
Total	1 003 212

Restriction des dépenses en 2006

(Ces économies proviennent de la désignation des programmes n'assurant pas une optimisation des ressources, des fonds non utilisés au titre des programmes qui ont déjà atteint leurs objectifs ou ont suscité une adhésion moins importante que prévu, des économies liées à la rationalisation ou à la consolidation des opérations et des programmes n'étant pas essentiels ou prioritaires pour la population canadienne.)

Pour les montants par organisation, veuillez consulter le Sommaire des modifications apportées aux crédits votés.

Soutien afin d'établir partout au Canada une main d'œuvre en santé publique plus efficace et professionnelle grâce au financement de l'éducation supérieure, y compris des bourses d'études à la maîtrise et au doctorat, à un plus grand nombre de résidences en médecine communautaire et à des ressources de perfectionnement professionnel en milieu de travail

(En investissant dans l'éducation en santé publique, le Canada renforcera sa capacité à cet égard en assurant l'augmentation du nombre d'étudiants à la maîtrise, au doctorat et des programmes post-doctoraux dans le domaine de la santé publique, ainsi que du nombre de résidents optant pour la médecine communautaire, et la mise au point de meilleurs programmes et ressources de formation afin de permettre au Canada d'avoir une capacité d'intervention accrue en cas d'urgences nationales, telles que le SRAS ou une éventuelle pandémie de grippe. Même si le programme serait administré par l'Agence de santé publique du Canada, le processus de révision par les pairs existant des Instituts de recherche en santé du Canada servirait à la prise de décisions finales.)

Agence de santé publique du Canada	3 862
Instituts de recherche en santé du Canada	363
Total	4 225

Postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)

(Ces fonds offriront du soutien financier à des initiatives comme les suivantes : le concours national de rédaction et de réalisation de nouvelles pour les écrivains et les réalisateurs; l'amélioration du potentiel de l'industrie cinématographique au sein des communautés minoritaires francophones et anglophones en Ontario, dans les Prairies, en Acadie, dans le Nord canadien et au Québec; plusieurs projets touchant des problèmes de santé au Manitoba, au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse; des projets d'alphabétisation en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest et du Yukon et à Terre-Neuve-et-Labrador; la mise en oeuvre d'un modèle de logements familiaux en milieu rural au Québec et le soutien à un réseau d'accès intégré à la garde d'enfants pour améliorer l'accessibilité des citoyens du Manitoba dans les zones rurales; les occasions pour les artistes du Québec de rejoindre les audiences de la région de la capitale nationale et de commander et de mettre en scène de nouvelles pièces d'artistes anglophones au Québec; le soutien aux jeunes, par l'entremise du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba, dans les municipalités bilingues du Manitoba afin de favoriser l'esprit d'entrepreneur; le renforcement de la capacité de l'Association franco-yukonnaise de soutenir l'emploi et le développement économique et l'intégration des immigrants; la sensibilisation aux questions auxquelles sont confrontées les femmes francophones du Manitoba, de l'Ontario et de la région de l'Atlantique et le soutien d'une stratégie sur les pêches pour les collectivités anglophones sur la Côte-Nord du fleuve Saint-Laurent.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	200
Agence de santé publique du Canada	294
Agriculture et Agroalimentaire	400
Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice	116
Conseil des Arts du Canada	600
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	330
Industrie	50
Office national du film	420
Pêches et Océans	109
Ressources humains et Développement des compétences	207
Société du Centre national des Arts	350
Téléfilm Canada	550
Total	3 626
GRAND TOTAL	3 845 301

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les ministères demandent souvent de transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Le tableau présente un résumé de ces transactions. Des montants positifs indiquent les fonds reçus par des organismes, tandis que des montants négatifs désignent des réductions pour les organismes qui transfèrent des fonds.

Le tableau ci-dessous indique les transferts qui apparaissent dans le budget supplémentaire des dépenses.

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
À l'appui aux Prix du Gouverneur général pour les arts de la scène		
Société du Centre national des Arts	Crédit 55 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	168 323 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(168 323 \$)
À l'appui de l'élaboration du festival Scène Québec		
Société du Centre national des Arts	Crédit 55 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	1 000 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(1 000 000 \$)
À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et d'autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne)		
Bibliothèque et Archives Canada	Crédit 50 (Dépenses du Programme)	2 535 155 \$
Office national du film	Crédit 65 (Fonds renouvelable de l'Office national du film – Dépenses de fonctionnement)	2 470 000 \$
Société Radio-Canada	Crédit 20 (Paiements à la Société Radio-Canada au titre des dépenses de fonctionnement)	2 000 000 \$
Anciens combattants	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 705 000 \$
Musée canadien des civilisations	Crédit 35 (Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital)	1 554 250 \$
Société du Centre national des Arts	Crédit 55 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	600 000 \$
Agence Parcs Canada	Crédit 30 (Dépenses du Programme)	473 500 \$
Statistique Canada	Crédit 95 (Dépenses du Programme)	355 523 \$
Musée des sciences et de la technologie du Canada	Crédit 80 (Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital)	323 620 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(12 017 048 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
Pour appuyer des activités de mise en valeur et de promotion de technologies langagières		
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	150 000 \$
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 55 (Dépenses de fonctionnement)	(150 000 \$)
Pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une initiative de services partagés visant l'intégration du processus de gestion des cas (Système mondial de gestion des cas)		
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	5 576 200 \$
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(5 576 200 \$)
Pour appuyer l'initiative Cyberjeunes qui permet aux jeunes d'effectuer des stages à titre bénévole dans les domaines des technologies dans des pays en développement		
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	4 565 000 \$
Agence canadienne de développement international	Crédit 35 (Subventions et contributions)	(4 565 000 \$)
Pour appuyer le Programme d'aide à la recherche industrielle en vue d'accroître les capacités d'innovation des petites et moyennes entreprises		
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 65 (Subventions et contributions)	8 876 000 \$
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(6 306 000 \$)
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(2 570 000 \$)
Pour appuyer le Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement		
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	677 000 \$
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(677 000 \$)
Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	519 071 \$
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 75 (Subventions)	(339 946 \$)
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	(179 125 \$)
Pour assumer des responsabilités supplémentaires dans les domaines de la gestion des frontières, de l'exécution de la loi et des services de renseignement de l'immigration		
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	373 500 \$
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(373 500 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
Pour assurer la préservation des films canadiens et leur accessibilité conformément à la Politique canadienne du long métrage		
Bibliothèque et Archives Canada	Crédit 50 (Dépenses du Programme)	550 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(550 000 \$)
Pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils régionaux fédéraux		
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	402 000 \$
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	319 000 \$
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement, affectation à fins particulières « services immobiliers »)	235 600 \$ 26 000 \$
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	213 000 \$
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(209 000 \$)
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(235 600 \$)
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(751 000 \$)
Pour augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation de ressources connexes (projet gazier du Mackenzie)		
Agence canadienne d'évaluation environnementale	Crédit 20 (Dépenses du Programme)	334 000 \$
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(167 000 \$)
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(167 000 \$)
Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 207 963 \$
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	(1 207 963 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
-----------------------	--------	---------

Pour des initiatives liées à la sécurité publique

Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 955 580 \$
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 60 (Dépenses de fonctionnement)	1 296 944 \$
	Crédit 65 (Dépenses en capital)	80 000 \$
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	749 995 \$
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	554 324 \$
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(4 496 843 \$)
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(140 000 \$)

Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada

Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 258 245 \$
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 241 350 \$
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	284 000 \$
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	797 576 \$
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 60 (Dépenses de fonctionnement)	313 242 \$
Agence Parcs Canada	Crédit 30 (Dépenses du Programme)	269 187 \$
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(4 163 600 \$)

Pour des projets commémoratifs liés aux centennaires de l'Alberta et de la Saskatchewan (Musée des régiments)

Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	3 000 000 \$
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(3 000 000 \$)

Pour des projets de réforme de la classification des emplois au sein de la fonction publique fédérale

Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	918 800 \$
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(918 800 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
-----------------------	--------	---------

Pour des services de police participant à des opérations internationales de maintien et de soutien de la paix dans des pays aux prises avec des conflits ou menacés de conflits ainsi que dans des États fragiles et en déroute

Gendarmerie royale du Canada	Crédit 60 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 65 (Dépenses en capital)	36 164 875 58 125 \$
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	214 000 \$
Agence canadienne de développement international	Crédit 35 (Subventions et contributions)	(36 437 000 \$)

Pour effectuer un réalignement des fonds relatifs à la création de l'Agence des services frontaliers du Canada

Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	1 700 000 \$
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(1 700 000 \$)

Pour encourager la participation des étudiants autochtones aux programmes postsecondaires à vocation scientifique et technologique, maintenir les mécanismes de soutien et promouvoir la fonction publique fédérale comme employeur de choix auprès des diplômés de ces programmes

Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	30 000 \$
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(30 000 \$)

Pour entreprendre le Plan d'étude sur les Grands Lacs supérieurs visant à examiner la régulation des débits sortants du lac Supérieur

Commission mixte internationale	Crédit 60 (Dépenses du Programme)	200 000 \$
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(200 000 \$)

Pour établir partout au Canada une main-d'œuvre en santé publique plus efficace et professionnelle grâce au financement de l'éducation supérieure, y compris des bourses d'études à la maîtrise et au doctorat, un plus grand nombre de résidences en médecine communautaire et à des ressources de perfectionnement professionnel en milieu de travail

Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 15 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 20 (Subventions)	12 500 \$ 350 000 \$
Agence de santé publique du Canada	Crédit 40 (Subventions et contributions)	(362 500 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
Pour financer partiellement la quote-part annuelle versée au budget de base de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	477 000 \$
Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(477 000 \$)
Pour fournir un soutien au personnel de Justice travaillant dans les missions à l'étranger		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	270 600 \$
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	11 600 \$
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(282 200 \$)
Pour fournir un soutien au personnel de l'Agence canadienne d'inspection des aliments travaillant dans les missions à l'étranger		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	506 970 \$
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	460 700 \$
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(967 670 \$)
Pour fournir un soutien au personnel de l'Agence canadienne de développement international travaillant dans les missions à l'étranger		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 402 542 \$
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	1 097 000 \$
Agence canadienne de développement international	Crédit 35 (Subventions et contributions)	(2 499 542 \$)
Pour fournir un soutien au personnel de la Défense nationale travaillant dans les missions à l'étranger		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	466 800 \$
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	540 200 \$
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 007 000 \$)
Pour fournir un soutien au personnel du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration travaillant dans les missions à l'étranger		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	3 302 222 \$
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	2 538 600 \$
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(5 840 822 \$)
Pour fournir un soutien au personnel du ministère des Finances dans les missions à l'étranger		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	187 952 \$
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	205 400 \$
Finances	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(393 352 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
Pour indemniser la Commission de la capitale nationale en raison des pertes de revenus de location relativement à la réduction des paiements de location de l'Hôpital Queensway-Carleton		
Commission de la capitale nationale	Crédit 45 (Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement)	15 775 \$
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(15 775 \$)
Pour l'achat de l'équipement de recherche et développement et l'aménagement d'un centre de transfert des technologies (Centre des technologies de fabrication de pointe en aérospatiale)		
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 60 (Dépenses en capital)	1 000 000 \$
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(1 000 000 \$)
Pour l'aménagement portuaire à Conne River, Terre-Neuve et Labrador		
Pêches et Océans	Crédit 5 (Dépenses en capital)	1 360 000 \$
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(1 360 000 \$)
Pour l'augmentation de la charge de travail en raison de la mise en application de la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada		
Tribunal d'appel des transports du Canada	Crédit 80 (Dépenses du Programme)	173 000 \$
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(173 000 \$)
Pour la Commission internationale du théâtre francophone		
Conseil des Arts du Canada	Crédit 15 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	115 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(115 000 \$)
Pour la création du Dictionnaire canadien de biographies		
Bibliothèque et Archives Canada	Crédit 50 (Dépenses du Programme)	400 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(400 000 \$)
Pour la formation d'employés afin qu'ils atteignent des normes élevées en matière de prestation de services aux Canadiens (2 393 000 \$), moins les fonds pour l'administration des programmes d'aide aux victimes de violence (68 000 \$)		
Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social)	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	2 324 800 \$
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(2 324 800 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
Pour la mise en œuvre d'un système national de traçabilité du bétail visant à déceler l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) afin de permettre au Canada d'avoir une meilleure position lors de négociations sur le marché international		
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	500 000 \$
Agriculture et Agroalimentaire Canada	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(500 000 \$)
Pour la production et la télédiffusion d'émission et de films manifestement canadiens qui sont un reflet de la culture, des histoires et des thèmes canadiens grâce au Fonds canadien de télévision		
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Subventions et contributions)	20 400 000 \$
Téléfilm Canada	Crédit 120 (Paiements à Téléfilm Canada)	(20 400 000 \$)
Pour la recherche sur l'élaboration de politiques relativement à la participation sportive		
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	487 264 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(487 264 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)		
Conseil des Arts du Canada	Crédit 15 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	600 000 \$
Téléfilm Canada	Crédit 120 (Paiements à Téléfilm Canada destinés aux fins précisées dans la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>)	550 000 \$
Office national du film	Crédit 65 (Fonds renouvelable de l'Office national du film – Dépenses de fonctionnement)	420 000 \$
Agriculture et Agroalimentaire Canada	Crédit 10 (Subventions et contributions)	400 000 \$
Société du Centre national des Arts	Crédit 55 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	350 000 \$
Diversification de l'économie de l'Ouest	Crédit 5 (Subventions et contributions)	330 000 \$
Agence de santé publique du Canada	Crédit 40 (Subventions et contributions)	293 605 \$
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	207 000 \$
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	200 000 \$
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	Crédit 115 (Subventions et contributions)	115 815 \$
Pêches et Océans	Crédit 10 (Subventions et contributions)	109 250 \$
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	50 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(3 625 670 \$)

Pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	234 547 \$
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	137 300 \$
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	103 650 \$
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	60 504 \$
Office de l'infrastructure du Canada	Crédit 60 (Contributions)	(536 001 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
Pour le Fonds sur l'infrastructure frontalière, en vue d'investissements destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière		
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	257 599 \$
Office de l'infrastructure du Canada	Crédit 60 (Contributions)	(257 599 \$)
Pour le Programme de diversité de la musique canadienne qui est un volet du Fonds de la musique du Canada		
Conseil des Arts du Canada	Crédit 15 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	250 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(250 000 \$)
Pour le Programme de prévention, de soutien et de recherche pour l'hépatite C		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 15 (Dépenses de fonctionnement)	50 000 \$
	Crédit 20 (Subventions)	1 285 000 \$
Agence de santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	(50 000 \$)
	Crédit 40 (Subventions et contributions)	(1 285 000 \$)
Pour le soutien administratif		
Commission nationale des libérations conditionnelles	Crédit 50 (Dépenses du Programme)	39 040 \$
Service correctionnel	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(39 040 \$)
Pour le transfert d'un terrain situé au 57B, rue Saint-Louis à Québec		
Agence Parcs Canada	Crédit 30 (Dépenses du Programme)	74 000 \$
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(74 000 \$)
Pour les programmes de publicité gouvernementale		
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 500 000 \$
Agence de santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	(1 500 000 \$)
Pour maximiser l'utilisation des données de satellite afin d'appuyer les priorités maritimes du Canada (Exploitation coordonnée de l'observation de la Terre pour la sécurité marine)		
Agence spatiale canadienne	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement)	150 000 \$
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(150 000 \$)
Pour poursuivre la mise en œuvre de plans du gouvernement relativement à la création d'une capacité de recherche et de développement de base dans le domaine de la génomique		
Agence de santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	1 433 000 \$
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 433 000 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
Pour promouvoir la participation active des jeunes leaders canadiens partout au Canada (Action Canada)		
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	200 000 \$
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(200 000 \$)
Pour rembourser les fonds avancés à la Commission pour les coûts de fonctionnement		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	5 043 000 \$
Commission des revendications particulières des Indiens	Crédit 45 (Dépenses du Programme)	(5 043 000 \$)
Pour soutenir le Programme de partenariat Teasdale-Corti / Initiative de recherche en santé mondiale afin de favoriser la création de partenariats internationaux à l'appui de la recherche et des interventions en santé		
Centre de recherches pour le développement international	Crédit 55 (Versements au Centre de recherches pour le développement international)	2 724 999 \$
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 15 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 20 (Subventions)	(101 458 \$) (2 623 541 \$)
Pour soutenir les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques liées à l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Metropolis)		
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	273 750 \$
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(273 750 \$)
Pour soutenir un projet pilote visant la mise en place d'un réseau à très large bande dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue au Québec		
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	450 000 \$
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(450 000 \$)
Pour un rajustement de l'affectation des ressources à la suite du transfert des responsabilités à l'égard de la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique		
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	2 410 580 \$
Agence de santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	(2 410 580 \$)
Pour une contribution au Centre du patrimoine de la Gendarmerie royale du Canada à Regina (Saskatchewan)		
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	2 500 000 \$
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 65 (Dépenses en capital)	(2 500 000 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
Pour une contribution au Fonds multilatéral d'investissement de la Banque interaméricaine de développement		
Agence canadienne de développement international	Crédit 35 (Subventions et contributions)	5 594 558 \$
Finances	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(5 594 558 \$)
Pour une subvention à l'appui du Centre international du film pour l'enfance et la jeunesse		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	100 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(100 000 \$)
Pour une subvention à la bande indienne de Sechelt en vertu de la <i>Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne de Sechelt</i>		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	283 729 \$
Santé	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(283 729 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les transferts suivants entre deux organismes gouvernementaux ou plus résultent du transfert de responsabilités pour des initiatives précises découlant des modifications apportées aux rouages de l'État qui ont été annoncées le 6 février 2006, conformément à la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*.

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
-----------------------	--------	---------

Pour des activités stratégiques relatives à Parcs Canada

Agence Parcs Canada	Crédit 30 (Dépenses du Programme)	800 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(800 000 \$)

Pour des ressources de fonctionnement supplémentaires liées au transfert des responsabilités ministérielles pour diverses sociétés d'État

Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 980 834 \$
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(756 000 \$)
Office de l'infrastructure du Canada	Crédit 55 (Dépenses de fonctionnement)	(1 224 834 \$)

Pour la responsabilité du Centre canadien des armes à feu

Gendarmerie royale du Canada	Crédit 61 (Centre canadien des armes à feu – Dépenses de fonctionnement, à l'exception de celles liées aux activités et aux fonctions d'enregistrement)	38 052 750 \$
	Crédit 62 (Centre canadien des armes à feu – Dépenses de fonctionnement liées aux activités et aux fonctions d'enregistrement)	10 990 500 \$
	Crédit 70 (Exécution de la loi – Subventions et contributions)	10 500 000 \$
	Poste législatif (contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	4 204 000 \$
Centre canadien des armes à feu	Crédit 20 (Dépenses de fonctionnement, à l'exception de celles liées aux activités et aux fonctions d'enregistrement)	(38 052 750 \$)
	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement liées aux activités et aux fonctions d'enregistrement)	(10 990 500 \$)
	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement liées aux activités et aux fonctions d'enregistrement)	(10 500 000 \$)
	Poste législatif (contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	(4 204 000 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
Pour la responsabilité à l'égard du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones qui est transférée du ministre de Patrimoine canadien au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien		
Affaires indiennes et du Nord canadien (Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones)	Crédit 52 (Dépenses de fonctionnement)	147 153 750 \$
	Crédit 54 (Contributions)	4 500 000 \$
	Poste législatif (contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	6 406 000 \$
Patrimoine canadien (Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones)	Crédit 85 (Dépenses de fonctionnement)	(147 153 750 \$)
	Crédit 90 (Contributions)	(4 500 000 \$)
	Poste législatif (contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	(6 406 000 \$)
Pour la responsabilité à l'égard du ministère du Commerce international		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	115 659 250 \$
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	1 361 000 \$
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	8 182 500 \$
	Poste législatif (contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	18 585 000 \$
	Poste législatif (Paiements versés à Exportation et développement Canada pour l'exécution d'engagements conclus en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) en vue de favoriser et de développer les activités commerciales entre le Canada et d'autres pays)	18 300 000 \$
	Poste législatif (Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile)	72 922 \$
	Poste législatif – non-budgétaire (Paiements versés à Exportation et développement Canada pour l'exécution d'engagements conclus en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) en vue de favoriser et de développer les activités commerciales entre le Canada et d'autres pays)	209 000 000 \$

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
Commerce international	Crédit 15 (Dépenses de fonctionnement)	(117 020 250 \$)
	Crédit 20 (Subventions et contributions)	(8 182 500 \$)
	Poste législatif (contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	(18 585 000 \$)
	Poste législatif (Paiements versés à Exportation et développement Canada pour l'exécution d'engagements conclus en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) en vue de favoriser et de développer les activités commerciales entre le Canada et d'autres pays)	(18 300 000 \$)
	Poste législatif (Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile)	(72 922 \$)
	Poste législatif – non-budgétaire (Paiements versés à Exportation et développement Canada pour l'exécution d'engagements conclus en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) en vue de favoriser et de développer les activités commerciales entre le Canada et d'autres pays)	(209 000 000 \$)

Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto) comme suite à la restructuration du gouvernement

Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	1 084 000 \$
	Crédit 2 (Contributions)	86 039 000 \$
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 084 000 \$)
	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(86 039 000 \$)

Pour le Bureau du conseiller supérieur responsable pour la diversité et les projets spéciaux

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	Crédit 30 (Dépenses du Programme)	166 898 \$
Conseil privé	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(166 898 \$)

Pour le Groupe de travail sur les frontières

Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	491 567 \$
Conseil privé	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(491 567 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Montant
Pour le Projet de recherche sur les politiques		
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	3 077 443 \$
Conseil privé	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(3 077 443 \$)
Pour le Secrétariat aux langues officielles		
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 730 946 \$
Conseil privé	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(1 730 946 \$)
Pour le Secrétariat des affaires autochtones		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 400 000 \$
Conseil privé	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(1 400 000 \$)
Pour le Secrétariat du conseiller national des sciences		
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	474 763 \$
Conseil privé	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(474 763 \$)
Pour les activités du Bureau du directeur des lobbyistes		
Bureau du directeur des lobbyistes	Crédit 27 (Dépenses du Programme)	13 000 \$
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(13 000 \$)
Pour les bureaux régionaux du Secrétariat des communications et des consultations et le Secrétariat de la réglementation et des décrets du Conseil, à l'exception de la Division des décrets du Conseil		
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	6 092 432 \$
Conseil privé	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(6 092 432 \$)
Pour les Services de recouvrement national et les Conseils juridiques et litiges-recouvrement comme suite à la restructuration du gouvernement		
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	18 166 000 \$
Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social)	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(18 166 000 \$)

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le budget supplémentaire des dépenses inclut des « postes de 1 \$ » visant une demande de modification à la répartition des fonds déjà approuvés par le Budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou supplémentaire, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, lorsqu'aucun nouveau fonds n'est demandé par une organisation, les postes de 1 \$ inscrits dans la colonne « Rajustements des crédits » du budget supplémentaire des dépenses sont des montants nominaux de référence indiquant que l'organisation demande une autorisation parlementaire par l'entremise des lois de crédits.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 \$ peuvent se rapporter à l'approbation de subventions, aux virements entre crédits, au sein des organisations et entre elles, ou à la modification d'une autorisation intégrée au libellé du crédit. Voici la description de chacun de ces éléments :

Approbation de subventions – Le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute modification aux subventions inscrites doit être approuvée par le Parlement. Cette exigence admet une exception : l'Agence canadienne de développement international doit inscrire à la fois ses subventions et ses contributions à faire approuver par le Parlement.

Virements de crédits au sein d'une organisation – Les virements entre crédits au sein d'une organisation servent à réaffecter les autorisations de dépenses excédentaires d'un crédit à un autre afin de réduire le total des autorisations de dépenses nécessaires dans le budget supplémentaire des dépenses ou de réaligner le financement approuvé par suite des modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités ministérielles.

Virements entre organisations – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter les fonds d'une organisation à une autre, afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités de l'organisation.

Modification de l'autorisation intégrée au libellé du crédit – Le budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé du crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts et investissements. Ces crédits non budgétaires sont précédés de la lettre « L ».

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Pour le présent budget supplémentaire des dépenses :

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international	L40a	Pour modifier le libellé du crédit de manière à diminuer le plafond des émissions et paiements de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, aux comptes du fonds d'institutions financières internationales (de 215 032 000 \$ à 189 921 644 \$).
Affaires étrangères et Commerce international – Centre de recherches pour le développement international	55a	Pour autoriser le virement de 101 458 \$ du crédit 15 (Santé) et de 2 623 541 \$ du crédit 20 (Santé) pour soutenir le Programme de partenariat Teasdale-Corti/Initiative de recherche en santé mondiale afin de favoriser la création de partenariats internationaux a l'appui de la recherche et des interventions en santé.
Affaires indiennes et du Nord canadien – Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	54a	Pour autoriser le virement de 4 500 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) pour la responsabilité à l'égard du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones comme suite à la restructuration du gouvernement.
Agriculture et Agroalimentaire	15a	Pour modifier le libellé du crédit de manière à diminuer le plafond des avances de fonds du Programme des avances printanières actuel (de 1 700 000 000 \$ à 1 500 000 000 \$) et établir un plafond (de 1 500 000 000 \$) quant aux avances de fonds versées en vertu du Programme des avances printanières bonifié.
Conseil du Trésor	2a	Pour autoriser le virement de 230 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) pour la School of Governance à l'Université de Toronto afin d'accueillir un symposium international sur les paiements de transfert gouvernementaux, et pour le Conseil des normes comptables internationales du secteur public afin de faire progresser l'élaboration de normes de comptabilité internationales du secteur public et pour accroître la visibilité du Canada dans l'établissement de ces normes et de 86 039 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto) comme suite à la restructuration du gouvernement.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Défense Nationale	11a	Pour autoriser une remise de dette due par M. R.P. Thompson à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 1 766,11 \$ à la suite d'une erreur administrative et pour autoriser le virement interne de 1 766 \$ du crédit 1 (Défense nationale) pour cette remise de dette.
	12a	Pour autoriser une remise de dettes dues par Parc Downsview Park à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 15 059 000 \$.
Environnement	5a	Pour autoriser le virement de 6 715 000 \$ du crédit 1 (Environnement) en appui au Plan d'immobilisations à long terme et de 284 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) pour les investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada.
	10a	Pour autoriser le virement de 2 432 000 \$ du crédit 1 (Environnement) pour l'utilisation du mécanisme de subventions et contributions, afin d'assurer la prestation de programmes et l'atteinte des objectifs et de 30 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) pour encourager la participation des étudiants autochtones aux programmes postsecondaires à vocation scientifique et technologique, maintenir les mécanismes de soutien et promouvoir la fonction publique fédérale comme employeur de choix auprès des diplômés de ces programmes.
Industrie	5a	Pour autoriser le virement de 20 363 338 \$ du crédit 1 (Industrie) pour appuyer des investissements en immobilisations.
Industrie – Agence spatiale canadienne	35a	Pour autoriser le virement de 1 380 000 \$ du crédit 25 (Industrie) pour appuyer la sensibilisation, la recherche et la formation en sciences et technologies spatiales.
Industrie – Conseil national de recherche du Canada	65a	Pour autoriser le virement de 6 306 000 \$ du crédit 10 (Industrie) et de 2 570 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) pour appuyer le Programme d'aide à la recherche industrielle en vue d'accroître les capacités d'innovation des petites et moyennes entreprises et de 446 999 \$ du crédit 55 (Industrie) pour l'augmentation des subventions par catégorie pour le Programme visant à rehausser la capacité scientifique et technologique de Canada, et pour l'adhésion à des organisations internationales.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Patrimoine canadien – Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	115a	Pour autoriser le virement de 115 815 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).
Patrimoine canadien – Musée canadien des civilisations	35a	Pour autoriser le virement de 1 554 250 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) à l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne).
Patrimoine canadien – Musée national des sciences et de la technologie	80a	Pour autoriser le virement de 323 620 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) à l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne).
Patrimoine canadien – Société de Centre national des Arts	55a	Pour autoriser le virement de 600 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) à l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) et de 1 518 323 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) à l'appui de l'élaboration du festival Scène Québec, pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle), et en appui aux prix du Gouverneur général pour les arts de la scène.
Patrimoine canadien – Société Radio-Canada	20a	Pour autoriser le virement de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) à l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne).
	30a	Pour autoriser le virement de 33 730 000 \$ du crédit 20 (Patrimoine canadien) pour des projets d'immobilisation liés aux services de radio et de télévision de langues française et anglaise.
Patrimoine canadien – Téléfilm Canada	120a	Pour autoriser le virement de 550 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social)	10a	Pour autoriser le virement de 3 574 160 \$ du crédit 15 (Ressources humaines et Développement des compétences) relativement à l'approbation du Parlement accordant le statut de crédits législatifs aux programmes de développement de la petite enfance et de garde d'enfants et de 2 324 800 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) pour la formation d'employés afin qu'ils atteignent des normes élevées en matière de prestation de services aux Canadiens (2 393 900 \$) moins les fonds pour l'administration des programmes d'aide aux victimes de violence (68 000 \$).
Ressources humaines et Développement des compétences – Société canadienne d'hypothèques et de logement	27a	Pour augmenter de 50 000 000 000 \$ (de 300 000 000 000 \$ à 350 000 000 000 \$) le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.
Sécurité publique et Protection civile – Gendarmerie royale du Canada	61a	Pour autoriser le virement de 38 052 750 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile) pour la responsabilité du Centre canadien des armes à feu comme suite à la restructuration du gouvernement.
	62a	Pour autoriser le virement de 10 990 500 \$ du crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile) pour la responsabilité du Centre canadien des armes à feu comme suite à la restructuration du gouvernement.
	70a	Pour autoriser le virement de 10 500 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) pour la responsabilité du Centre canadien des armes à feu comme suite à la restructuration du gouvernement.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux <u>Centres d'affaires canadiens</u> et aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur <u>les foires et les missions commerciales</u> et d'autres services de <u>développement du commerce international</u> ; des <u>services de développement des investissements</u> ; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 115 659 250 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 616 363 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international), de 3 302 222 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 506 970 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 466 800 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 270 600 \$ du crédit 1 (Justice) et de 187 952 \$ du crédit 1 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 025 854 000	120 590 157	130 288 660	1 276 732 817

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 361 000 \$ du crédit 15 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 097 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international), de 2 538 600 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 540 200 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 460 700 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 205 400 \$ du crédit 1 (Finances) et de 11 600 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	115 719 000	3 214 500	23 264 000	142 197 500
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et qui peuvent également dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités anti-terroristes du Canada, consister en des versements en espèces ou en des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; <u>et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme de la sécurité humaine et du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix, consister en des versements en espèces ou en des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de la paix globale et l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes</u> et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2005 à <u>718 744 000 \$</u> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 220 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 8 182 500 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international), de 477 000 \$ du crédit 10 (Environnement) et de 100 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	718 744 000	12 979 500	16 045 139	747 768 639

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
12a Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , faire grâce de certaines dettes et obligations payables à Sa Majesté du chef du Canada totalisant 110 100 000 \$US (soit l'équivalent à 122 201 000 \$CAN au taux de change de 1,11 \$CAN au dollar américain) et qui représentent des réductions sur le résidu du principal respectif que lui doivent les pays débiteurs suivants :				
République du Cameroun	2 981 000 \$			
République démocratique du Congo	1 559 000 \$			
République de Madagascar	29 408 000 \$			
République du Rwanda	4 072 000 \$			
République-Unie de Tanzanie	58 603 000 \$			
République de Zambie	25 578 000 \$ ....	.....	122 201 000	122 201 000
(L) Ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Traitement et allocation pour automobile .	72 922	.....	.....	72 922
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	250 000	.....	.....	250 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	80 493 000	18 585 000	.....	99 078 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports.....	.....	.....	.....	.....
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays .....	.....	18 300 000	.....	18 300 000
(L) Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile .....	.....	72 922	.....	72 922
Total des dépenses budgétaires.....	1 941 132 922	173 742 079	291 798 799	2 406 673 800
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays .....	.....	209 000 000	.....	209 000 000
Total des dépenses non budgétaires.....	.....	209 000 000	.....	209 000 000
Total du Ministère.....	1 941 132 922	382 742 079	291 798 799	2 615 673 800

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Ministère				
15a Dépenses de fonctionnement	156 027 000	(117 020 250)	.....	39 006 750
20a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10 910 000	(8 182 500)	.....	2 727 500
(L) Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile	72 922	(72 922)	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 585 000	(18 585 000)	.....	.....
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33).....	18 300 000	(18 300 000)	.....	.....
Total des dépenses budgétaires.....	203 894 922	(162 160 672)	.....	41 734 250
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33) (non budgétaire).....	209 000 000	(209 000 000)	.....	.....
Total des dépenses non budgétaires.....	209 000 000	(209 000 000)	.....	.....
Total de l'organisme	412 894 922	(371 160 672)	.....	41 734 250
Corporation commerciale canadienne				
25 Dépenses du Programme.....	15 969 000	.....	.....	15 969 000
Total de l'organisme	15 969 000	.....	.....	15 969 000
Agence canadienne de développement international				
30a Dépenses de fonctionnement	210 666 000	.....	3 810 565	214 476 565
35a Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 594 558 \$ du crédit 5 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 421 158 000	(37 906 805)	89 489 556	2 472 740 751
(L) Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	279 962 000	.....	.....	279 962 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23 728 000	.....	.....	23 728 000
Total des dépenses budgétaires.....	2 935 586 922	(37 906 805)	93 300 121	2 990 980 238

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0040, la responsabilité du ministère du Commerce international a été transférée à Affaires étrangères et Commerce international (371 160 672 \$).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Agence canadienne de développement international				
L40a Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 189 921 644 \$ (215 032 000 \$ - 25 110 356 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	1	.....	1	2
L45 Paiement de billets aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital.....	3 269 586	.....	.....	3 269 586
L50a Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i>	36 000 000	.....	19 000 000	55 000 000
(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital.....	.....	.....	.....	.....
Total des dépenses non budgétaires.....	39 269 587	.....	19 000 001	58 269 588
Total de l'organisme	2 974 856 509	(37 906 805)	112 300 122	3 049 249 826
Centre de recherches pour le développement international				
55a Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 101 458 \$ du crédit 15 (Santé) et de 2 623 541 \$ du crédit 20 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	133 092 000	2 724 999	1	135 817 000
Total de l'organisme	133 092 000	2 724 999	1	135 817 000
Commission mixte internationale				
60a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	5 282 000	200 000	236 619	5 718 619
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	528 000	.....	.....	528 000
Total de l'organisme	5 810 000	200 000	236 619	6 246 619
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
65 Dépenses du Programme.....	2 789 000	.....	.....	2 789 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	202 000	.....	.....	202 000
Total de l'organisme	2 991 000	.....	.....	2 991 000
Total du portefeuille.....	5 486 746 353	(23 400 399)	404 335 541	5 867 681 495

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international
(Affaires étrangères) demande des fonds pour
les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 12	Total
Fonds pour fournir une aide à plusieurs pays pauvres très endettés en leur faisant grâce de certaines dettes souveraines (principal et intérêts) payables à la Couronne.....	.....	.....	.....	122 201	122 201
Fonds pour les coûts de l'évacuation de citoyens canadiens du Liban*	63 083	.....	.....	.....	63 083
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>).....	59 181	.....	.....	.....	59 181
Rétablissement de fonds de fonctionnement qui étaient inscrits de façon fautive à titre de crédit législatif (contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	21 869	.....	.....	.....	21 869
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers.....	.....	13 524	.....	.....	13 524
Fonds destinés à des initiatives liées à la destruction, à l'élimination ou à la sécurisation d'armes de destruction massive dans les pays de l'ancienne Union soviétique (Programme de partenariat mondial du Canada) .....	.....	.....	12 564	.....	12 564
Fonds pour la construction d'une nouvelle chancellerie et de logements du personnel à Moscou.....	.....	5 000	.....	.....	5 000
Fonds pour l'entretien de routine du système de communication protégé.....	.....	4 740	.....	.....	4 740
Fonds pour des programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental (<i>poste horizontale</i>).....	2 461	.....	800	.....	3 261
Fonds pour le coût des mesures canadiennes d'aide aux sinistrés mises en place aux États-Unis à la suite de l'ouragan Katrina (<i>poste horizontale</i>).....	.....	.....	2 350	.....	2 350
Fonds à l'appui d'ententes de collaboration en matière de science et de technologie avec l'Inde et la Chine dans le cadre du Programme de partenariats internationaux en science et technologie.....	.....	.....	2 250	.....	2 250
Ressources supplémentaires en raison d'une nouvelle répartition des responsabilités régionales du Ministère.....	275	.....	.....	.....	275
Fonds pour une subvention à l'Université Dalhousie en la mémoire du défunt Dr Glyn Berry .....	.....	.....	150	.....	150
Fonds pour fournir une subvention au Fonds de contribution au soutien des peuples autochtones des Nations Unies .....	.....	.....	30	.....	30
Montant brut des crédits à adopter	146 869	23 264	18 144	122 201	310 478

* Un montant de 29 000 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Fonds disponibles	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 12	Total
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	7 520	.....	.....	.....	7 520
Moins : Restriction des dépenses en 2006.....	9 060	.....	1 919	.....	10 979
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	180	.....	180
Total des fonds disponibles	16 580	.....	2 099	.....	18 679
Total des crédits à adopter	130 289	23 264	16 045	122 201	291 799
Transferts					
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Pour la responsabilité à l'égard du ministère du Commerce international comme suite à la restructuration du gouvernement?.....	115 659	1 361	8 183	.....	125 203
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour fournir un soutien au personnel du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration dans les missions à l'étranger.....	3 302	2 538	.....	.....	5 840
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour fournir un soutien au personnel de l'Agence canadienne de développement international travaillant dans des missions à l'étranger.....	1 403	1 097	.....	.....	2 500
Transfert de la Défense nationale – Pour fournir un soutien au personnel de la Défense nationale travaillant dans des missions à l'étranger.....	467	540	.....	.....	1 007
Transfert de l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour fournir un soutien au personnel de l'Agence canadienne d'inspection des aliments travaillant dans des missions à l'étranger.....	507	461	.....	.....	968
Transfert d'Environnement Canada – Pour financer partiellement une contribution versée au budget de base de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.....	.....	.....	477	.....	477
Transfert de Finances – Pour fournir un soutien au personnel du ministère des Finances dans les missions à l'étranger.....	188	205	.....	.....	393
Transfert de Justice – Pour fournir un soutien au personnel du ministère de la Justice dans les missions à l'étranger.....	270	12	.....	.....	282
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour des services de police participant à des opérations internationales de maintien et de soutien de la paix dans des pays aux prises avec des conflits ou menacés de conflits ainsi que dans des États fragiles et en déroute (<i>poste horizontal</i>).....	214	.....	.....	.....	214
Transfert de Patrimoine canadien – Pour une subvention à l'appui du Centre international du film pour l'enfance et la jeunesse.....	.....	.....	100	.....	100

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 12	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour accroître la subvention destinée au Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes afin d'appuyer des initiatives de prestation d'aide et d'expertise canadiennes en matière de renforcement des capacités antiterroristes à des États étrangers.....	(450)	.....	450	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réaffecter les ressources réduites imposées par le Comité d'examen des dépenses en matière d'économies – Approvisionnement	3 000	(3 000)	.....	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réaligner les ressources internes destinées à des initiatives liées à la destruction, à l'élimination ou à la sécurisation d'armes de destruction massive dans les pays de l'ancienne Union soviétique (Programme de partenariat mondial du Canada)	(3 770)	.....	3 770	.....	.....
Transfert à la Commission mixte internationale – Pour entreprendre le Plan d'étude sur les Grands Lacs supérieurs visant à examiner la régulation des débits sortants du lac Supérieur....	(200)	.....	.....	.....	(200)
Total des transferts	120 590	3 214	12 980	.....	136 784
Transferts de crédits législatifs					
Pour la responsabilité à l'égard du ministère du Commerce international comme suite à la restructuration du gouvernement					245 958
Total des transferts votés et législatifs					382 742
Présent budget supplémentaire des dépenses	250 879	26 478	29 025	122 201	674 541

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 180 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution de 150 000 \$ des besoins en contributions dans le cadre du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales et de 30 000 \$ pour une contribution au Fonds de contribution au soutien des peuples autochtones des Nations Unies qui sera plutôt inscrit à titre de subvention.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Développement du commerce international</i>		
Subventions dans le cadre du Programme de développement des marchés d'exportation.....	2 000 000	.....
<i>Sécurité internationale</i>		
Subvention à l'Université Dalhousie en mémoire de Dr Glyn Berry, 2006-2007.....	150 000	.....
Subventions pour Le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes.....	450 000	.....
	600 000	.....
<i>Enjeux mondiaux</i>		
Subvention au Fonds de contribution au soutien des peuples autochtones des Nations Unies	30 000	.....
Subvention à titre de remboursement au Québec pour les coûts liés aux mesures canadiennes d'aide à la suite de l'ouragan Katrina.....	1 766 203	.....
Subvention à titre de remboursement à la Colombie-Britannique pour les coûts liés aux mesures canadiennes d'aide à la suite de l'ouragan Katrina.....	464 781	.....
Subvention à titre de remboursement à la Croix-Rouge canadienne pour les coûts liés aux mesures canadiennes d'aide à la suite de l'ouragan Katrina.....	119 155	.....
	2 380 139	.....
<i>Politique stratégique et diplomatie ouverte</i>		
Subventions dans le domaine des relations culturelles.....	100 000	.....
Montant total brut des subventions	5 080 139	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Développement du commerce international</i>		
Programme de science et technologie Horizon le monde.....	390 000	.....
Contributions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation.....	3 020 000	.....
	3 410 000	.....
<i>Promotion de l'investissement étranger direct et coopération en science et technologie</i>		
Programme de partenariats internationaux en science et technologie.....	4 022 500	.....
Programme d'appui à l'investissement dans les communautés.....	1 000 000	.....
	5 022 500	.....
<i>Sécurité internationale</i>		
Contributions dans le cadre du programme Partenariat mondial du G8 pour la destruction, la liquidation ou la sécurisation d'armes et de matériel de destruction massive dans la Fédération de la Russie et dans les autres pays de l'ancienne Union soviétique dans les secteurs d'activité suivants :		
La sécurité radiologique et nucléaire.....	770 000	.....
Le démantèlement des sous-marins nucléaires.....	4 564 000	.....
La destruction des armes chimiques.....	11 000 000	.....
	16 334 000	.....
<i>Enjeux mondiaux</i>		
Accords environnementaux internationaux.....	477 000	.....
Contributions au Bureau canadien du mécanisme pour un développement propre et de l'application conjointe.....	800 000	.....
	1 277 000	.....
Montant total brut des contributions	26 043 500	.....
Montant total brut des paiements de transfert	31 123 639	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit.....</i>	2 099 000	.....
Montant net des paiements de transfert	29 024 639	.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) –
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – *Aucuns
funds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	Crédit 15	Crédit 20	Total
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour la responsabilité du ministère du Commerce international comme suite à la restructuration du gouvernement.....	(117 020)	(8 183)	(125 203)
Transferts de crédits législatifs			
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour la responsabilité du ministère du Commerce international comme suite à la restructuration du gouvernement.....			(245 958)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(117 020)	(8 183)	(371 161)

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30	Crédit 35	Crédit L40	Crédit L50	Total
Aide supplémentaire au développement pour l'Afghanistan à l'appui des programmes nouveaux et courants, tels que le Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan qui a pour objet de coordonner l'aide financière des pays donateurs .....	.....	55 000	.....	.....	55 000
Subventions additionnelles telles qu'inscrites aux organisations internationales.....	.....	50 000	.....	.....	50 000
Diminution du plafond de l'émission et des paiements aux comptes du fonds d'institutions financières internationales .....	.....	25 110	.....	.....	25 110
Fonds pour des contributions au Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique afin de verser un montant équivalent aux investissements du secteur privé.....	.....	.....	.....	19 000	19 000
Fonds pour des programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental (<i>poste horizontal</i>).....	568	9 379	.....	.....	9 947
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	5 428	.....	.....	.....	5 428
Montant brut des crédits à adopter	5 996	139 489	.....	19 000	164 485
Fonds disponibles					
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	1 460	.....	.....	.....	1 460
Moins : Restriction des dépenses en 2006	725	.....	.....	.....	725
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	50 000	.....	.....	50 000
Total des fonds disponibles	2 185	50 000	.....	.....	52 185
Total des crédits à adopter	3 811	89 489	.....	19 000	112 300

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 30	Crédit 35	Crédit L40	Crédit L50	Total
Transfert de Finances – Pour une contribution au Fonds multilatéral d’investissement de la Banque interaméricaine de développement	5 595	.....	.....	5 595
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel de l’Agence canadienne de développement international travaillant dans des missions à l’étranger.....	(2 500)	.....	.....	(2 500)
Transfert à Industrie – Pour appuyer l’initiative Cyberjeunes qui permet aux jeunes d’effectuer des stages à titre bénévole dans les domaines des technologies dans des pays en développement	(4 565)	.....	.....	(4 565)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international (214 \$) et à la Gendarmerie royale du Canada (36 223 \$) – Pour des services de police participant à des opérations internationales de maintien et de soutien de la paix dans des pays aux prises avec des conflits ou menacés de conflits ainsi que dans des États fragiles et en déroute (<i>poste horizontal</i>)	(36 437)	.....	.....	(36 437)
Total des transferts	(37 907)	.....	.....	(37 907)
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 811	51 582	.....	19 000	74 393

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 35 : Des fonds autorisés totalisant 50 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d’une diminution des besoins en subventions pour l’aide internationale résultant du paiement de subvention au *Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme* à titre de crédit législatif plutôt que provenant du crédit 35.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Agence canadienne de développement international

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Programmes multilatéraux</i>		
Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels.....	50 000 000	.....
Montant total brut des subventions	50 000 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Programmes géographiques</i>		
Aide au développement, y compris les paiements pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernement des autres pays donateurs et des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement.....	64 379 200	.....
<i>Partenariat canadien</i>		
Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement.....	25 110 356	.....
Montant total brut des contributions	89 489 556	.....
Montant total brut des paiements de transfert	139 489 556	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>50 000 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>37 906 805</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	51 582 751	.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Centre de recherches pour le développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre de recherches pour le développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	<u>Crédit 55</u>
Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada – Pour soutenir le Programme de partenariat Teasdale-Corti/Initiative de recherche en santé mondiale afin de favoriser la création de partenariats internationaux à l'appui de la recherche et des interventions en santé.....	2 725

Commission mixte internationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission mixte internationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	<u>Crédit 60</u>
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	257
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	20
Total des crédits à adopter	<u>237</u>
Transferts	
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour entreprendre le Plan d'étude sur les Grands Lacs supérieurs visant à examiner la régulation des débits sortants du lac Supérieur.....	200
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>437</u>

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 043 000 \$ du crédit 45 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 1 400 000 \$ du crédit 1 (Conseil privé) et de 234 547 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	609 420 000	6 677 547	47 725 547	663 823 094
5	Dépenses en capital.....	28 708 000	.....	.....	28 708 000
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 283 729 \$ du crédit 5 (Santé) et de 200 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	5 252 780 900	(876 271)	120 592 591	5 372 497 220
15a	Paiements à la Société canadienne des postes	27 600 000	.....	13 300 000	40 900 000
20a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement	7 182 000	.....	247 900	7 429 900
25	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions.....	31 029 000	.....	.....	31 029 000
(L)	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile.....	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington.....	15 000	.....	.....	15 000
(L)	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L)	Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités.....	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L)	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	137 636 000	.....	.....	137 636 000
(L)	Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	35 974 000	.....	.....	35 974 000
(L)	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources.....	1 472 000	.....	.....	1 472 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54 411 000	.....	.....	54 411 000
	Total des dépenses budgétaires.....	6 189 700 822	5 801 276	181 866 038	6 377 368 136
L30a	Prêts à des revendicateurs autochtones.....	31 103 000	.....	8 500 000	39 603 000
L35	Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer aux processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	49 740 000	.....	.....	49 740 000
	Total des dépenses non budgétaires.....	80 843 000	.....	8 500 000	89 343 000
	Total du Ministère.....	6 270 543 822	5 801 276	190 366 038	6 466 711 136

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0119, la responsabilité du Secrétariat des affaires autochtones a été transférée du Bureau du Conseil privé à Affaires indiennes et du Nord canadien (1 400 000 \$).

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Commission canadienne des affaires polaires				
40a Dépenses du Programme.....	905 000	.....	44 250	949 250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 000	.....	.....	71 000
Total de l'organisme	976 000	.....	44 250	1 020 250
Commission des revendications particulières des Indiens				
45a Dépenses du Programme.....	5 043 000	(5 043 000)	6 135 750	6 135 750
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	529 000	.....	.....	529 000
Total de l'organisme	5 572 000	(5 043 000)	6 135 750	6 664 750
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones				
<u>52a</u> Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 147 153 750 \$ du crédit 85 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	147 153 750	45 604 750	192 758 500
<u>54a</u> Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 500 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> .....	.....	4 500 000	1	4 500 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	.....	6 406 000	.....	6 406 000
Total de l'organisme .....	.....	158 059 750	45 604 751	203 664 501
Total du portefeuille.....	6 277 091 822	158 818 026	242 150 789	6 678 060 637

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0399, la responsabilité à l'égard du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été transférée du ministre du Patrimoine canadien au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (158 059 750 \$).

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour répondre aux demandes hors du commun et aux coûts connexes d'évacuation en cas de feu et d'inondation et pour faire face aux coûts élevés du carburant dans les communautés des Premières nations qui utilisent des centrales au diesel	1 745	65 766	.....	67 511
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	28 360	.....	.....	28 360
Fonds pour mettre en œuvre un plan d'action qui assurera l'accès à de l'eau potable salubre aux Premières nations	5 645	17 000	.....	22 645
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	11 188	8 536	.....	19 724
Fonds pour compenser l'accroissement des coûts liés au Programme d'approvisionnement alimentaire par la poste du Service aérien omnibus.....	.....	.....	13 300	13 300
Fonds pour les consultations et l'élaboration des politiques sur les enjeux juridiques concernant les biens immobiliers matrimoniaux dans les réserves en cas de rupture de mariage.....	2 020	6 380	.....	8 400
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle dans l'Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>).....	3 253	4 000	.....	7 253
Fonds pour la prestation de programmes et de services fédéraux, y compris dans le domaine de la santé, à la nation crie O-Pipon-Na-Piwin (<i>poste horizontal</i>).....	77	6 056	.....	6 133
Fonds consacré au fonctionnement et à l'entretien de refuges pour les victimes de violence familiale et à des programmes communautaires de prévention, afin de réduire l'incidence des cas de violence familiale au sein des communautés des Premières nations	225	5 775	.....	6 000
Fonds pour la construction de nouvelles écoles sur des réserves à Terre-Neuve-et-Labrador, en Nouvelle-Écosse et en Alberta .....	.....	3 800	.....	3 800
Fonds à l'appui du processus de négociation des revendications et de la mise en œuvre en cours de l'Entente sur les mesures provisoires des Premières nations Deh Cho.....	2 121	1 533	.....	3 654
Fonds pour la participation de l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie aux audiences de la Commission d'examen conjoint concernant le projet gazier Mackenzie.....	.....	3 046	.....	3 046
Fonds pour rencontrer les obligations fédérales relatives aux droits des Autochtones découlant de traités non réglés, afin de soutenir deux organisations autochtones dans le cadre de leurs négociations .....	.....	2 000	.....	2 000
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>)..	.....	1 260	.....	1 260
Ressources supplémentaires en raison d'une nouvelle répartition des responsabilités régionales du Ministère.....	150	.....	.....	150
Fonds pour accroître la subvention à la bande indienne de Sechelt en vertu de la <i>Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne de Sechelt*</i>	77	.....	77
Fonds pour des programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental (<i>poste horizontal</i>).....	73	.....	.....	73
Fonds pour soutenir la gestion des organismes représentant les Indiens inscrits .....	.....	36	.....	36
Fonds pour le perfectionnement des connaissances scientifiques sur le Nord – Prix de la recherche scientifique sur le Nord.....	.....	6	.....	6
Montant brut des crédits à adopter	54 857	125 271	13 300	193 428

* Un montant de 361 202 \$ provenant du crédit pour Éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour Éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Fonds disponibles	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 15	Total
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 –				
Approvisionnement.....	4 720	.....	.....	4 720
Moins : Restriction des dépenses en 2006.....	2 412	.....	.....	2 412
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	4 679	.....	4 679
Total des fonds disponibles	7 132	4 679	.....	11 811
Total des crédits à adopter	47 725	120 592	13 300	181 617
Transferts				
Transfert de la Commission des revendications particulières des Indiens – Pour rembourser les fonds avancés à la Commission pour les coûts de fonctionnement.....	5 043	.....	.....	5 043
Transfert du Conseil Privé – Pour le Secrétariat des affaires autochtones, comme suite à la restructuration du gouvernement...	1 400	.....	.....	1 400
Transfert de Santé – Pour une subvention à la bande indienne de Sechelt en vertu de la <i>Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne de Sechelt*</i>	284	.....	284
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	235	.....	.....	235
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	200	.....	200
Transfert de Pêches et Océans – Pour l'aménagement portuaire à Conne River, Terre-Neuve-et-Labrador.....	.....	(1 360)	.....	(1 360)
Total des transferts	6 678	(876)	.....	5 802
Présent budget supplémentaire des dépenses	54 403	119 716	13 300	.....
Crédits à adopter				
		Crédit 20	Crédit L30	Total
Prêts à des groupes revendicateurs autochtones pour la poursuite des négociations – Inuits de Nunavik, Cris du Québec, Algonquins de l'Est ontarien, Métis des Territoires du Nord-Ouest et Deh Cho.....		.....	8 500	8 500
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....		248	.....	248
Présent budget supplémentaire des dépenses		248	8 500	196 167

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant de 4 678 973 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution dans les programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental; d'une réduction des besoins en contribution pour la mise en œuvre de l'autonomie gouvernementale afin d'augmenter la subvention à la bande indienne de Sechelt pour compenser l'accroissement du niveau des prix et de la population; d'une réduction des besoins en contribution aux fins des consultations et de l'élaboration des politiques visant à accroître la subvention pour soutenir la gestion des organismes représentant les Indiens inscrits; d'une redistribution des ressources pour augmenter la subvention accordée pour le perfectionnement des connaissances scientifiques sur le Nord afin de concurrencer les autres prix nationaux et internationaux.

* Un montant de 361 202 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Gouvernance et institutions gouvernementales</i>		
Subventions à la bande indienne Sechelt en vertu de la <i>Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelt</i>	361 202	.....
<i>Relations de coopération</i>		
Subventions à des organismes représentant les Indiens inscrits pour appuyer leur administration.....	36 000	.....
<i>Terres et ressources du Nord</i>		
Subvention pour le perfectionnement des connaissances scientifiques sur le Nord.....	5 500	.....
Montant total brut des subventions	402 702	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Gouvernance et institutions gouvernementales</i>		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du soutien aux administrations indiennes	417 000	.....
Contributions pour appuyer le processus de négociation visant les revendications globales, particulières et spéciales ainsi que les initiatives d'autonomie gouvernementale.....	1 533 395	.....
	1 950 395	.....
<i>Relations de coopération</i>		
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques.....	6 380 000	.....
Contributions pour la promotion du développement politique, social et scientifique dans les trois territoires du Canada.....	200 000	.....
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales	3 046 416	.....
	9 626 416	.....
<i>Éducation</i>		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine de l'éducation	3 700 000	.....
<i>Développement social</i>		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement social.....	6 516 000	.....
<i>Communautés nordiques saines</i>		
Contribution pour la promotion du développement politique, social et scientifique dans les trois territoires du Canada.....	4 000 000	.....
<i>Administration fédérale responsable</i>		
Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés	8 535 928	.....
Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions ...	10 000	.....
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	65 766 000	.....
	74 311 928	.....
<i>Accès aux capitaux et développement économique</i>		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement économique	640 000	.....
<i>Infrastructure communautaire</i>		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien	23 247 852	.....
Montant total brut des contributions	123 992 591	.....
Montant total brut des paiements de transfert	124 395 293	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	4 678 973	.....
Montant net des paiements de transfert	119 716 320	.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Commission canadienne des affaires polaires

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des affaires polaires demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	44

Commission des revendications particulières des Indiens

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des revendications particulières des Indiens demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 45
Fonds afin de poursuivre les activités de la Commission des revendications particulières des Indiens	6 136
Transferts	
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour rembourser les fonds avancés à la Commission pour les coûts de fonctionnement	(5 043)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 093

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	<u>Crédit 52</u>	<u>Crédit 54</u>	<u>Total</u>
Fonds supplémentaires pour le règlement des demandes de réparation concernant les pensionnats autochtones	40 000	.....	40 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	5 605	.....	5 605
Total des crédits à adopter	45 605	.....	45 605
Transferts			
Transfert du Patrimoine canadien – Pour la responsabilité à l’égard du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones en raison de la restructuration du gouvernement	147 154	4 500	151 654
Transferts de crédits législatifs			
Transfert du Patrimoine canadien – Pour la responsabilité à l’égard du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones en raison de la restructuration du gouvernement			6 406
Total des transferts votés et législatifs			158 060
Présent budget supplémentaire des dépenses	192 759	4 500	203 665

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
<i>Règlement des réclamations</i>		
Contributions au titre de règlement des différends en groupe, des consultations et de l’élaboration des politiques, et de commémoration	4 500 000	.....

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement	44 693 000	.....	721 000	45 414 000
5a Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	331 165 000	(4 697 000)	34 255 000	360 723 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 737 000	.....	.....	5 737 000
Total du portefeuille.....	381 595 000	(4 697 000)	34 976 000	411 874 000

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds consacrés à des projets visant à améliorer la qualité de l'eau et le transport local ou à produire des retombées économiques régionales .....	.....	35 000	35 000
Fonds visant à appuyer l'organisation de la commémoration du 400 ^e anniversaire de Québec en 2008 (<i>poste horizontal</i>).....	.....	2 875	2 875
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 706	.....	1 706
Fonds supplémentaires à l'appui du développement économique communautaire dans les régions rurales et urbaines défavorisées (Programme de développement des collectivités).....	.....	1 632	1 632
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	30	.....	30
Montant brut des crédits à adopter	1 736	39 507	41 243
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	290	.....	290
Moins : Restriction des dépenses en 2006	725	5 252	5 977
Total des fonds disponibles	1 015	5 252	6 267
Total des crédits à adopter	721	34 255	34 976
Transferts			
Transfert à Industrie – Pour soutenir un projet pilote visant la mise en place d'un réseau à très large bande dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue au Québec ....	.....	(450)	(450)
Transfert à Industrie – Pour appuyer le Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement.....	.....	(677)	(677)
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – Pour l'achat de l'équipement de recherche et développement et l'aménagement d'un centre de transfert des technologies (Centre des technologies de fabrication en aérospatiale) .....	.....	(1 000)	(1 000)
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – Pour appuyer le Programme d'aide à la recherche industrielle en vue d'accroître les capacités d'innovation des petites et moyennes entreprises.....	.....	(2 570)	(2 570)
Total des transferts	.....	(4 697)	(4 697)
Présent budget supplémentaire des dépenses	721	29 558	30 279

**AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES
RÉGIONS DU QUÉBEC**

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Amélioration de l'environnement économique des régions</i>		
Subvention à l'Administration portuaire de Québec afin de commémorer le 400 ^e anniversaire de la ville de Québec en 2008.....	1 875 000	.....
Montant total brut des subventions	1 875 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Amélioration de l'environnement économique des régions</i>		
Contributions au Programme de développement des collectivités.....	1 632 000	.....
Contributions au Programme Initiatives régionales stratégiques.....	1 000 000	.....
	2 632 000	.....
<i>Amélioration des infrastructures collectives</i>		
Contributions à la province de Québec en vertu du Programme Infrastructures Canada.....	35 000 000	.....
Montant total brut des contributions	37 632 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	39 507 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	5 252 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	4 697 000	.....
Montant net des paiements de transfert	29 558 000	.....

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 402 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) et de 103 650 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	82 785 000	505 650	2 545 550	85 836 200
5a	Contributions	290 391 000	.....	6 949 000	297 340 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 572 000	.....	.....	8 572 000
	Total du Ministère.....	381 748 000	505 650	9 494 550	391 748 200
Société d'expansion du Cap-Breton					
10a	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton	8 650 000	.....	5 000	8 655 000
	Total de l'organisme	8 650 000	.....	5 000	8 655 000
	Total du portefeuille.....	390 398 000	505 650	9 499 550	400 403 200

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour des projets visant à améliorer la qualité de l'environnement et à contribuer à la réalisation des objectifs nationaux relatifs à la propreté de l'air et de l'eau (Programme Infrastructures Canada) .....	.....	6 949	6 949
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	3 940	.....	3 940
Montant brut des crédits à adopter	3 940	6 949	10 889
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.	670	.....	670
Moins : Restriction des dépenses en 2006	725	.....	725
Total des fonds disponibles	1 395	.....	1 395
Total des crédits à adopter	2 545	6 949	9 494
Transferts			
Transfert du Conseil du Trésor – Pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils régionaux fédéraux	402	.....	402
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>)	104	.....	104
Total des transferts	506	.....	506
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 051	6 949	10 000
Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif	
Contributions			
<i>Programme d'infrastructure</i>			
Contributions aux provinces de l'Atlantique en vertu du Programme Infrastructures Canada	6 949 000	.....

Société d'expansion du Cap-Breton

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société d'expansion du Cap-Breton demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	5

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 166 000 \$ du crédit 10 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	2 652 329 612	17 410 000	66 943 698	2 736 683 310
(L) Ministre du Revenu national et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Traitement et allocation pour automobile.....	72 922	.....	.....	72 922
(L) Dépense des revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	96 089 000	.....	.....	96 089 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	393 484 000	.....	.....	393 484 000
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	187 000 000	.....	.....	187 000 000
(L) Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>.....	.....	.....	18 503 000	18 503 000
Total du portefeuille.....	3 328 975 534	17 410 000	85 446 698	3 431 832 232

Nota :

En vertu du décret C.P. 2005-1355, la responsabilité des Services de recouvrement national et de Conseils juridiques et litiges-recouvrements a été transférée du ministère du Développement des ressources humaines (Ressources humaines et Développement des compétences [Développement social]) à l'Agence des douanes et du revenu du Canada (Agence du revenu du Canada) (18 166 000 \$).

En vertu du décret C.P. 2006-0069, la responsabilité de la Monnaie royale canadienne et de la Société canadienne des postes a été transférée de l'Agence du revenu du Canada au ministère des Transports (756 000 \$).

Le budget des dépenses précédent de l'Agence du revenu du Canada comprend un montant de 83 399 323 \$ au crédit 1 et de 17 323 289 \$ au crédit 5, qui ont été votés en 2005-2006 et qui seront dépensés au crédit 1 en 2006-2007.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Législatif	Total
Fonds pour des mesures législatives, stratégiques et organisationnelles annoncées dans le Budget fédéral de 2005.....	26 206	.....	26 206
Fonds pour la redistribution des ressources entre les autres frais relatifs au fonctionnement et au personnel.....	23 175	.....	23 175
Fonds pour la gestion et le versement de la Prestation universelle pour la garde d'enfants destinée aux familles canadiennes ayant de jeunes enfants (<i>poste horizontal</i>).....	16 416	.....	16 416
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	3 150	.....	3 150
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	3 100	.....	3 100
Fonds pour les frais administratifs liés à des paiements uniques accordés pour les coûts de l'énergie aux personnes âgées à faible revenu et aux familles ayant des enfants (<i>poste horizontal</i>).....	1 025	.....	1 025
Fonds pour des mesures législatives, stratégiques et organisationnelles annoncées dans le Budget fédéral de 2004.....	1 000	.....	1 000
Fonds pour la mise en œuvre de la Politique sur la gestion de l'information gouvernementale et du projet pilote du Système national d'acheminement (un échange de donnée de l'état civil entre le gouvernement fédéral et les provinces)...	334	.....	334
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles).....	306	.....	306
Montant brut des crédits à adopter	74 712	.....	74 712
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	7 070	.....	7 070
Moins : Restriction des dépenses en 2006.....	698	.....	698
Total des fonds disponibles	7 768	.....	7 768
Total des crédits à adopter	66 944	.....	66 944
Crédits législatifs			
Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> en raison du transfert des Services de recouvrement national du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (Développement social).....	.....	18 503	18 503
Total des rajustements des crédits			85 447
Transferts			
Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social) – Pour les Services de recouvrement national et les conseils juridiques et litiges-recouvrements suite à la restructuration du gouvernement.....	18 166	.....	18 166
Transfert à Transports – Pour des ressources de fonctionnement supplémentaires liées au transfert des responsabilités ministérielles pour diverses sociétés d'État comme suite à la restructuration du gouvernement.....	(756)	.....	(756)
Total des transferts	17 410	.....	17 410
Présent budget supplémentaire des dépenses	84 354	18 503	102 857

Paiements de transfert (dollars)

Contributions	Crédit	Législatif
<i>Aide à la clientèle</i>		
Programme d'aide et de partenariat de la Direction des organismes de bienfaisance.....	1 000 000	.....

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 700 000 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	583 866 000	(8 800 000)	161 631 664	736 697 664
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	28 631 000	10 000 000	4 994 000	43 625 000
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	448 930 000	(1 300 000)	296 721 000	744 351 000
15a	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de <u>1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières et la somme de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié</u>	1	.....	1	2
20	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par la Société du crédit agricole pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse	1	.....	.....	1
(L)	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200 000	.....	.....	200 000
(L)	Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L)	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.....	570 020 000	.....	47 400 000	617 420 000

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Assurance-production.	406 970 000	.....	.....	406 970 000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	65 500 000	.....	.....	65 500 000
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Projets de politiques agricoles	4 180 000	.....	.....	4 180 000
(L) Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile.....	72 922	.....	.....	72 922
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	74 308 000	.....	.....	74 308 000
(L) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel .....	.....	.....	.....	.....
(L) Subventions et contributions à l'appui des modifications apportées à la méthode d'évaluation des stocks en vertu du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole .....	.....	.....	873 000 000	873 000 000
Total du Ministère.....	2 191 677 924	(100 000)	1 383 746 665	3 575 324 589
Commission canadienne du lait				
25 Dépenses du Programme.....	3 513 000	.....	.....	3 513 000
Total de l'organisme	3 513 000	.....	.....	3 513 000
Agence canadienne d'inspection des aliments				
30a Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 700 000 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) et de 500 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	482 401 000	1 232 330	76 370 633	560 003 963
35a Dépenses en capital.....	14 724 000	.....	13 420 346	28 144 346
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	1 500 000	.....	.....	1 500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72 904 000	.....	.....	72 904 000
Total de l'organisme	571 529 000	1 232 330	89 790 979	662 552 309
Commission canadienne des grains				
40a Dépenses du Programme.....	24 666 000	.....	251 700	24 917 700
(L) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	(127 000)	.....	.....	(127 000)
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 683 000	.....	.....	10 683 000
Total de l'organisme	35 222 000	.....	251 700	35 473 700
Total du portefeuille.....	2 801 941 924	1 132 330	1 473 789 344	4 276 863 598

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour le Programme canadien d'options pour les familles agricoles ⁽¹⁾	20 985	.....	219 000	.....	239 985
Fonds pour soutenir la mise en œuvre du Cadre stratégique pour l'agriculture.....	55 965	.....	44 351	.....	100 316
Fonds à l'appui du Programme de cultures de couverture établi en réponse aux dommages causés par les inondations en 2005 et 2006 ⁽²⁾	3 754	.....	45 800	.....	49 554
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	28 917	.....	.....	.....	28 917
Fonds à l'appui des modifications apportées à la méthode d'évaluation des stocks en vertu du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.....	20 427	4 330	.....	.....	24 757
Fonds à l'appui d'une aide financière directe aux producteurs de céréales et d'oléagineux en vertu du Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux	16 812	.....	.....	.....	16 812
Contributions pour soutenir le Programme de réserve pour pertes sur prêts relatifs à l'abattage des ruminants .....	.....	.....	14 950	.....	14 950
Fonds à l'appui d'organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans le cadre de l'Initiative des marchés de biocarburants pour les producteurs	300	.....	9 700	.....	10 000
Fonds pour soutenir la mise en valeur et l'intégration de l'initiative de gestion des risques du Cadre stratégique pour l'agriculture...	4 995	.....	.....	.....	4 995
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	4 797	.....	.....	.....	4 797
Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.....	.....	.....	4 700	.....	4 700
Fonds pour des programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental (<i>poste horizontal</i>).....	2 080	.....	1 920	.....	4 000
Réinvestissement des revenus provenant des ventes et de la prestation de services relatifs à la recherche, aux installations et à l'équipement	2 779	.....	.....	.....	2 779
Fonds pour la protection offerte aux producteurs ayant une marge négative en vertu du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.....	2 253	.....	.....	.....	2 253

⁽¹⁾ Un montant de 190 000 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

⁽²⁾ Un montant de 37 279 700 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour soutenir la tenue de consultations auprès des représentants fédéraux, provinciaux et territoriaux et des intervenants concernant le nouveau programme de stabilisation du revenu et l'examen des problèmes auxquels fait face le secteur des grains et oléagineux.....	1 797	.....	.....	.....	1 797
Fonds à l'appui de la croissance des coopératives dans le cadre de l'Initiative de développement coopératif.....	.....	.....	1 000	.....	1 000
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers.....	.....	664	.....	.....	664
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	296	.....	.....	.....	296
Ressources supplémentaires en raison d'une nouvelle répartition des responsabilités régionales du Ministère.....	275	.....	.....	.....	275
Réduction du plafond des avances de fonds du Programme d'avances printanières actuel et établissement d'un plafond quant aux avances de fonds du Programme d'avances printanières bonifié.....	.....	.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	166 432	4 994	341 421	.....	512 847
Fonds disponibles					
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	4 300	.....	.....	.....	4 300
Moins : Restriction des dépenses en 2006.....	500	.....	5 000	.....	5 500
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	39 700	.....	39 700
Total des fonds disponibles	4 800	.....	44 700	.....	49 500
Total des crédits à adopter	161 632	4 994	296 721	.....	463 347
Crédits législatifs					
Subventions et contributions à l'appui des modifications apportées à la méthode d'évaluation des stocks en vertu du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.....					873 000
Contributions pour la protection offerte aux producteurs ayant une marge négative en vertu du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.....					47 400
Total des crédits législatifs					920 400
Total des rajustements des crédits					1 383 747

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	400	.....	400
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la gestion des risques agricoles (Programme d'avances printanières bonifiées).....	1 700	.....	(1 700)	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des questions relatives à la désuétude de l'infrastructure scientifique, notamment les édifices, les questions de santé et sécurité et les exigences environnementales.....	(10 000)	10 000	.....	.....	.....
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour la mise en œuvre d'un système national de traçabilité du bétail visant à déceler l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) afin de permettre au Canada d'avoir une meilleure position lors de négociations sur le marché international.....	(500)	.....	.....	.....	(500)
Total des transferts	(8 800)	10 000	(1 300)	.....	(100)
Présent budget supplémentaire des dépenses	152 832	14 994	295 421	.....	1 383 647

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 39 700 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de fonds restants dans les programmes de salubrité et de qualité des aliments liés au Cadre stratégique pour l'agriculture étant donné des délais relatifs à la mise en œuvre.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Gestion des risques de l'entreprise</i>		
(L) Paiements de subvention à l'Initiative de transition du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks .....	.....	481 000 000
Paiements de subvention pour le Programme de cultures de couverture.....	45 800 000	.....
	45 800 000	481 000 000
<i>Innovation et renouvelé</i>		
Paiements de subvention pour le Programme canadien d'options pour les familles agricoles	190 000 000	.....
Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	14 400 000	.....
	204 400 000	.....
Montant total brut des subventions	250 200 000	481 000 000
<u>Contributions</u>		
<i>Environnement</i>		
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Environnement ...	21 206 036	.....
Contribution pour soutenir les engagements envers la Stratégie intérimaire sur les programmes existants en matière de changement climatique	1 920 000	.....
	23 126 036	.....
<i>Salubrité et qualité des aliments (SQA)</i>		
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Salubrité et qualité des aliments	11 420 839	.....
<i>Gestion des risques de l'entreprise</i>		
(L) Paiements de contribution pour l'Initiative de transition du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks .....	.....	392 000 000
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole .....	.....	47 400 000
Contributions à l'appui de l'industrie canadienne du bovin de boucherie.....	14 950 000	.....
	14 950 000	439 400 000
<i>Innovation et renouvelé</i>		
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Science et innovation	9 329 895	.....
Paiements de contribution pour le Programme canadien d'options pour les familles agricoles.....	29 000 000	.....
	38 329 895	.....
<i>Secrétariat rural et Secrétariat aux coopératives</i>		
Contributions à l'appui du Canada rural et du développement dans le secteur des coopératives.....	2 948 413	.....
<i>Marchés et international</i>		
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – International.....	845 817	.....
Montant total brut des contributions	91 621 000	439 400 000
Montant total brut des paiements de transfert	341 821 000	920 400 000
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	44 700 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	1 700 000	.....
Montant net des paiements de transfert	295 421 000	920 400 000

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30	Crédit 35	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	54 576	8 350	62 926
Fonds consacrés à l'amélioration de la capacité à détecter une pandémie de grippe ou un épisode de grippe aviaire éventuels et à réagir en conséquence, notamment par la prise de mesures de protection civile, la recherche, la constitution de réserves d'antiviraux et la mise en place de technologies permettant la création rapide de vaccins (<i>poste horizontal</i>).....	23 715	5 070	28 785
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	2 000	.....	2 000
Montant brut des crédits à adopter	80 291	13 420	93 711
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	1 920	.....	1 920
Moins : Restriction des dépenses en 2006	2 000	.....	2 000
Total des fonds disponibles	3 920	.....	3 920
Total des crédits à adopter	76 371	13 420	89 791
Transferts			
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour effectuer un réalignement des fonds relatifs à la création de l'Agence des services frontaliers du Canada	1 700	.....	1 700
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour la mise en œuvre d'un système national de traçabilité du bétail visant à déceler l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) afin de permettre au Canada d'avoir une meilleure position lors de négociations sur le marché international.....	500	.....	500
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel de l'Agence canadienne d'inspection des aliments travaillant dans des missions à l'étranger.....	(968)	.....	(968)
Total des transferts	1 232	.....	1 232
Présent budget supplémentaire des dépenses	77 603	13 420	91 023

Commission canadienne des grains

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des grains demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	272
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	20
Présent budget supplémentaire des dépenses	252

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 705 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	856 769 000	1 705 000	4 035 592	862 509 592
5a Dépenses en capital.....	31 956 000	.....	1 000 000	32 956 000
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	2 264 415 000	.....	79 500 000	2 343 915 000
15a Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement.....	9 401 000	.....	432 594	9 833 594
(L) Ministre des Anciens combattants – Traitement et allocation pour automobile.....	72 922	.....	.....	72 922
(L) Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i>	2 000	.....	.....	2 000
(L) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays.....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants.....	175 000	.....	.....	175 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	39 950 000	.....	.....	39 950 000
Total du portefeuille.....	3 202 760 922	1 705 000	84 968 186	3 289 434 108

ANCIENS COMBATTANTS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens combattants demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Augmentation des subventions pour les pensions d'invalidité et de décès.....	.....	.....	79 500	.....	79 500
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	3 645	.....	.....	433	4 078
Païement ex gratia aux survivants ou aux enfants à charge de membres des Forces canadiennes décédés dans l'exercice de leurs fonctions entre le 13 mai 2005 et le 31 mars 2006.....	1 000	.....	.....	.....	1 000
Fonds pour la restauration des monuments européens canadiens de la Première Guerre mondiale.....	.....	1 000	.....	.....	1 000
Ressources supplémentaires en raison d'une nouvelle répartition des responsabilités régionales du Ministère.....	275	.....	.....	.....	275
Montant brut des crédits à adopter	4 920	1 000	79 500	433	85 853
Fonds disponibles					
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	160	.....	.....	.....	160
Moins : Restriction des dépenses en 2006.....	725	.....	.....	.....	725
Total des fonds disponibles	885	.....	.....	.....	885
Total des crédits à adopter	4 035	1 000	79 500	433	84 968
Transferts					
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>).....	1 705	.....	.....	.....	1 705
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 740	1 000	79 500	433	86 673

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Pensions, indemnités d'invalidité, allocations d'invalidité et de décès, et soutien financier</i>		
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, C.P. 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i> ; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i> ; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve.....	79 500 000	.....

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 400 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) et de 5 576 200 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	471 886 000	(637 221)	14 663 397	485 912 176
2a	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 3 164 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 986 871 \$ relativement à des prêts versés aux immigrants aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 41 349 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	41 349	945 522	986 871
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses	683 025 000	(87 439 000)	3 000 000	598 586 000
(L)	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43 114 000	.....	.....	43 114 000
	Total des dépenses budgétaires.....	1 198 097 922	(88 034 872)	18 608 919	1 128 671 969
(L)	Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	1	.....	.....	1
	Total des dépenses non budgétaires.....	1	.....	.....	1
	Total du Ministère.....	1 198 097 923	(88 034 872)	18 608 919	1 128 671 970
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada					
10a	Dépenses du Programme.....	103 259 000	.....	3 820 070	107 079 070
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 115 860	.....	.....	14 115 860
	Total de l'organisme	117 374 860	.....	3 820 070	121 194 930
	Total du portefeuille.....	1 315 472 783	(88 034 872)	22 428 989	1 249 866 900

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0076, transfert de la responsabilité à l'égard de l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration au Secrétariat du Conseil du Trésor (87 123 000 \$.)

Dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses, le montant de la colonne " Budgets des dépenses précédents " pour le crédit 5 a été rajusté pour inclure le montant de 28 677 000 \$ en contributions accordé dans les mandats spéciaux du gouverneur général de 2006-2007 au Secrétariat du Conseil du Trésor pour l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 2	Crédit 5	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	17 189	.....	.....	17 189
Subvention à l'Institut pour la citoyenneté canadienne* .....	.....	.....	3 000	3 000
Radiation de prêts aux immigrants non remboursés .....	.....	946	.....	946
Fonds à l'appui des initiatives liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler en Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>)	249	.....	.....	249
Montant brut des crédits à adopter	17 438	946	3 000	21 384
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 –				
Approvisionnement	2 220	.....	.....	2 220
Moins : Restriction des dépenses en 2006	500	.....	.....	500
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	55	.....	.....	55
Total des fonds disponibles	2 775	.....	.....	2 775
Total des crédits à adopter	14 663	946	3 000	18 609
Transferts				
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une initiative de services partagés visant l'intégration du processus de gestion des cas (Système mondial de gestion des cas)	5 576	.....	.....	5 576
Réaffectation interne de ressources – Réalignement de ressources existantes liées à la conception d'initiatives visant à attirer des immigrants dans les petites collectivités	1 400	.....	(1 400)	.....
Réaffectation interne de ressources – Pour la radiation de prêts aux immigrants irrécouvrables ayant été accordés avant 1990	(41)	41	.....	.....
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour soutenir les Centres d'excellence dans leurs activités visant à promouvoir et à financer des recherches au sujet de politiques publiques en matière d'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis)	(274)	.....	.....	(274)
Transfert de ressources à l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour assumer des responsabilités supplémentaires dans les domaines de la gestion à la frontière, de l'exécution de la loi et des services de renseignements de l'immigration	(374)	.....	.....	(374)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration dans les missions à l'étranger	(5 840)	.....	.....	(5 840)
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto) comme suite à la restructuration du gouvernement	(1 084)	.....	(86 039)	(87 123)
Total des transferts	(637)	41	(87 439)	(88 035)
Présent budget supplémentaire des dépenses	14 026	987	(84 439)	(69 426)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés de 55 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liés aux exigences relatives aux visas pour les ressortissants de la République d'Estonie.

* Un montant de 1 000 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION
Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Programme de citoyenneté</i>		
Subvention à l'Institut pour la citoyenneté canadienne.....	3 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	3 000 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	87 439 000	.....
Montant net des paiements de transfert	(84 439 000)	.....

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<u>Crédits à adopter</u>	<u>Crédit 10</u>
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	4 350
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	530
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 820

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Secrétariat					
1a	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 092 432 \$ du crédit 1 (Conseil privé) et de 1 084 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	150 759 000	6 195 432	9 516 736	166 471 168
2a	Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 230 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) et de 86 039 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	28 567 000	86 269 000	1	114 836 001
5	Éventualités du gouvernement	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10a	Initiatives pangouvernementales	13 000 000	.....	(10 480 000)	2 520 000
15a	Rajustements de la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits, qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral, par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de la fonction publique y compris les membres de la GRC et les Forces canadiennes .....	.....	.....	407 994 000	407 994 000
20a	Assurances de la fonction publique	1 663 800 000	.....	3 046 228	1 666 846 228
(L)	Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 684 000	.....	.....	20 684 000
(L)	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	20 000	.....	.....	20 000
	Total du Secrétariat	2 626 902 922	92 464 432	410 076 965	3 129 444 319

Nota :

En vertu des décrets C.P. 2006-0362 et C.P. 2006-0363, la responsabilité des bureaux régionaux du Secrétariat des communications et consultations et du Secrétariat de la réglementation et des décrets du Conseil, à l'exception de la Division des décrets du Conseil, a été transférée du Bureau du Conseil privé au Conseil du Trésor (6 092 432 \$).

En vertu du décret C.P. 2006-0076, transfert de la responsabilité à l'égard de l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration au Secrétariat du Conseil du Trésor (87 123 000 \$).

Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustement des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

Dans le Rapport sur l'utilisation des mandats spéciaux du gouverneur général (mandats spéciaux), un numéro a été attribué au crédit de façon séquentielle et à des fins de référence, bien qu'il ne s'agisse pas de l'établissement d'un nouveau crédit et que ce numéro n'ait aucun fondement juridique. Dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses, le Secrétariat du Conseil du Trésor demande la création du crédit 2a, Contributions, et le montant de la colonne « Budgets des dépenses précédents » a été rajusté pour inclure le montant de 28 567 000 \$ en contributions accordé dans les mandats spéciaux 2006-2007. De plus, le montant de la colonne « Budgets des dépenses précédents » du crédit 1 (Conseil du Trésor) a été rajusté pour inclure le montant de 110 000 \$ pour les coûts de fonctionnement accordé dans les mandats spéciaux 2006-2007.

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
École de la fonction publique du Canada				
25a Dépenses du Programme.....	84 641 000	.....	(260 889)	84 380 111
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 544 000	.....	.....	6 544 000
(L) Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	20 000 000	.....	.....	20 000 000
Total de l'organisme	111 185 000	.....	(260 889)	110 924 111
Bureau du directeur des lobbyistes				
27a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	300 000	13 000	2 838 666	3 151 666
Total de l'organisme	300 000	13 000	2 838 666	3 151 666
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada				
30a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 166 898 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	97 675 000	166 898	788 237	98 630 135
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 205 000	.....	.....	9 205 000
Total de l'organisme	106 880 000	166 898	788 237	107 835 135
Total du portefeuille.....	2 845 267 922	92 644 330	413 442 979	3 351 355 231

Nota :

En vertu des décrets C.P. 2006-0049 et C.P. 2006-0050, le Bureau du directeur des lobbyistes est désigné comme « ministère » chargé de l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et la responsabilité à l'égard du Bureau du directeur des lobbyistes est transférée du ministre de l'Industrie au président du Conseil du Trésor (13 000 \$).

Dans le Rapport sur l'utilisation des mandats spéciaux du gouverneur général (mandats spéciaux), un numéro a été attribué au crédit de façon séquentielle et à des fins de référence, bien qu'il ne s'agisse pas de l'établissement d'un nouveau crédit et que ce numéro n'ait aucun fondement juridique. Dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses, le Bureau du directeur des lobbyistes demande la création du crédit 27a, et le montant de la colonne « Budgets des dépenses précédents » a été rajusté pour inclure le montant de 300 000 \$ accordé dans les mandats spéciaux 2006-2007.

En vertu du décret C.P. 2006-0695, la responsabilité du Bureau du conseiller supérieur responsable pour la diversité et les projets spéciaux a été transférée du Bureau du Conseil privé à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada (166 898 \$).

Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 2	Crédit 10	Total
Fonds pour améliorer les procédés administratifs de base et intégrer l'information sur la gestion des dépenses	7 290	.....	.....	7 290
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	7 183	.....	.....	7 183
Fonds pour mettre en œuvre certaines composantes non législatives de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> et le Plan d'action y afférent, y compris l'établissement d'un secrétariat de la conformité afin de renforcer la vérification et la responsabilisation et de soutenir un groupe d'experts indépendant chargé de promouvoir la prestation juste et efficace des programmes de subventions et de contributions	2 536	.....	.....	2 536
Fonds pour les coûts relatifs aux contestations judiciaires touchant les dispositions du surplus des régimes de retraite du secteur public et des lois sur les prestations supplémentaires de décès	1 960	.....	.....	1 960
Fonds pour mettre en œuvre des changements apportés au Régime de soins de santé de la fonction publique, y compris la bonification des avantages, des mesures de gestion des coûts et l'adoption d'une carte-médicaments électronique	1 378	.....	.....	1 378
Ressources supplémentaires en raison d'une nouvelle répartition des responsabilités régionales du Ministère	150	.....	.....	150
Montant brut des crédits à adopter	20 497	.....	.....	20 497
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement	880	.....	.....	880
Moins : Restriction des dépenses en 2006	10 100	.....	10 480	20 580
Total des fonds disponibles	10 980	.....	10 480	21 460
Total des crédits à adopter	9 517	.....	(10 480)	(963)
Transferts				
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto) comme suite à la restructuration du gouvernement	1 084	86 039	.....	87 123
Transfert du Conseil privé – Pour les bureaux régionaux du Secrétariat des communications et consultations et le Secrétariat de la réglementation et des décrets du Conseil, à l'exception de la Division des décrets du Conseil, comme suite à la restructuration du gouvernement	6 092	.....	.....	6 092
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la School of Governance à l'Université de Toronto afin d'accueillir un symposium international sur les paiements de transfert gouvernementaux	(30)	30	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le Conseil des normes comptables internationales du secteur public afin de faire progresser l'élaboration de normes de comptabilité internationales du secteur public et pour accroître la visibilité du Canada dans l'établissement de ces normes	(200)	200	.....	.....
Transfert à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (402 \$), à Ressources humaines et Développement des compétences (213 \$), à Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (110 \$) et à Travaux publics et Services gouvernementaux (26 \$) – Pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils régionaux fédéraux	(751)	.....	.....	(751)
Total des transferts	6 195	86 269	.....	92 464
Présent budget supplémentaire des dépenses	15 712	86 269	(10 480)	.....

CONSEIL DU TRÉSOR
Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 15	Crédit 20	Total
Fonds à l'appui d'un programme d'apprentissage élaboré conjointement avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada, afin d'améliorer les relations patronales-syndicales (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	3 046	3 046
Géré à l'échelle du ministère			
Rajustements de la rémunération – Transferts aux ministères et aux organismes pour les rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	407 994	.....	407 994
Total des crédits à adopter	407 994	3 046	411 040
Présent budget supplémentaire des dépenses	407 994	3 046	502 541

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Élaboration et surveillance de la politique de gestion</i>		
Conseil des normes comptables internationales du secteur public.....	200 000	.....
Programme d'aide aux initiatives de politique et de recherche.....	30 000	.....
	230 000	.....
<i>Revitalisation du secteur riverain de Toronto</i>		
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	86 039 000	.....
Total des paiements de transfert	86 269 000	.....

École de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'École de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 749
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	410
Moins : Restriction des dépenses en 2006	1 600
Total des fonds disponibles	2 010
Présent budget supplémentaire des dépenses	(261)

CONSEIL DU TRÉSOR

Bureau du directeur des lobbyistes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du directeur des lobbyistes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 27
Fonds pour établir le Bureau du directeur des lobbyistes et pour assurer le fonctionnement efficace et l'application du système d'enregistrement des lobbyistes.....	2 803
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	36
Total des crédits à adopter	2 839
Transferts	
Transfert d'Industrie – Pour les activités du Bureau du directeur des lobbyistes en raison de la restructuration du gouvernement.....	13
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 852

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	3 104
Fonds à l'appui d'un programme d'apprentissage élaboré conjointement avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada, afin d'améliorer les relations patronales-syndicales (<i>poste horizontal</i>)	747
Montant brut des crédits à adopter	3 851
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	50
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3 013
Total des fonds disponibles	3 063
Total des crédits à adopter	788
Transferts	
Transfert du Conseil privé – Pour le Bureau du conseiller supérieur responsable pour la diversité et les projets spéciaux, comme suite à la restructuration du gouvernement	167
Présent budget supplémentaire des dépenses	955

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés de 3 012 511 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une redistribution des ressources entre les autres frais relatifs au fonctionnement et au personnel.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a Dépenses du Programme.....	130 714 000	(13 434 049)	16 435 412	133 715 363
(L) Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	149 622	.....	.....	149 622
(L) Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Ministres sans portefeuille ou ministres d'État – Allocation pour automobile	16 976	.....	.....	16 976
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 695 000	.....	.....	15 695 000
Total du Ministère.....	146 721 442	(13 434 049)	16 435 412	149 722 805
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
5a Dépenses du Programme.....	5 978 000	.....	(20 000)	5 958 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	454 000	.....	.....	454 000
Total de l'organisme	6 432 000	.....	(20 000)	6 412 000

Nota :

En vertu des décrets C.P. 2006-0362 et C.P. 2006-0363, la responsabilité des bureaux régionaux du Secrétariat des communications et consultations et du Secrétariat de la réglementation et des décrets du Conseil, à l'exception de la Division des décrets du Conseil, a été transférée du Bureau du Conseil privé au Conseil du Trésor (6 092 432 \$).

En vertu du décret C.P. 2006-0361, la responsabilité du Projet de recherche sur les politiques a été transférée du Bureau du Conseil privé au ministère des Ressources humaines et Développement des compétences (3 077 443 \$).

En vertu du décret C.P. 2006-0086, la responsabilité du Secrétariat des langues officielles a été transférée du Bureau du Conseil privé au ministère du Patrimoine canadien (1 730 946 \$).

En vertu du décret C.P. 2006-0119, la responsabilité du Secrétariat des affaires autochtones a été transférée du Bureau du Conseil privé au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (1 400 000 \$).

En vertu du décret C.P. 2006-0360, la responsabilité du Groupe de travail sur les frontières a été transférée du Bureau du Conseil privé au ministère de la Sécurité publique et Protection civile (491 567 \$).

En vertu du décret C.P. 2006-0354, la responsabilité du Secrétariat du conseiller national des sciences a été transférée du Bureau du Conseil privé au ministère de l'Industrie (474 763 \$).

En vertu du décret C.P. 2006-0695, la responsabilité du Bureau du conseiller supérieur responsable pour la diversité et les projets spéciaux a été transférée du Bureau du Conseil privé à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada (166 898 \$).

Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
10a Dépenses du Programme.....	25 486 000	.....	1 673 856	27 159 856
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 652 000	.....	.....	3 652 000
Total de l'organisme	29 138 000	.....	1 673 856	30 811 856
Directeur général des élections				
15 Dépenses du Programme.....	21 468 000	.....	.....	21 468 000
(L) Traitement du directeur général des élections	224 000	.....	.....	224 000
(L) Dépenses d'élections.....	61 455 000	.....	.....	61 455 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 079 000	.....	.....	4 079 000
Total de l'organisme	87 226 000	.....	.....	87 226 000
Commissaire aux langues officielles				
20a Dépenses du Programme.....	17 008 000	.....	813 950	17 821 950
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 121 000	.....	.....	2 121 000
Total de l'organisme	19 129 000	.....	813 950	19 942 950
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
25 Dépenses du Programme.....	2 600 000	.....	.....	2 600 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	300 000	.....	.....	300 000
Total de l'organisme	2 900 000	.....	.....	2 900 000
Total du portefeuille.....	291 546 442	(13 434 049)	18 903 218	297 015 611

CONSEIL PRIVÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India	13 531
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	6 268
Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar.....	2 749
Montant brut des crédits à adopter	22 548
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	780
Moins : Restriction des dépenses en 2006	5 333
Total des fonds disponibles	6 113
Total des crédits à adopter	16 435
Transferts	
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour le Bureau du conseiller supérieur responsable pour la diversité et les projets spéciaux, comme suite à la restructuration du gouvernement.....	(167)
Transfert à Industrie – Pour le Secrétariat du conseiller national des sciences, comme suite à la restructuration du gouvernement.....	(475)
Transfert à Sécurité publique et Protection civile – Pour le Groupe de travail sur les frontières, comme suite à la restructuration du gouvernement	(492)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour le Secrétariat des affaires autochtones, comme suite à la restructuration du gouvernement	(1 400)
Transfert à Patrimoine canadien – Pour le Secrétariat des langues officielles, comme suite à la restructuration du gouvernement.....	(1 731)
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour le Projet de recherche sur les politiques, comme suite à la restructuration du gouvernement	(3 077)
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor - Pour les bureaux régionaux du Secrétariat des communications et consultations et le Secrétariat de la réglementation et des décrets du Conseil, à l'exception de la Division des décrets du Conseil, comme suite à la restructuration du gouvernement.....	(6 092)
Total des transferts	(13 434)
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 001

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Fournir aux commissions d'enquête le soutien administratif nécessaire</i>		
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India – Fonds destinés aux familles, aux parties et aux intervenants.....	550 000	.....
Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar – Fonds destinés aux parties et aux intervenants.....	270 216	.....
Total des paiements de transfert	820 216	.....

CONSEIL PRIVÉ
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Fonds disponibles	Crédit 5
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement*	20

* Le montant des économies du Comité d'examen des dépenses est fourni à titre d'information seulement.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10
Fonds pour couvrir les coûts liés aux enquêtes portant sur : le naufrage du traversier <i>Queen of the North</i> en Colombie-Britannique (685 \$), le vol de passagers d'Air Transat qui a perdu une gouverne de direction à destination de Cuba en partance du Canada (136 \$) et les déraillements de trains à Lévis (Québec), à McBride (Alberta) et à Lillooet (Colombie-Britannique) (225 \$)	1 046
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	758
Montant brut des crédits à adopter	1 804
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	60
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	70
Total des fonds disponibles	130
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 674

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 69 762 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de fonds retenus en 2006-2007 correspondant au montant des dépenses qui ont excédé l'autorisation de dépenser de l'organisme en 2005-2006.

CONSEIL PRIVÉ
Commissaire aux langues officielles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissaire aux langues officielles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	<u>Crédit 20</u>
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	814

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 387 088 \$ du crédit 85 (Industrie), de 918 800 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 339 946 \$ du crédit 75 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	11 155 813 000	(2 963 775)	826 892 725	11 979 741 950
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	2 267 832 000	(1 303 600)	247 082 794	2 513 611 194
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	191 721 212	.....	263 327	191 984 539
11a	Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dette due par M. R.P. Thompson à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 1 766,11 \$ – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 766 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> .....	.....	1 766	1	1 767
12a	Conformément à l'alinéa 24.1(1)(b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dettes dues par Parc Downsview Park Inc. à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 15 059 000 \$ .....	.....	.....	1	1
(L)	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	9 000 000	.....	.....	9 000 000
(L)	Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>	1 900 000	.....	.....	1 900 000
(L)	Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	95 000	.....	.....	95 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	903 931 000	.....	.....	903 931 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	258 857 000	.....	.....	258 857 000
	Total du Ministère.....	14 789 222 134	(4 265 609)	1 074 238 848	15 859 195 373

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Comité des griefs des Forces canadiennes				
15 Dépenses du Programme.....	5 798 000	.....	.....	5 798 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	609 000	.....	.....	609 000
Total de l'organisme	6 407 000	.....	.....	6 407 000
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
20a Dépenses du Programme.....	3 119 000	.....	(10 000)	3 109 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	297 000	.....	.....	297 000
Total de l'organisme	3 416 000	.....	(10 000)	3 406 000
Total du portefeuille.....	14 799 045 134	(4 265 609)	1 074 228 848	15 869 008 373

Nota :

Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds consacrés au renforcement de la capacité des Forces canadiennes à défendre la souveraineté nationale et à assurer la sécurité du Canada (Le Canada d'abord).....	393 510	24 569	.....	418 079
Augmentations des soldes et des indemnités versées aux membres des Forces canadiennes.....	177 140	.....	.....	177 140
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	149 214	6 131	263	155 608
Fonds pour l'obtention d'une capacité de transport aérien stratégique permettant le transport sur une longue distance de plusieurs troupes et de l'équipement.....	.....	132 336	.....	132 336
Améliorations apportées à la mission des Forces canadiennes en Afghanistan.....	93 633	20 000	.....	113 633
Fonds consacrés aux Forces canadiennes en Afghanistan pour leur rôle soutenu de leader.....	51 680	37 300	.....	88 980
Fonds pour l'acquisition de nouveaux camions de taille moyenne pour le transport des troupes et du ravitaillement.....	.....	11 986	.....	11 986
Fonds pour les coûts supplémentaires encourus relatifs aux secours portés aux sinistrés du tremblement de terre en Asie du Sud en 2005-2006.....	10 328	.....	.....	10 328
Fonds pour l'acquisition d'hélicoptères de transport moyen à lourd permettant le transport des troupes et de l'équipement dans des régions éloignées.....	.....	8 489	.....	8 489
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	7 500	.....	.....	7 500
Fonds pour le coût des mesures canadiennes d'aide aux sinistrés mises en place aux États-Unis à la suite de l'ouragan Katrina (<i>poste horizontal</i>).....	6 678	.....	.....	6 678
Fonds consacrés à la modernisation des politiques sur la rémunération pour la Force opérationnelle interarmées 2.....	5 386	.....	.....	5 386
Fonds pour l'obtention d'une capacité de transport aérien tactique, dont des avions pour le transport des troupes et de l'équipement sur de courtes distances au sein d'une même région.....	.....	5 272	.....	5 272
Fonds pour poursuivre la création de la capacité de gestion nécessaire au Programme technique de sécurité publique.....	2 670	.....	.....	2 670
Fonds à l'appui de la construction d'un bâtiment qui hébergera le Halifax Bomber au Musée commémoratif de l'Aviation royale du Canada à Trenton, en Ontario.....	.....	1 000	.....	1 000
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	567	.....	.....	567
Fonds visant à augmenter la subvention versée à M. R.P. Thompson afin de combler les augmentations résultant de l'indexation.....	.....	.....	9	9
Montant brut des crédits à adopter	898 306	247 083	272	1 145 661
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	62 310	.....	.....	62 310
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	9 103	.....	9	9 112
Total des fonds disponibles	71 413	.....	9	71 422
Total des crédits à adopter	826 893	247 083	263	1 074 239

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Pour des projets commémoratifs liés aux centenaires de l'Alberta et de la Saskatchewan (Musée des régiments).....	.....	3 000	.....	3 000
Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines – Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada.....	1 208	.....	.....	1 208
Transfert de Pêches et Océans – Pour des projets de réforme de la classification des emplois au sein de la fonction publique fédérale.....	919	.....	.....	919
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (340 \$), du Conseil de recherches en sciences humaines (179 \$) – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	519	.....	.....	519
Réaffectation interne de ressources – Pour la remise de dette due par M. R.P. Thompson à la suite d'une erreur administrative.....	(2)	.....	.....	(2)
Transfert à Environnement – Pour encourager la participation des étudiants autochtones aux programmes postsecondaires à vocation scientifique et technologique, maintenir les mécanismes de soutien et promouvoir la fonction publique fédérale comme employeur de choix auprès des diplômés de ces programmes.....	(30)	.....	.....	(30)
Transfert à Agence Parcs Canada – Pour le transfert d'un terrain situé au 57B, rue Saint-Louis à Québec.....	(74)	.....	.....	(74)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel de la Défense nationale travaillant dans des missions à l'étranger.....	(1 007)	.....	.....	(1 007)
Transfert à Environnement (1 525 \$), à Pêches et Océans (1 258 \$), à Transports (798 \$), à la Gendarmerie royale du Canada (313 \$) et à l'Agence Parcs Canada (269 \$) – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada (<i>poste horizontal</i>).....	.....	(4 164)	.....	(4 164)
Transfert à Transports (1 956 \$), à la Gendarmerie royale du Canada (1 377 \$), à l'Agence des services frontaliers du Canada (750 \$) et à Pêches et Océans (554 \$) – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	(4 497)	(140)	.....	(4 637)
Total des transferts	(2 964)	(1 304)	.....	(4 268)
Présent budget supplémentaire des dépenses	823 929	245 779	263	.....

Crédits à adopter

	Crédit 11	Crédit 12	Total
Remise de dettes dues par le Parc Downsview Inc., représentant les dépenses faites pour l'organisme de même que les revenus conservés par l'organisme.....

Transferts

Réaffectation interne de ressources – Pour la remise de dette due par M. R.P. Thompson à la suite d'une erreur administrative.....	2	.....	2
Présent budget supplémentaire des dépenses	2	.....	1 069 973

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés de 9 103 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réduction des besoins relatifs au financement de l'évaluation, de la gestion et de l'assainissement des sites contaminés fédéraux.

Crédit 10 : Des fonds autorisés d'un montant total de 9 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réduction des besoins quant aux paiements de contribution versés à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat</i>		
<i>Pensions et rentes versées à des civils :</i>		
M. R.P. Thompson	9 000	.....
Montant total brut des subventions	9 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada</i>		
Autres activités de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	263 327	.....
Montant total brut des contributions	263 327	.....
Montant total brut des paiements de transfert	272 327	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	9 000	.....
Montant net des paiements de transfert	263 327	.....
	Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2006-2007
	(en milliers de dollars)	
<u>Nouveaux grands projets d'immobilisations</u>		
(À titre d'information seulement)		
<i>Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat</i>		
<i>Construction</i>		
Repavage de la piste d'atterrissage 08/26 – 5 ^e Escadre Goose Bay	33 047	9 114
Nouvelles installations de soins de santé – 14 ^e Escadre Greenwood	18 278	1 250
Mise à jour de mi-vie du Centre Hornell – 14 ^e Escadre Greenwood.....	24 380	1 983
Secteur des hangars de Shearwater – Capacité de protection contre les incendies conformes aux directives du code – BFC Halifax	17 955	10 748
Conversion de l'héliport de la 12 ^e Escadre Shearwater – BFC Halifax	21 277	16 600
Remplacement du poste radar de Lady Franklin Point.....	26 334	1 866
Construction de nouvelles casernes pour stagiaires – BFC Kingston.....	11 307	7 484
Construction d'installations de finition de l'escadre de soutien technique des télécommunications et des moyens aérospatiaux – 8 ^e Escadre Trenton	11 927	1 216
Agrandissement des installations de maintenance – USS Wainwright	31 540	12 836
Installation de distribution d'équipement de l'unité de soutien de secteur du Centre canadien d'entraînement aux manoeuvres de Wainwright	28 756	2 131
Centre canadien d'entraînement aux manoeuvres, installations pour les forces d'opposition – Wainwright	6 885	2 414
Amélioration des laboratoires à l'Institut de médecine environnementale pour la défense – Recherche et développement pour la défense Canada.....	21 351	3 816
Installation de maintenance Cape Breton à Esquimalt, C.-B.....	136 311	13 734
Relocalisation du personnel de l'EM de la Flotte canadienne du Pacifique – BFC Esquimalt...	7 128	5 790
<i>Équipement</i>		
Projet de remplacement du radar de contrôle tactique.....	41 570	12 561
Imageur thermique à faible portée	36 359	15 667
Projet de gestion intégrée de l'information.....	6 955	1 448
Projet d'évacuation et de sauvetage à bord de sous-marins.....	27 145	374
Projet interministériel de commandement, de contrôle et de communication maritimes intégrés.....	12 812	453
Projet interarmées de mise à l'essai des appareils de protection respiratoire servant à la défense nucléaire, biologique et chimique.....	9 663	206
Projet de système de véhicule de soutien moyen.....	1 071 012	11 986
Projet d'hélicoptère de transport moyen à lourd.....	2 022 258	8 489
Projet de la capacité de transport aérien – Tactique	3 210 489	5 272
Projet de la capacité de transport aérien – Stratégique	1 807 355	132 336

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

	Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2006-2007
(en milliers de dollars)		
Nouveaux grands projets d'immobilisations		
(À titre d'information seulement)		
Mener des opérations		
<i>Construction</i>		
Construction d'installations semi-permanentes à Kandahar, Afghanistan – Force opérationnelle en Afghanistan	9 253	5 207
<i>Équipement</i>		
Système de repérage assisté par satellite pour la recherche et le sauvetage, Projet de suivi n° 4 – Répétiteur de recherche et de sauvetage du système SARSAT	23 389	7 002
Caméra couleur – Coyote.....	3 574	2 884
Système de conteneurs polyvalents	2 301	168
Capacité de l'équipe de guerre électronique mobile.....	8 019	3 137
Radios Falcon II avec capacité de communication mobile par satellite	7 163	2 359
Op Archer – Dispositif explosif de circonstance télécommandé comportant des capacités de contremesures électroniques	26 278	13 267
Op Archer – Système de repérage d'armes acoustiques.....	19 648	10 384
Op Archer – Mini-véhicules aériens sans pilote.....	11 552	2 633
Véhicule à effets multimiSSION	706 154	45 246
Centre d'opérations de la sécurité maritime	134 590	14 569
Projet de Détection, d'échantillonnage et d'identification des agents biologiques pouvant menacer les points vitaux des Forces canadiennes	82 736	14 668
Projet de véhicule de patrouille blindé.....	112 428	55 417
Obusier léger de 155 mm à tir de précision indirect.....	70 189	2 637
Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada		
<i>Construction</i>		
Unité de soutien de secteur Calgary – Musée des Régiments	17 698	6 262

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Fonds disponibles	Crédit 20
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement*.....	10

*Le montant des économies du Comité d'examen des dépenses est fourni à titre d'information seulement.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 209 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 110 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	47 217 000	319 000	833 270	48 369 270
5a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 500 000 \$ du crédit 65 (Sécurité publique et Protection civile) et de 330 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	262 798 000	(170 000)	35 798 658	298 426 658
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 516 000	.....	.....	5 516 000
Total du portefeuille.....	315 531 000	149 000	36 631 928	352 311 928

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour des projets visant à améliorer la qualité de l'eau potable et le traitement des eaux usées dans l'Ouest canadien (Programme Infrastructures Canada).....	.....	37 899	37 899
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	1 997	.....	1 997
Fonds à l'Administration portuaire de Prince Rupert pour la transformation et l'agrandissement du terminal aux fins du traitement des conteneurs .....	.....	1 000	1 000
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontale</i>).....	26	.....	26
Montant brut des crédits à adopter	2 023	38 899	40 922
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	350	.....	350
Moins : Restriction des dépenses en 2006	840	2 100	2 940
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	1 000	1 000
Total des fonds disponibles	1 190	3 100	4 290
Total des crédits à adopter	833	35 799	36 632
Transferts			
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour une contribution au Centre du patrimoine de la Gendarmerie royale du Canada.....	.....	2 500	2 500
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontale</i>).....	.....	330	330
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux (209 \$) et du Secrétariat du Conseil du Trésor (110 \$) – Pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils régionaux fédéraux	319	.....	319
Transfert à la Défense nationale – Pour des projets commémoratifs liés aux centennaires de l'Alberta et de la Saskatchewan (Musée des régiments).....	.....	(3 000)	(3 000)
Total des transferts	319	(170)	149
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 152	35 629	36 781

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 1 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins en contributions à l'appui de la planification du développement et de l'ajustement économiques des collectivités

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités</i>		
Subvention destinée à l'Administration portuaire de Prince Rupert pour la reconversion et l'agrandissement de l'actuel terminal Fairview du port de Prince Rupert.....	1 000 000	.....
Montant total brut des subventions	1 000 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités</i>		
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	2 830 000	.....
<i>Infrastructures</i>		
Contributions aux provinces de l'Ouest du Canada en vertu du Programme Infrastructures Canada	37 898 658	.....
Montant total brut des contributions	40 728 658	.....
Montant total brut des paiements de transfert	41 728 658	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>3 100 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>3 000 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	35 628 658	.....

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 241 350 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	648 208 000	(8 072 650)	36 003 306	676 138 656
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 715 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 284 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	33 001 000	6 999 000	1	40 000 001
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 432 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 30 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	47 070 000	1 985 000	(1 231 999)	47 823 001
(L)	Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	75 517 000	.....	.....	75 517 000
	Total du Ministère.....	803 868 922	911 350	34 771 308	839 551 580
Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions					
15	Dépenses du Programme et paiements pour l'acquisition de crédits admissibles en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions</i>	48 682 000	.....	.....	48 682 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	760 000	.....	.....	760 000
	Total de l'organisme	49 442 000	.....	.....	49 442 000
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
20a	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 167 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 167 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	15 609 000	334 000	1 079 964	17 022 964
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 774 000	.....	.....	1 774 000
	Total de l'organisme	17 383 000	334 000	1 079 964	18 796 964

Nota :

Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
25a Dépenses du Programme.....	4 722 000	.....	82 354	4 804 354
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	20 000	.....	.....	20 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	441 000	.....	.....	441 000
Total de l'organisme	5 183 000	.....	82 354	5 265 354
Agence Parcs Canada				
30a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 273 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 74 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 269 187 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	471 555 577	1 616 687	5 536 958	478 709 222
35 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques.....	3 000 000	.....	.....	3 000 000
(L) Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	100 000 000	.....	.....	100 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	46 324 000	.....	.....	46 324 000
Total de l'organisme	620 879 577	1 616 687	5 536 958	628 033 222
Total du portefeuille.....	1 496 756 499	2 862 037	41 470 584	1 541 089 120

Nota :

La rubrique Budgets des dépenses précédents comprend un montant de 42 825 577 \$ au crédit 30 (Agence Parcs Canada) qui a été voté en 2005-2006 et qui sera dépensé en 2006-2007.

En vertu du décret C.P. 2003-2081, la responsabilité de l'Agence Parcs Canada a été transférée du ministère du Patrimoine canadien au ministère de l'Environnement (800 000 \$).

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Environnement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour des programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental (<i>poste horizontal</i>).....	11 944	.....	468	12 412
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	9 147	.....	.....	9 147
Fonds pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis	8 467	.....	.....	8 467
Fonds pour la création d'indicateurs environnementaux ayant trait à la propreté de l'air et de l'eau et aux émissions de gaz à effet de serre et pour l'établissement de rapports	3 575	.....	.....	3 575
Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet du gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation des ressources connexes (projet gazier Mackenzie)	2 884	.....	.....	2 884
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	1 421	.....	.....	1 421
Fonds à l'appui de la mise en œuvre d'une stratégie visant à protéger les ressources naturelles du Canada par la détection précoce de maladies ou d'organismes nuisibles inconnus (Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes)	1 000	.....	.....	1 000
Fonds pour le contrôle de la qualité de l'eau et des organismes vivants dans les eaux détournées du lac Devils (Dakota du Nord) dans le réseau hydrographique du Canada.....	743	.....	.....	743
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	686	.....	.....	686
Fonds à l'appui des initiatives liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler en Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>)	582	.....	.....	582
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle dans l'Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>)	250	.....	.....	250
Financement à l'appui de la recherche et du développement visant à accorder plus de fonds pour des bourses d'études destinées aux étudiants qui œuvrent dans le domaine des sciences de l'environnement .....	.....	.....	50	50
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	25	.....	.....	25
Montant brut des crédits à adopter	40 724	.....	518	41 242
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	4 720	.....	.....	4 720
Moins : Restriction des dépenses en 2006 .....	.....	.....	1 700	1 700
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	50	50
Total des fonds disponibles	4 720	.....	1 750	6 470
Total des crédits à adopter	36 004	.....	(1 232)	34 772

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert de la Défense nationale – Pour les investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada (<i>poste horizontal</i>).....	1 241	284	.....	1 525
Transfert de la Défense nationale – Pour encourager la participation des étudiants autochtones aux programmes postsecondaires à vocation scientifique et technologique, maintenir les mécanismes de soutien et promouvoir la fonction publique fédérale comme employeur de choix auprès des diplômés de ces programmes .....	.....	.....	30	30
Réaffectation interne de ressources – En appui au Plan d'immobilisations à long terme et pour l'utilisation du mécanisme de subventions et contributions, afin d'assurer la prestation de programmes et l'atteinte des objectifs.....	(9 147)	6 715	2 432	.....
Transfert à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale – Pour augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet du gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation des ressources connexes (projet gazier Mackenzie).....	(167)	.....	.....	(167)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour financer partiellement une contribution versée au budget de base de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques .....	.....	.....	(477)	(477)
Total des transferts	(8 073)	6 999	1 985	911
Présent budget supplémentaire des dépenses	27 931	6 999	753	35 683

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 50 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de fonds provenant de contributions pour des initiatives liées à l'environnement et au développement durable.

ENVIRONNEMENT

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>La biodiversité est conservée et protégée</i> Subventions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	50 000	.....
Montant total brut des subventions	50 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>La biodiversité est conservée et protégée</i> Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	1 341 964	.....
<i>Une eau salubre, propre et sécuritaire</i> Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	105 357	.....
<i>Les Canadiens adoptent des approches qui assurent l'utilisation et la gestion durable du capital naturel et des paysages exploités</i> Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	679 343	.....
<i>Meilleures connaissances et renseignements sur les conditions météorologiques et environnementales afin d'exercer une influence sur la prise de décisions</i> Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	31 884	.....
<i>Les Canadiens sont informés sur les prévisions et les conditions météorologiques courantes et y réagissent bien</i> Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	32 442	.....
<i>Réduction des risques posés par les polluants et les substances nocives et dangereuses dans l'environnement</i> Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	271 010	.....
<i>Réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre</i> Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada.....	295 000	.....
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	48 000	.....
Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement.....	125 000	.....
	468 000	.....
Montant total brut des contributions	2 930 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	2 980 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	1 750 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	477 000	.....
Montant net des paiements de transfert	753 000	.....

ENVIRONNEMENT

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'évaluation environnementale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds à l'appui de la participation du public au processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement.....	650
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	430
Total des crédits à adopter	1 080

Transferts

Transfert d'Environnement (167 \$) et de Ressources naturelles (167 \$) – Pour augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet du gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation des ressources connexes (projet gazier Mackenzie).....	334
--	-----

Présent budget supplémentaire des dépenses	1 414
---	--------------

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Évaluation environnementale efficiente et efficace</i>		
Contributions à l'appui de la participation du public au processus d'examen et d'évaluation en matière d'environnement – Fonds d'aide financière aux participants	984 000	.....

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	112

Fonds disponibles

Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	30
--	----

Présent budget supplémentaire des dépenses	82
---	-----------

ENVIRONNEMENT

Agence Parcs Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds destinés au règlement de litiges reliés à la nature et la portée des opérations de Parcs Canada.....	6 587
Fonds visant à appuyer l'organisation de la commémoration du 400 ^e anniversaire de Québec en 2008 (<i>poste horizontal</i>).....	3 599
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	1 520
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	1 358
Fonds consacrés à la mise en œuvre continue de l'Initiative des endroits historiques dont l'objectif est de préserver et de mettre en valeur les lieux historiques du Canada.....	1 000
Fonds pour la conclusion de l'entente avec les Premières nations Deh Cho qui énonce des directives concernant les négociations sur les terres, les ressources et la gouvernance en accord avec le processus Deh Cho et le règlement conjoint de questions non réglées liées au projet gazier Mackenzie	233
Fonds visant à aider à couvrir les coûts de fonctionnement du Jardin international de la Paix, qui chevauche la frontière du Manitoba et du Dakota du Nord et est un symbole de la coexistence pacifique entre le Canada et les États-Unis.....	23
Montant brut des crédits à adopter	14 320
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	2 690
Moins : Restriction des dépenses en 2006	3 045
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3 048
Total des fonds disponibles	8 783
Total des crédits à adopter	5 537
Transferts	
Transfert de Patrimoine canadien – Pour des activités stratégiques relatives à Parcs Canada comme suite à la restructuration du gouvernement	800
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	474
Transfert de la Défense nationale – Pour les investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada (<i>poste horizontal</i>)	269
Transfert de la Défense nationale – Pour le transfert d'un terrain situé au 57B, rue Saint-Louis à Québec	74
Total des transferts	1 617
Présent budget supplémentaire des dépenses	7 154

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés totalisant de 3 047 800 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des rajustements de fin d'année pour l'exercice 2005-2006 au titre de l'autorisation de dépenser pluriannuelle de Parcs Canada qui s'énoncent comme suit : 1 185 100 \$ pour les besoins en matière du régime d'avantages sociaux des employés; 1 365 200 \$ pour les frais des services juridiques du ministère de la Justice; 474 800 \$ pour les surplus de la campagne de publicité; et d'un montant de 22 700 \$ disponible en raison de la catégorie de subventions intitulé « Subventions à l'appui des activités liées aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et canaux historiques » qui n'existent plus.

ENVIRONNEMENT
Agence Parcs Canada

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Créer des lieux patrimoniaux</i>		
Subvention au Jardin international de la Paix.....	22 700	.....
Montant total brut des subventions	22 700	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Conserver les ressources patrimoniales</i>		
Contributions à l'appui de l'initiative des endroits historiques.....	1 000 000	.....
Montant total brut des contributions	1 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	1 022 700	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>22 700</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	1 000 000	.....

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a Dépenses de fonctionnement	93 135 000	(393 352)	7 648 400	100 390 048
5a Contributions	404 200 000	(5 594 558)	.....	398 605 442
10 Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser le ministre, au nom de Sa majesté du chef du Canada, à garantir aux détenteurs d'hypothèques assurées par des assureurs privés approuvés par le Surintendant des institutions financières pour vendre de l'assurance hypothécaire au Canada le paiement d'au plus 90 % des réclamations nettes des détenteurs des hypothèques assurées dans le cas de l'insolvabilité ou de la liquidation de l'assureur privé, le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques couvertes par la garantie ne devant, en aucun temps, dépasser 100 000 000 000 \$; et pour abroger le crédit 16b de la <i>Loi de crédits n° 4 pour 2003–2004</i>	1	.....	.....	1
(L) Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et Loi d'exécution du budget de 2006</i>)	2 070 000 000	.....	47 899 000	2 117 899 000
(L) Paiements à l'Association internationale de développement	318 269 000	.....	1 000	318 270 000
(L) Paiements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international	3 400 000	.....	.....	3 400 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 429 000	.....	.....	12 429 000
(L) Achat de la monnaie canadienne.....	83 100 000	.....	42 900 000	126 000 000
(L) Frais d'intérêt et autres coûts	34 395 000 000	.....	393 000 000	34 788 000 000
(L) Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	32 000 000	.....	.....	32 000 000
(L) Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	11 282 000 000	.....	253 600 000	11 535 600 000
(L) Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	20 140 000 000	.....	.....	20 140 000 000
(L) Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	8 500 000 000	.....	.....	8 500 000 000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(699 000 000)	.....	69 000 000	(630 000 000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(2 995 000 000)	.....	125 000 000	(2 870 000 000)
Total des dépenses budgétaires.....	73 639 605 923	(5 987 910)	939 048 400	74 572 666 413
L15 Émission et paiement de billets à vue à l'Association internationale de développement	1	.....	.....	1
(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital.....	7 471 000	.....	.....	7 471 000
Total des dépenses non budgétaires.....	7 471 001	.....	.....	7 471 001
Total du Ministère.....	73 647 076 924	(5 987 910)	939 048 400	74 580 137 414

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Vérificateur général				
20a Dépenses du Programme.....	64 920 000	.....	3 128 850	68 048 850
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 828 000	.....	.....	8 828 000
Total de l'organisme	73 748 000	.....	3 128 850	76 876 850
Tribunal canadien du commerce extérieur				
25a Dépenses du Programme.....	8 609 000	.....	360 859	8 969 859
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 396 000	.....	.....	1 396 000
Total de l'organisme	10 005 000	.....	360 859	10 365 859
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
30a Dépenses du Programme.....	28 110 000	.....	8 990 349	37 100 349
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 018 000	.....	.....	3 018 000
Total de l'organisme	31 128 000	.....	8 990 349	40 118 349
Bureau du surintendant des institutions financières				
35 Dépenses du Programme.....	768 000	.....	.....	768 000
(L) Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	1	.....	.....	1
Total de l'organisme	768 001	.....	.....	768 001
Total du portefeuille.....	73 762 725 925	(5 987 910)	951 528 458	74 708 266 473

FINANCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	4 233	.....	4 233
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	4 100	.....	4 100
Ressources supplémentaires en raison d'une nouvelle répartition des responsabilités régionales du Ministère.....	25	.....	25
Montant brut des crédits à adopter	8 358	.....	8 358
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.	710	.....	710
Total des crédits à adopter	7 648	.....	7 648
Crédits législatifs			
Nouvelles prévisions relatives aux paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux.....			495 499
Nouvelles prévisions relatives aux frais de la dette en raison d'une augmentation des taux d'intérêt à court terme plus élevés que prévu et d'autres coûts			393 000
Nouvelles prévisions relatives aux coûts de production et de distribution de la monnaie canadienne en raison principalement d'une augmentation imprévue de la demande de monnaie provenant du secteur privé.....			42 900
Nouvelles prévisions relatives aux paiements à l'Association internationale de développement			1
Total des crédits législatifs			931 400
Total des rajustements des crédits			939 048
Transferts			
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère des Finances dans les missions à l'étranger.....	(393)	.....	(393)
Transfert à l'Agence canadienne de développement international – Pour une contribution au Fonds multilatéral d'investissement de la Banque interaméricaine de développement .....	.....	(5 595)	(5 595)
Total des transferts	(393)	(5 595)	(5 988)
Présent budget supplémentaire des dépenses	7 255	(5 595)	933 060

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Autres paiements de transfert		
<i>Paiements de transfert aux provinces et aux territoires</i>		
(L) Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et Loi d'exécution du budget de 2006</i>).....	.....	47 899 000
(L) Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	.....	253 600 000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	.....	69 000 000
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) .....	.....	125 000 000
	.....	495 499 000
<i>Organisations financières internationales</i>		
(L) Paiements à l'Association internationale de développement .....	.....	1 000
Montant total brut des paiements de transfert	.....	495 500 000
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	5 594 558	.....
Montant net des paiements de transfert	(5 594 558)	495 500 000

FINANCES

Vérificateur général

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Vérificateur général demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	3 129

Tribunal canadien du commerce extérieur

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal canadien du commerce extérieur demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	381
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	20
Présent budget supplémentaire des dépenses	361

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds visant à soutenir la lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement d'activités terroristes conformément à la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes (poste horizontal)*</i>	8 037
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 383
Montant brut des crédits à adopter	9 420
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	430
Présent budget supplémentaire des dépenses	8 990

* Un montant de 3 500 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

GOVERNEUR GÉNÉRAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses du Programme.....	16 654 000	.....	320 818	16 974 818
(L) Traitement du gouverneur général.....	116 000	.....	.....	116 000
(L) Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	413 000	.....	.....	413 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 053 000	.....	.....	2 053 000
Total du portefeuille.....	19 236 000	.....	320 818	19 556 818

GOVERNEUR GÉNÉRAL

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Gouverneur général demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	371
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	50
Présent budget supplémentaire des dépenses	321

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 474 763 \$ du crédit 1 (Conseil privé), de 60 504 \$ du crédit 60 (Transports) et de 50 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	420 649 000	(34 256 071)	44 911 661	431 304 590
5a Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 363 338 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	12 901 000	20 363 338	1	33 264 339
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 465 000 \$ du crédit 1 (Industrie), de 150 000 \$ du crédit 55 (Industrie), de 4 565 000 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 1 127 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	607 064 000	14 001 000	88 949 852	710 014 852
(L) Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional....	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L) Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	(7 719 000)	.....	.....	(7 719 000)
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	89 500 000	.....	.....	89 500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	60 814 000	.....	.....	60 814 000
Total des dépenses budgétaires.....	1 197 281 922	108 267	133 861 514	1 331 251 703
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)(a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total des dépenses non budgétaires.....	800 000	.....	.....	800 000
Total du Ministère.....	1 198 081 922	108 267	133 861 514	1 332 051 703

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0354, la responsabilité du Secrétariat du conseiller national des sciences a été transférée du Bureau du Conseil privé au ministère de l'Industrie (474 763 \$).

En vertu des décrets C.P. 2006-0049 et C.P. 2006-0050, le Bureau du directeur des lobbyistes est désigné comme « ministère » chargé de l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et la responsabilité à l'égard du Bureau du directeur des lobbyistes est transférée du ministre de l'Industrie au président du Conseil du Trésor (13 000 \$).

Dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses, le montant de la colonne « Budgets des dépenses précédents » a été rajusté pour inclure le montant de 300 000 \$ accordé au Bureau du directeur des lobbyistes dans les mandats spéciaux du gouverneur général 2006-2007.

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Agence spatiale canadienne					
25a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	194 391 000	(1 230 000)	7 132 555	200 293 555
30a	Dépenses en capital.....	114 724 000	.....	1 640 000	116 364 000
35a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 380 000 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	54 326 000	1 380 000	1	55 706 001
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 652 000	.....	.....	10 652 000
	Total de l'organisme	374 093 000	150 000	8 772 556	383 015 556
Commission canadienne du tourisme					
40	Dépenses du Programme.....	76 526 000	.....	.....	76 526 000
	Total de l'organisme	76 526 000	.....	.....	76 526 000
Tribunal de la concurrence					
45a	Dépenses du Programme.....	1 524 000	.....	9 953	1 533 953
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	162 000	.....	.....	162 000
	Total de l'organisme	1 686 000	.....	9 953	1 695 953
Commission du droit d'auteur					
50a	Dépenses du Programme.....	2 274 000	.....	110 300	2 384 300
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	306 000	.....	.....	306 000
	Total de l'organisme	2 580 000	.....	110 300	2 690 300
Conseil national de recherches du Canada					
55a	Dépenses de fonctionnement	393 464 000	(2 578 999)	47 341 858	438 226 859
60a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 982 000 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	46 995 000	2 982 000	945 000	50 922 000
65a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 306 000 \$ du crédit 10 (Industrie), de 446 999 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 2 570 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	130 335 000	9 322 999	1	139 658 000
(L)	Dépense des revenus conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	73 494 000	.....	.....	73 494 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 133 000	.....	.....	48 133 000
	Total de l'organisme	692 421 000	9 726 000	48 286 859	750 433 859

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
70a	Dépenses de fonctionnement	36 002 000	.....	2 753 050	38 755 050
75a	Subventions inscrites au Budget des dépenses	845 165 000	(339 946)	16 150 000	860 975 054
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 091 000	.....	.....	4 091 000
	Total de l'organisme	885 258 000	(339 946)	18 903 050	903 821 104
Conseil de recherches en sciences humaines					
80a	Dépenses de fonctionnement	19 616 000	.....	1 055 550	20 671 550
85a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 487 264 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 273 750 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	559 445 000	(626 074)	45 326 300	604 145 226
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 260 000	.....	.....	2 260 000
	Total de l'organisme	581 321 000	(626 074)	46 381 850	627 076 776
Conseil canadien des normes					
90	Paiements au Conseil canadien des normes	7 529 000	.....	.....	7 529 000
	Total de l'organisme	7 529 000	.....	.....	7 529 000
Statistique Canada					
95a	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 355 523 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	527 701 000	355 523	29 570 074	557 626 597
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	73 542 000	.....	.....	73 542 000
	Total de l'organisme	601 243 000	355 523	29 570 074	631 168 597
	Total du portefeuille	4 420 738 922	9 373 770	285 896 156	4 716 008 848

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Industrie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds à l'appui d'investissements stratégiques en matière d'innovation dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada.....	3 505	.....	72 673	76 178
Fonds destinés au Programme d'infrastructures Canada-Ontario visant à investir dans l'infrastructure municipale urbaine et rurale en Ontario.....	.....	.....	35 577	35 577
Réinvestissement des recettes provenant des contributions remboursables pour appuyer les besoins de fonctionnement.....	22 675	.....	.....	22 675
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>).....	22 075	.....	.....	22 075
Fonds visant à aider les jeunes à acquérir des compétences en matière de technologies de l'information et des communications..	829	.....	15 264	16 093
Fonds pour promouvoir et soutenir le développement socio-économique dans les collectivités rurales de l'Est de l'Ontario.....	321	.....	9 600	9 921
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	2 011	.....	.....	2 011
Fonds visant à mieux protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet.....	200	.....	400	600
Fonds destinés à des stages pour les jeunes et des projets pilotes d'apprentissage à distance afin d'appuyer le développement économique des communautés minoritaires de langue officielle...	.....	.....	460	460
Fonds pour des programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental (<i>poste horizontale</i>).....	54	.....	.....	54
Montant brut des crédits à adopter	51 670	.....	133 974	185 644
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	5 340	.....	.....	5 340
Moins : Restriction des dépenses en 2006.....	898	.....	28 000	28 898
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	521	.....	17 024	17 545
Total des fonds disponibles	6 759	.....	45 024	51 783
Total des crédits à adopter	44 911	.....	88 950	133 861
Transferts				
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour appuyer l'initiative Cyberjeunes qui permet aux jeunes d'effectuer des stages à titre bénévole dans les domaines des technologies dans des pays en développement.....	.....	.....	4 565	4 565
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour appuyer le Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement.....	.....	.....	677	677
Transfert du Conseil privé – Pour le Secrétariat du conseiller national des sciences en raison de la restructuration du gouvernement.....	475	.....	.....	475
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour soutenir un projet pilote visant la mise en place d'un réseau à large bande dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue au Québec.....	.....	.....	450	450
Transfert du Conseil national de recherches du Canada – Pour appuyer des activités de mise en valeur et de promotion des technologies langagières.....	.....	.....	150	150

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert de Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	61	.....	.....	61
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	50	.....	.....	50
Réaffectation interne de ressources – Pour le Programme Rescol qui finance des sites Web éducatifs et le Programme d'accès communautaire qui finance l'accès public à Internet	(12 200)	.....	12 200	.....
Réaffectation interne de ressources – Pour le développement économique régional dans le Nord de l'Ontario.....	(1 450)	.....	1 450	.....
Réaffectation interne de ressources – Pour appuyer la Toronto Region Research Alliance dans la promotion de la région en tant que centre de calibre mondial pour l'industrie de la recherche et l'industrie axée sur la recherche	(750)	.....	750	.....
Réaffectation interne de ressources – Pour appuyer des investissements en immobilisations.....	(20 363)	20 363	.....	.....
Réaffectation interne de ressources – Pour la Schulich School of Business pour appuyer la recherche en matière de politique publique dans le secteur des services financiers.....	(40)	.....	40	.....
Réaffectation interne de ressources – Pour le Conseil consultatif canadien de la radio afin d'appuyer la recherche sur la gestion et l'utilisation du spectre de fréquences radio au Canada.....	(25)	.....	25	.....
Transfert au bureau du directeur des lobbyistes – Pour les activités du Bureau du directeur des lobbyistes en raison de la restructuration du gouvernement	(13)	.....	.....	(13)
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – Pour appuyer le Programme d'aide à la recherche industrielle en vue d'accroître les capacités d'innovation des petites et moyennes entreprises .....	.....	.....	(6 306)	(6 306)
Total des transferts	(34 255)	20 363	14 001	109
Présent budget supplémentaire des dépenses	10 656	20 363	102 951	133 970

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés de 521 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la réaffectation des fonds du Programme d'économie sociale pour l'Ontario afin de promouvoir et de soutenir le développement socio-économique dans les collectivités rurales de l'Est de l'Ontario (321 000 \$) et d'une diminution des besoins de financement relatifs à la technologie et à l'innovation dans le cadre des programmes existants en matière de changement climatique, en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental (200 000 \$).

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 17 023 671 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la réaffectation des fonds du Programme d'économie sociale pour l'Ontario afin de promouvoir et de soutenir le développement socio-économique dans les collectivités rurales de l'Est de l'Ontario (9 599 800 \$) et d'une diminution des besoins de financement relatifs à la technologie et à l'innovation dans le cadre des programmes existants en matière de changement climatique, en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental (7 423 871 \$).

INDUSTRIE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Secteur des politiques – Développement économique</i>		
Subvention au Schulich School of Business	40 000	.....
<i>Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications – Marché</i>		
Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	25 000	.....
Montant total brut des subventions	65 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Partenariat technologique Canada – Organisme de service spécial</i>		
Contributions en vertu du programme Partenariat technologique Canada	72 673 498	.....
<i>Secteur des opérations – Développement économique</i>		
Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario ..	1 910 000	.....
Contributions en vertu du programme Infrastructures Canada	36 326 821	.....
Contributions dans le cadre du Programme de développement de l'Est de l'Ontario	9 599 800	.....
	47 836 621	.....
<i>Secteur de l'industrie – Développement économique</i>		
Contributions en vertu de l'Initiative des industries de la langue	150 000	.....
Contributions en vertu du Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement .	677 000	.....
	827 000	.....
<i>Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications – Développement économique</i>		
Contributions en vertu du Programme d'accès communautaire	20 462 644	.....
Contributions en vertu du Programme Rescol	11 965 960	.....
Contributions en vertu du Programme pilote de services à large bande pour le développement rural et du Nord	450 000	.....
	32 878 604	.....
Montant total brut des contributions	154 215 723	.....
Montant total brut des paiements de transfert	154 280 723	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	45 023 871	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	6 306 000	.....
Montant net des paiements de transfert	102 950 852	.....

INDUSTRIE

Agence spatiale canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 30	Crédit 35	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	8 671	.....	.....	8 671
Fonds pour la poursuite de projets liés à l'espace et à l'observation de la Terre, y compris la conception et l'achat d'instruments .....	.....	1 640	.....	1 640
Réinvestissement des redevances de la vente des données provenant du satellite Radarsat-1	1 632	.....	.....	1 632
Montant brut des crédits à adopter	10 303	1 640	.....	11 943
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	3 170	.....	.....	3 170
Total des crédits à adopter	7 133	1 640	.....	8 773
Transferts				
Transfert de Transports – Pour maximiser l'utilisation des données de satellite afin d'appuyer les priorités maritimes du Canada (Exploitation coordonnée de l'observation de la Terre pour la sécurité marine).....	150	.....	.....	150
Réaffectation interne des ressources – Pour appuyer la sensibilisation, la recherche et la formation en sciences et technologies spatiales	(1 380)	.....	1 380	.....
Total des transferts	(1 230)	.....	1 380	150
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 903	1 640	1 380	8 923

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Sensibilisation à l'espace et éducation</i>		
Programme global de subventions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales.....	150 000	.....
<i>Sciences et exploration (SE) spatiales</i>		
Programme global de subventions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales.....	1 230 000	.....
Total des paiements de transfert	1 380 000	.....

INDUSTRIE

Tribunal de la concurrence

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal de la concurrence demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 45
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	12
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	2
Présent budget supplémentaire des dépenses	10

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 45 : Des fonds autorisés de 2 429 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de fonds retenus au cours de l'exercice 2006-2007 correspondant au montant des dépenses qui a excédé l'autorisation de dépenser du Tribunal en 2005-2006.

Commission du droit d'auteur

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission du droit d'auteur demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	110

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 55	Crédit 60	Crédit 65	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	17 821	.....	.....	17 821
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	13 483	.....	.....	13 483
Fonds pour une entente sur la parité salariale convenue avec l'Association des employés du Conseil de recherches au nom du personnel de soutien administratif	12 158	.....	.....	12 158
Fonds destinés à l'Institut national de nanotechnologie, à l'Institut Herzberg d'astrophysique, à l'Institut de recherche en construction et à l'Institut de technologie de l'information.....	6 440	.....	.....	6 440
Fonds destinés à des projets liés à l'amélioration de l'infrastructure de base et à l'achat d'équipement nécessaire pour des projets de recherche et de développement déterminés .....	.....	945	.....	945
Fonds pour des programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental (<i>poste horizontal</i>).....	37	.....	.....	37
Montant brut des crédits à adopter	49 939	945	.....	50 884
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	2 210	.....	.....	2 210
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	387	.....	.....	387
Total des fonds disponibles	2 597	.....	.....	2 597
Total des crédits à adopter	47 342	945	.....	48 287
Transferts				
Transfert d'Industrie (6 306 \$) et de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (2 570 \$) – Pour appuyer le Programme d'aide à la recherche industrielle en vue d'accroître les capacités d'innovation des petites et moyennes entreprises.....	.....	.....	8 876	8 876
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour l'achat de l'équipement de recherche et développement et l'aménagement d'un centre de transfert des technologies (Centre des technologies de fabrication en aérospatiale) .....	.....	1 000	.....	1 000
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'augmentation des subventions par catégorie pour le Programme visant à rehausser la capacité scientifique et technologique du Canada*	(375)	.....	375	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des adhésions à des organisations internationales.....	(72)	.....	72	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le réaménagement de l'Institut national de nanotechnologie.....	(1 982)	1 982	.....	.....
Transfert à Industrie – Pour appuyer des activités de mise en valeur et de promotion des technologies langagières	(150)	.....	.....	(150)
Total des transferts	(2 579)	2 982	9 323	9 726
Présent budget supplémentaire des dépenses	44 763	3 927	9 323	58 013

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 55 : Des fonds autorisés de 387 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins de financement pour la technologie et l'innovation dans le cadre des programmes existants en matière de changement climatique, pendant la mise au point d'un nouveau programme environnemental.

* Un montant de 207 500 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Recherche et développement</i>		
Programme visant à rehausser la capacité scientifique et technologique du Canada	375 000	.....
Affiliations internationales	54 000	.....
	429 000	.....
<i>Soutien technologique et industriel</i>		
Affiliations internationales	18 000	.....
Total des subventions	447 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Soutien technologique et industriel</i>		
Contributions à des entreprises canadiennes pour développer, adapter et exploiter des innovations technologiques.....	8 876 000	.....
Total des contributions	8 876 000	.....
Total des paiements de transfert	9 323 000	.....

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 70	Crédit 75	Total
Fonds pour investir dans la recherche scientifique le développement technologique et la formation des diplômés hautement qualifiés par l'entremise des trois conseils subventionnaires fédéraux	685	16 150	16 835
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 638	.....	1 638
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle dans l'Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>)	700	.....	700
Montant brut des crédits à adopter	3 023	16 150	19 173
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.	270	.....	270
Total des crédits à adopter	2 753	16 150	18 903
Transferts			
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	.....	(340)	(340)
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 753	15 810	18 563

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Financer la recherche fondamentale</i>		
Subventions et bourses.....	14 150 000	.....
<i>Financer la recherche dans des domaines stratégiques</i>		
Subventions et bourses.....	2 000 000	.....
Montant total brut des subventions	16 150 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	339 946	.....
Montant net des paiements de transfert	15 810 054	.....

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 80	Crédit 85	Total
Fonds à l'appui des coûts indirects de la recherche.....	.....	40 000	40 000
Fonds pour investir dans la recherche scientifique le développement technologique et la formation des diplômés hautement qualifiés par l'entremise des trois conseils subventionnaires fédéraux.....	181	5 759	5 940
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	925	.....	925
Montant brut des crédits à adopter	1 106	45 759	46 865
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	50	.....	50
Moins : Restriction des dépenses en 2006.....	.....	433	433
Total des fonds disponibles	50	433	483
Total des crédits à adopter	1 056	45 326	46 382
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – Pour la recherche sur l'élaboration de politiques relativement à la participation sportive.....	.....	487	487
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour soutenir les Centres d'excellence dans leurs activités visant à promouvoir et à financer des recherches au sujet de politiques publiques en matière d'immigration, l'intégration et la diversité (projet Metropolis).....	.....	274	274
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	.....	(179)	(179)
Transfert à la Défense nationale – Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada.....	.....	(1 208)	(1 208)
Total des transferts	.....	(626)	(626)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 056	44 700	45 756

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Bourses et prix</i>		
Subventions et bourses.....	750 000	.....
<i>Recherche définie par le chercheur (thème et sujet définis par le ou les chercheurs)</i>		
Subventions et bourses.....	1 009 300	.....
<i>Recherche et formation ciblées</i>		
Subventions et bourses.....	2 761 014	.....
<i>Développement de la recherche stratégique</i>		
Subventions et bourses.....	950 000	.....
<i>Interaction et diffusion de la recherche</i>		
Subventions et bourses.....	1 050 000	.....
<i>Coûts indirects de la recherche</i>		
Subventions et bourses.....	40 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	46 520 314	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit.....</i>	433 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit.....</i>	1 387 088	.....
Montant net des paiements de transfert	44 700 226	.....

INDUSTRIE

Statistique Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Statistique Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 95
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	28 610
Fonds pour des projets qui visent à rectifier les lacunes statistiques et à appuyer l'élaboration de politiques dans les secteurs de l'économie du savoir, la croissance économique, la cohésion sociale, le développement humain et les défis et les possibilités de la mondialisation	18 014
Fonds pour recueillir des données sur l'impôt foncier des propriétés résidentielles selon leur valeur marchande pour le ministère des Finances relativement au Programme de péréquation du Canada	386
Montant brut des crédits à adopter	<u>47 010</u>
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	2 440
Moins : Restriction des dépenses en 2006	15 000
Total des fonds disponibles	<u>17 440</u>
Total des crédits à adopter	<u>29 570</u>
Transferts	
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	356
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>29 926</u>

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement	549 019 000	(282 200)	24 768 646	573 505 446
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	286 850 000	.....	46 605 000	333 455 000
(L)	Ministre de la Justice – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79 810 000	.....	.....	79 810 000
	Total du Ministère	915 751 922	(282 200)	71 373 646	986 843 368
Commission canadienne des droits de la personne					
10a	Dépenses du Programme	18 643 000	.....	964 450	19 607 450
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 362 000	.....	.....	2 362 000
	Total de l'organisme	21 005 000	.....	964 450	21 969 450
Tribunal canadien des droits de la personne					
15a	Dépenses du Programme	3 984 000	.....	178 523	4 162 523
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	368 000	.....	.....	368 000
	Total de l'organisme	4 352 000	.....	178 523	4 530 523
Commissaire à la magistrature fédérale					
20a	Dépenses de fonctionnement	7 629 000	.....	159 929	7 788 929
25a	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 589 000	.....	262 950	1 851 950
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	349 546 000	.....	.....	349 546 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	868 000	.....	.....	868 000
	Total de l'organisme	359 632 000	.....	422 879	360 054 879
Service administratif des tribunaux judiciaires					
30a	Dépenses du Programme	55 932 000	.....	2 051 249	57 983 249
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 615 000	.....	.....	6 615 000
	Total de l'organisme	62 547 000	.....	2 051 249	64 598 249
Commission du droit du Canada					
35a	Dépenses du Programme	3 020 000	.....	(871 500)	2 148 500
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	173 000	.....	.....	173 000
	Total de l'organisme	3 193 000	.....	(871 500)	2 321 500

Nota :

Les montants des crédits négatifs de la colonne «Rajustements des crédits» sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
40a Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	7 188 000	.....	42 571	7 230 571
45a Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme.....	14 460 000	.....	196 250	14 656 250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 831 000	.....	.....	2 831 000
Total de l'organisme	24 479 000	.....	238 821	24 717 821
Cour suprême du Canada				
50a Dépenses du Programme.....	20 791 000	.....	2 445 350	23 236 350
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.....	4 653 000	.....	.....	4 653 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 380 000	.....	.....	2 380 000
Total de l'organisme	27 824 000	.....	2 445 350	30 269 350
Total du portefeuille.....	1 418 783 922	(282 200)	76 803 418	1 495 305 140

JUSTICE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Justice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds aux gouvernements provinciaux et territoriaux qui offrent un soutien financier pour les services d'aide juridique dans le cadre de la stratégie d'aide juridique du Canada	395	44 105	44 500
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	24 556	.....	24 556
Fonds pour aborder les problèmes liés à l'implication des jeunes en ce qui concerne les armes à feu, les gangs et les drogues .....	.....	2 500	2 500
Fonds visant à soutenir la lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement d'activités terroristes conformément à la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes (poste horizontal)</i>	955	.....	955
Ressources supplémentaires en raison d'une nouvelle répartition des responsabilités régionales du Ministère	275	.....	275
Fonds pour la gestion et le versement de la Prestation universelle pour la garde d'enfants destinée aux familles canadiennes ayant de jeunes enfants (<i>poste horizontal</i>)	258	.....	258
Montant brut des crédits à adopter	26 439	46 605	73 044
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.	1 670	.....	1 670
Total des crédits à adopter	24 769	46 605	71 374
Transferts			
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère de la Justice dans les missions à l'étranger	(282)	.....	(282)
Présent budget supplémentaire des dépenses	24 487	46 605	71 092

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Élaborer et mettre en œuvre des programmes</i>		
Subventions à l'appui du Fonds de soutien au système de justice pour les jeunes	750 000	.....
Contributions		
<i>Élaborer et mettre en œuvre des programmes</i>		
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique	40 000 000	.....
Contributions à l'appui du Fonds de soutien au système de justice pour les jeunes	1 750 000	.....
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridiques)	1 500 000	.....
Contributions à l'appui de l'assignation d'avocats par la Cour fédérale	1 400 000	.....
Contributions à l'appui de l'assignation d'avocats par la Cour fédérale – Situations d'aide juridique	250 000	.....
Contributions à l'appui de projets pilotes d'aide juridique	955 000	.....
Montant total des contributions	45 855 000	.....
Total des paiements de transfert	46 605 000	.....

JUSTICE

Commission canadienne des droits de la personne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des droits de la personne demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	1 004
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	40
Présent budget supplémentaire des dépenses	964

Tribunal canadien des droits de la personne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal canadien des droits de la personne demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	189
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	10
Présent budget supplémentaire des dépenses	179

Commissaire à la magistrature fédérale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissaire à la magistrature fédérale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	160	68	228
Coûts relatifs à une enquête disciplinaire visant un juge de la Cour supérieure de justice de l'Ontario.....	. . . .	195	195
Présent budget supplémentaire des dépenses	160	263	423

JUSTICE

Service administratif des tribunaux judiciaires

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service administratif des tribunaux judiciaires demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	2 341
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	290
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 051

Commission du droit du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission du droit du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	148
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	20
Moins : Restriction des dépenses en 2006	1 000
Total des fonds disponibles	1 020
Présent budget supplémentaire des dépenses	(872)

JUSTICE

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	43	196	239

Cour suprême du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Cour suprême du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50
Fonds pour le remplacement, l'amélioration et l'installation d'appareils audiovisuels, de traitement de l'information et de traduction simultanée dans la salle d'audience principale de la Cour.....	1 489
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	1 006
Montant brut des crédits à adopter	2 495
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	50
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 445

PARLEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Sénat					
1	Dépenses du Programme.....	53 905 150	.....	.....	53 905 150
(L)	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	23 917 500	.....	.....	23 917 500
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 453 100	.....	.....	6 453 100
	Total de l'organisme	84 275 750	.....	.....	84 275 750
Chambre des communes					
5a	Dépenses du Programme.....	256 312 241	.....	2 905 895	259 218 136
(L)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	109 396 501	.....	2 300 700	111 697 201
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 615 153	.....	.....	34 615 153
	Total de l'organisme	400 323 895	.....	5 206 595	405 530 490
Bibliothèque du Parlement					
10a	Dépenses du Programme.....	29 614 000	.....	623 000	30 237 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 372 000	.....	.....	4 372 000
	Total de l'organisme	33 986 000	.....	623 000	34 609 000
Commissariat à l'éthique					
15	Dépenses du Programme.....	4 486 000	.....	.....	4 486 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	565 000	.....	.....	565 000
	Total de l'organisme	5 051 000	.....	.....	5 051 000
Conseiller sénatorial en éthique					
20	Dépenses du Programme.....	827 560	.....	.....	827 560
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	129 865	.....	.....	129 865
	Total de l'organisme	957 425	.....	.....	957 425
	Total du portefeuille.....	524 594 070	.....	5 829 595	530 423 665

PARLEMENT

Chambre des communes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Chambre des communes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 5	Législatif	Total
Coûts de fonctionnement supplémentaires	2 906	.....	2 906
Crédits législatifs			
Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires .....	.....	2 301	2 301
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 906	2 301	5 207

Bibliothèque du Parlement

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Bibliothèque du Parlement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10
Coûts de fonctionnement supplémentaires	623

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 730 946 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	249 623 000	(12 136 102)	18 074 762	255 561 660
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 400 000 \$ du crédit 120 (Patrimoine canadien) et de 200 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 104 612 000	14 953 743	55 767 536	1 175 333 279
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs.....	1 030 000	.....	.....	1 030 000
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	637 000	.....	.....	637 000
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents.....	182 000	.....	.....	182 000
(L)	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 464 000	.....	.....	28 464 000
	Total des dépenses budgétaires.....	1 384 620 922	2 817 641	73 842 298	1 461 280 861
L10	Prêts à des établissements et à des administrations en vertu de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10 000	.....	.....	10 000
	Total du Ministère.....	1 384 630 922	2 817 641	73 842 298	1 461 290 861
Conseil des Arts du Canada					
15a	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 965 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	150 445 250	965 000	20 000 000	171 410 250
	Total de l'organisme	150 445 250	965 000	20 000 000	171 410 250
Société Radio-Canada					
20a	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	1 006 039 000	(31 730 000)	1	974 309 001
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	.....	.....	4 000 000
30a	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 33 730 000 \$ du crédit 20 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	102 000 000	33 730 000	1	135 730 001
	Total de l'organisme	1 112 039 000	2 000 000	2	1 114 039 002

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0086, la responsabilité du Secrétariat des langues officielles a été transférée du Bureau du Conseil privé à Patrimoine canadien (1 730 946 \$).

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Musée canadien des civilisations				
35a Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 554 250 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	59 946 000	1 554 250	1	61 500 251
Total de l'organisme	59 946 000	1 554 250	1	61 500 251
Musée canadien de la nature				
40 Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	59 145 000	.....	.....	59 145 000
Total de l'organisme	59 145 000	.....	.....	59 145 000
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
45a Dépenses du Programme	1	.....	1 882 300	1 882 301
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 815 000	.....	.....	5 815 000
Total de l'organisme	5 815 001	.....	1 882 300	7 697 301
Bibliothèque et Archives du Canada				
50a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 485 155 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	97 430 000	3 485 155	1 404 914	102 320 069
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 641 000	.....	.....	11 641 000
Total de l'organisme	109 071 000	3 485 155	1 404 914	113 961 069
Société du Centre national des Arts				
55a Paiements à la Société du Centre national des Arts – Pour autoriser le virement au présent crédit de 600 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 1 518 323 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	33 283 000	2 118 323	1	35 401 324
Total de l'organisme	33 283 000	2 118 323	1	35 401 324
Commission des champs de bataille nationaux				
60a Dépenses du Programme	7 006 000	.....	833 350	7 839 350
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1 (1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 500 000	.....	100 000	1 600 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	401 000	.....	.....	401 000
Total de l'organisme	8 907 000	.....	933 350	9 840 350
Office national du film				
65a Fonds renouvelable de l'Office national du film – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 470 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 420 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	64 839 000	2 890 000	3 214 253	70 943 253
(L) Fonds renouvelable de l'Office national du film .....	.....	.....	.....	.....
Total de l'organisme	64 839 000	2 890 000	3 214 253	70 943 253

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Musée des beaux-arts du Canada					
70	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	38 618 000	.....	.....	38 618 000
75	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
	Total de l'organisme	46 618 000	.....	.....	46 618 000
Musée national des sciences et de la technologie					
80a	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 323 620 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	25 577 000	323 620	1	25 900 621
	Total de l'organisme	25 577 000	323 620	1	25 900 621
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones					
85a	Dépenses de fonctionnement	196 205 000	(147 153 750)	.....	49 051 250
90a	Contributions	6 000 000	(4 500 000)	.....	1 500 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 406 000	(6 406 000)	.....	.....
	Total de l'organisme	208 611 000	(158 059 750)	.....	50 551 250
Commission de la fonction publique					
95a	Dépenses du Programme.....	92 949 000	.....	2 100 944	95 049 944
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 068 000	.....	.....	13 068 000
	Total de l'organisme	106 017 000	.....	2 100 944	108 117 944
Commission des relations de travail dans la fonction publique					
100	Dépenses du Programme.....	17 073 000	.....	.....	17 073 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	851 000	.....	.....	851 000
	Total de l'organisme	17 924 000	.....	.....	17 924 000
Tribunal de la dotation de la fonction publique					
105	Dépenses du Programme.....	4 710 000	.....	.....	4 710 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	534 000	.....	.....	534 000
	Total de l'organisme	5 244 000	.....	.....	5 244 000
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice					
110a	Dépenses de fonctionnement	11 489 000	.....	384 591	11 873 591
115a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 115 815 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	11 750 000	115 815	1	11 865 816
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 367 000	.....	.....	1 367 000
	Total de l'organisme	24 606 000	115 815	384 592	25 106 407

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0399, transfert de la responsabilité à l'égard du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones du ministre du Patrimoine canadien au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (158 059 750 \$).

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Téléfilm Canada				
120a Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 550 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	125 042 000	(19 850 000)	1	105 192 001
Total de l'organisme	125 042 000	(19 850 000)	1	105 192 001
Total du portefeuille.....	3 547 760 173	(161 639 946)	103 762 657	3 489 882 884

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour les coûts de fonctionnement du Centre mondial du pluralisme qui a pour mission de promouvoir le pluralisme en tant que fondement pour une saine gouvernance, la paix et le développement humain, et ce grâce à la recherche et au dialogue portant sur la diversité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse.....	.....	30 000	30 000
Fonds pour aider les organisations de sport à tenir des événements sportifs au Canada (programme d'accueil des Jeux).....	.....	12 000	12 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	11 650	.....	11 650
Fonds à l'appui d'entreprises détenues et contrôlées par des intérêts canadiens pour la production et la distribution de livres d'auteurs canadiens, au Canada et à l'étranger (Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition).....	1 670	8 000	9 670
Fonds visant à appuyer l'organisation de la commémoration du 400 ^e anniversaire de Québec en 2008 (<i>poste horizontal</i>).....	350	6 125	6 475
Fonds destinés au Programme du multiculturalisme afin de favoriser l'instauration d'une société plus inclusive.....	1 825	4 053	5 878
Fonds afin de verser un paiement unique à titre gracieux et symbolique de 20 000 \$ aux personnes d'origine chinoise qui ont payé la taxe d'entrée et qui sont encore vivantes, de même qu'aux conjoints de celles qui sont décédées.....	2 708	.....	2 708
Fonds à l'appui de projets fédéraux visant à sensibiliser les Canadiens, plus particulièrement les jeunes, à la discrimination et aux difficultés rencontrées par les communautés touchées par des mesures de guerre et/ou des restrictions apportées à l'immigration (Programme national de reconnaissance historique).....	1 963	.....	1 963
Fonds afin d'aider des institutions désignées à acheter des biens culturels d'importance pour le patrimoine canadien.....	.....	1 836	1 836
Fonds à l'appui de projets communautaires de commémoration et d'éducation qui permettront de sensibiliser la population aux mesures historiques discriminatoires imposées aux communautés (Programme communautaire de reconnaissance historique).....	665	706	1 371
Montant brut des crédits à adopter	20 831	62 720	83 551
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	1 750	.....	1 750
Moins : Restriction des dépenses en 2006.....	1 006	5 117	6 123
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	1 836	1 836
Total des fonds disponibles	2 756	6 953	9 709
Total des crédits à adopter	18 075	55 767	73 842

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert de Téléfilm Canada – Pour la production et la télédiffusion d'émission et de films manifestement canadiens qui sont un reflet de la culture, des histoires et des thèmes canadiens grâce au Fonds canadien de télévision.....	.....	20 400	20 400
Transfert du Conseil privé – Pour le Secrétariat des langues officielles, comme suite à la restructuration du gouvernement	1 731	.....	1 731
Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences – Pour promouvoir la participation active des jeunes leaders canadiens partout au Canada (Action Canada).....	.....	200	200
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour une subvention à l'appui du Centre international du film pour l'enfance et la jeunesse.....	(100)	.....	(100)
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour la Commission internationale du théâtre francophone.....	.....	(115)	(115)
Transfert à la Société du Centre national des Arts – À l'appui des prix du Gouverneur général pour les arts de la scène.....	.....	(168)	(168)
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour le Programme de diversité de la musique canadienne qui est un volet du Fonds de la musique du Canada .....	.....	(250)	(250)
Transfert à Bibliothèque et Archives du Canada – Pour la création du Dictionnaire canadien de biographies.....	(400)	.....	(400)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour la recherche sur l'élaboration de politiques relativement à la participation sportive.....	.....	(487)	(487)
Transfert à Bibliothèque et Archives du Canada – Pour assurer la préservation des films canadiens et leur accessibilité conformément à la Politique canadienne du long métrage	(550)	.....	(550)
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Pour des activités stratégiques relatives à Parcs Canada comme suite à la restructuration du gouvernement	(800)	.....	(800)
Transfert à la Société du Centre national des Arts – À l'appui de l'élaboration du festival Scène Québec .....	.....	(1 000)	(1 000)
Transfert au Conseil des Arts du Canada (600 \$), à Téléfilm Canada (550 \$), à l'Office national du film (420 \$), à Agriculture et Agroalimentaire (400 \$), Société du Centre national des Arts (350 \$), à Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (330 \$), à l'Agence de santé publique du Canada (294 \$), à Ressources humaines et Développement des compétences (207 \$), à Affaires indiennes et du Nord canadien (200 \$), à Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice (116 \$), à Pêches et Océans (109 \$) et à Industrie (50 \$) – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	(3 626)	(3 626)
Transfert à Bibliothèque et Archives du Canada (2 535 \$), à l'Office national du film (2 470 \$), à la Société Radio-Canada (2 000 \$), à Anciens combattants (1 705 \$), au Musée canadien des civilisations (1 554 \$), à la Société du Centre national des Arts (600 \$), à l'Agence Parcs Canada (474 \$), à Statistique Canada (356 \$) et au Musée national des sciences et de la technologie (324 \$) – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>).....	(12 017)	.....	(12 017)
Total des transferts	(12 136)	14 954	2 818
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 939	70 721	76 660

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 1 836 320 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en contributions relativement au Programme d'aide aux musées.

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
<i>Accès et participation à la vie culturelle du Canada</i>		
Subventions à des établissements et à des administrations publiques sis au Canada conformément à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	1 836 320	.....
<i>Participation à la vie communautaire et à la vie civique</i>		
Subvention au Centre mondial du pluralisme	30 000 000	.....
Subventions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers pour promouvoir le multiculturalisme	742 650	.....
Subventions à l'appui du Programme communautaire de reconnaissance historique	114 861	.....
	30 857 511	.....
Montant total brut des subventions	32 693 831	.....
Contributions		
<i>Création de contenu canadien et excellence des performances</i>		
Contributions au Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition	8 000 000	.....
Contributions au Programme d'accueil des jeux	11 500 000	.....
Contributions au Fonds canadien de télévision	20 400 000	.....
	39 900 000	.....
<i>Participation à la vie communautaire et à la vie civique</i>		
Contributions à l'appui de l'initiative Échanges Canada	200 000	.....
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de <i>Canada en fête!</i>	6 125 437	.....
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers afin de promouvoir le multiculturalisme	3 310 467	.....
Contributions à l'appui du Programme communautaire de reconnaissance historique	591 121	.....
Contributions destinées au programme d'accueil des Jeux	500 000	.....
	10 727 025	.....
Montant total brut des contributions	50 627 025	.....
Montant total brut des paiements de transfert	83 320 856	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	6 953 320	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	5 646 257	.....
Montant net des paiements de transfert	70 721 279	.....

PATRIMOINE CANADIEN

Conseil des Arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil des Arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds consacrés aux artistes, aux organisations vouées aux arts, à l'organisation de tournées et à la diffusion du travail des artistes, et ce dans le but de soutenir l'innovation et la croissance et d'assurer le succès de la collectivité culturelle canadienne.....	20 000
Transferts	
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	600
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le Programme de diversité de la musique canadienne qui est un volet du Fonds de la musique du Canada	250
Transfert de Patrimoine canadien – Pour la Commission internationale du théâtre francophone.....	115
Total des transferts	965
Présent budget supplémentaire des dépenses	20 965

Société Radio-Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société Radio-Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 20	Crédit 30	Total
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>).....	2 000	.....	2 000
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des projets d'immobilisation liés aux services de radio et de télévision de langues française et anglaise.....	(33 730)	33 730	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	(31 730)	33 730	2 000

PATRIMOINE CANADIEN

Musée canadien des civilisations

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien des civilisations demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 35
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	1 554

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 45
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 882

PATRIMOINE CANADIEN
Bibliothèque et Archives du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Bibliothèque et Archives du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	2 159
Acquisition, traitement et entreposage des documents personnels et politiques du très honorable Paul Martin	481
Fonds pour compenser les fluctuations monétaires qui ont des répercussions sur les paiements destinés au réseau du Numéro international normalisé des publications en série	1
Montant brut des crédits à adopter	2 641
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	610
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	626
Total des fonds disponibles	1 236
Total des crédits à adopter	1 405
Transferts	
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	2 535
Transfert de Patrimoine canadien – Pour assurer la préservation des films canadiens et leur accessibilité conformément à la Politique canadienne du long métrage	550
Transfert de Patrimoine canadien – Pour la création du Dictionnaire canadien de biographies	400
Total des transferts	3 485
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 890

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 626 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un surplus disponible dans les autorisations comme suite à l'atteinte des objectifs en matière de recettes fixés dans la phase 1 de l'Examen des programmes et en raison de la réaffectation de ressources internes pour faire face aux fluctuations monétaires qui ont des répercussions sur les paiements destinés au réseau du Numéro international normalisé des publications en série.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Gérer le patrimoine documentaire qui présente un intérêt pour le Canada</i>		
Système international de données sur les publications en série	957	.....
Contributions		
<i>Faire connaître le patrimoine documentaire et le rendre accessible pour fins d'utilisation</i>		
Programme national de développement des archives	494 990	.....
Total des paiements de transfert	495 947	.....

PATRIMOINE CANADIEN
Société du Centre national des Arts

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société du Centre national des Arts demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 55
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui de l'élaboration du festival Scène Québec	1 000
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	600
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	350
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui aux prix du Gouverneur général pour les arts de la scène.....	168
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 118

Commission des champs de bataille nationaux

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des champs de bataille nationaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 60	Législatif	Total
Fonds visant à appuyer l'organisation de la commémoration du 400 ^e anniversaire de Québec en 2008 (<i>poste horizontal</i>)	500	.....	500
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	343	.....	343
Montant brut des crédits à adopter	843	.....	843
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.	10	.....	10
Total des crédits à adopter	833	.....	833
Crédits législatifs			
Augmentation prévue des revenus provenant des droits de stationnement, des droits d'entrée et des frais administratifs .....	.....	100	100
Présent budget supplémentaire des dépenses	833	100	933

PATRIMOINE CANADIEN

Office national du film

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national du film demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 65
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	3 404
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	190
Total des crédits à adopter	3 214
Transferts	
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	2 470
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	420
Total des transferts	2 890
Présent budget supplémentaire des dépenses	6 104

Musée national des sciences et de la technologie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée national des sciences et de la technologie demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 80
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	324

PATRIMOINE CANADIEN

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones –
Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés

Transferts	Crédit 85	Crédit 90	Total
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour la responsabilité à l'égard du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones en raison de la restructuration du gouvernement	(147 154)	(4 500)	(151 654)
Transferts de crédits législatifs			
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour la responsabilité à l'égard du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones en raison de la restructuration du gouvernement			(6 406)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(147 154)	(4 500)	(158 060)

Commission de la fonction publique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 95
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	3 808
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	460
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	1 247
Total des fonds disponibles	1 707
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 101

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 95 : Des fonds autorisés totalisant 1 247 356 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une redistribution des ressources entre les autres frais relatifs au fonctionnement et au personnel.

PATRIMOINE CANADIEN

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	<u>Crédit 110</u>	<u>Crédit 115</u>	<u>Total</u>
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	425	.....	425
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.	40	.....	40
Total des crédits à adopter	385	.....	385
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	116	116
Présent budget supplémentaire des dépenses	385	116	501
Paiements de transfert (dollars)			
	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>	
Subventions			
<i>Accroître les connaissances et la capacité des organisations quant à l'égalité entre les sexes</i>			
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....			
	115 815	.....

Téléfilm Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Téléfilm Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	<u>Crédit 120</u>
Transfert de Patrimoine Canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	550
Transfert de Patrimoine canadien – Pour la production et la télédiffusion d'émissions et de films manifestement canadiens qui sont un reflet de la culture, des histoires et des thèmes canadiens grâce au Fonds canadien de télévision	(20 400)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(19 850)

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 554 324 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 1 258 245 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 111 027 000	(2 168 739)	123 762 921	1 232 621 182
5a Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 360 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	168 064 000	1 360 000	48 750 000	218 174 000
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 062 508 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 109 250 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	111 912 000	3 171 758	40 765 300	155 849 058
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile.....	72 922	.....	.....	72 922
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	122 292 000	.....	.....	122 292 000
Total du portefeuille.....	1 513 367 922	2 363 019	213 278 221	1 729 009 162

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour soutenir l'exécution des programmes et la prestation des services, afin d'assurer le niveau de financement nécessaire à la stabilisation des opérations de base	55 520	42 000	.....	97 520
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	53 975	.....	.....	53 975
Fonds destiné à la conservation et au repeuplement des stocks de saumon sauvage de l'Atlantique (Fonds de dotation pour le saumon de l'Atlantique).....	.....	.....	30 000	30 000
Fonds en réponse au jugement de la Cour suprême du Canada dans l'affaire R.c. Marshall pour appuyer les activités en matière de cogestion, de conservation et de protection des pêches, ainsi que le renforcement des capacités économiques de communautés Mi'kmaq et malécites membres des Première nations.....	890	.....	10 125	11 015
Fonds pour définir un projet d'infrastructure de la technologie de l'information qui permettra d'améliorer la gestion de la technologie de l'information et le matériel de traitement des données	10 615	.....	.....	10 615
Fonds pour les coûts de réparation et d'entretien relativement au dessaisissement de Garden City (Richmond, Colombie-Britannique) permettant d'appuyer des dépenses essentielles et des dépenses mineures en capital visant à réduire la responsabilité et les risques liés aux biens immobiliers.....	5 000	.....	.....	5 000
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	4 206	.....	.....	4 206
Fonds pour le renouvellement de la flotte de la Garde côtière canadienne.....	.....	3 750	.....	3 750
Fonds pour l'acquisition de huit navires de patrouille semi-côtière pour assurer la sûreté maritime.....	.....	3 000	.....	3 000
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	697	.....	.....	697
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	656	.....	.....	656
Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans) .....	.....	.....	640	640
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle dans l'Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>).....	400	.....	.....	400
Ressources supplémentaires en raison d'une nouvelle répartition des responsabilités régionales du Ministère.....	25	.....	.....	25
Montant brut des crédits à adopter	131 984	48 750	40 765	221 499
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	8 020	.....	.....	8 020
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	200	.....	.....	200
Total des fonds disponibles	8 220	.....	.....	8 220
Total des crédits à adopter	123 764	48 750	40 765	213 279

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour l'aménagement portuaire à Conne River, Terre-Neuve et Labrador.....	.....	1 360	.....	1 360
Transfert de la Défense nationale – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada (<i>poste horizontal</i>).....	1 258	.....	.....	1 258
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	554	.....	.....	554
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	109	109
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour faciliter la compréhension des données scientifiques sur les populations de saumons du bassin du Fraser, l'affermissement des relations avec les intervenants et l'amélioration de la gestion des pêches.....	(500)	.....	500	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le Programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques.....	(490)	.....	490	.....
Réaffectation des ressources internes – Pour appuyer des projets de dessaisissement dans les régions du Centre et de l'Arctique.....	(78)	.....	78	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	(1 500)	.....	1 500	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer la recherche universitaire liée aux priorités scientifiques.....	(495)	.....	495	.....
Transfert à la Défense nationale – Pour des projets de réforme de la classification des emplois au sein de la fonction publique fédérale.....	(919)	.....	.....	(919)
Total des transferts	(2 170)	1 360	3 172	2 362
Présent budget supplémentaire des dépenses	121 594	50 110	43 937	215 641

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés de 200 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de l'annulation du Programme de permis de pêche récréative en mer.

PÊCHES ET OCÉANS

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Gestion des pêches</i>		
Subventions destinées à la conservation et au repeuplement des stocks de saumon sauvage de l'Atlantique (Fonds de dotation pour le saumon de l'Atlantique).....	30 000 000	.....
<i>Ports pour petits bateaux</i>		
Subventions à l'appui des projets de dessaisissement dans les régions du Centre et de l'Arctique.....	78 000	.....
<i>Facilitateurs de programme</i>		
Subventions à l'appui de la recherche universitaire liée aux priorités scientifiques.....	495 000	.....
Montant total des subventions	30 573 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Gestion des pêches</i>		
Contributions dans le cadre du Programme d'accès aux pêches.....	9 777 400	.....
Contributions aux initiatives de mentorat en mer et de gestion de l'exploitation des pêches..	347 900	.....
Contributions pour faciliter la compréhension des données scientifiques sur les populations de saumons du bassin du Fraser et l'amélioration de la gestion des pêches.....	500 000	.....
	10 625 300	.....
<i>Ports pour petits bateaux</i>		
Contributions liées au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)	109 250	.....
<i>Facilitateurs de programme</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	1 499 500	.....
<i>Gestion des océans</i>		
Contributions en vertu du Plan d'action pour les océans	640 000	.....
<i>Science (Pêche et aquaculture durables)</i>		
Contribution à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire.....	490 008	.....
Montant total des contributions	13 364 058	.....
Montant total des paiements de transfert	43 937 058	.....

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 077 443 \$ du crédit 1 (Conseil privé) et de 213 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	323 188 000	668 481	18 360 223	342 216 704
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 207 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	825 378 000	7 000	29 348 177	854 733 177
<u>7a</u>	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 33 401 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 362 040 \$ relativement à des prêts aux étudiants irrécouvrables et 228 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada s'élevant au total à 61 562 \$ relativement au paiement en trop du Compte des rentes sur l'État – Pour autoriser le virement au présent crédit de 61 562 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> .....	.....	61 562	362 040	423 602
(L)	Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	304 638 000	.....	.....	304 638 000
(L)	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	75 000	.....	.....	75 000
(L)	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	9 525 000	.....	.....	9 525 000
(L)	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	46 402 000	.....	.....	46 402 000
(L)	Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..	119 888 000	.....	.....	119 888 000

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0361, la responsabilité du Projet de recherche sur les politiques a été transférée du Bureau du Conseil privé à Ressources humaines et Développement des compétences (3 077 443 \$).

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)				
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	45 000 000	.....	.....	45 000 000
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	575 000 000	.....	.....	575 000 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État.....	35 000	.....	.....	35 000
(L) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie et de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région.....	22 000	.....	(22 000)	.....
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	145 000	.....	.....	145 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands	48 000 000	.....	.....	48 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	177 679 000	.....	.....	177 679 000
Total des dépenses budgétaires.....	2 475 120 844	737 043	48 048 440	2 523 906 327
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	981 456 000	.....	.....	981 456 000
Total des dépenses non budgétaires.....	981 456 000	.....	.....	981 456 000
Total du Ministère.....	3 456 576 844	737 043	48 048 440	3 505 362 327

Nota :

En vertu du décret C.P. 2005-1355, les Services de recouvrement national et les Conseils juridiques et litiges-recouvrements ont été transférés du ministère du Développement des ressources humaines (Ressources humaines et Développement des compétences – Développement social) à l'Agence des douanes et du revenu du Canada (Agence du revenu du Canada) (18 166 000 \$).

Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère (Développement social)				
10a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 574 160 \$ du crédit 15 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 2 324 800 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	295 540 078	(12 267 040)	1	283 273 039
15a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	946 642 000	(3 574 160)	(2 200 000)	940 867 840
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9).....	23 255 000 000	.....	(10 000 000)	23 245 000 000
(L) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9).....	6 820 000 000	.....	42 000 000	6 862 000 000
(L) Versements d'allocations (L.R. 1985, ch. O-9)	500 000 000	.....	17 000 000	517 000 000
(L) Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	18 503 000	.....	(18 503 000)	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 431 000	.....	.....	66 431 000
(L) Paiements aux provinces et aux territoires pour le développement de la petite enfance et la garde d'enfants.....	.....	.....	650 000 000	650 000 000
(L) Prestation universelle pour la garde d'enfants .....	.....	.....	1 610 000 000	1 610 000 000
Total du Ministère.....	31 902 116 078	(15 841 200)	2 288 297 001	34 174 571 879
Conseil canadien des relations industrielles				
20a Dépenses du Programme.....	10 822 000	.....	479 500	11 301 500
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 574 000	.....	.....	1 574 000
Total de l'organisme	12 396 000	.....	479 500	12 875 500

Nota :

Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
25a Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 266 048 000	.....	(22 500 000)	2 243 548 000
27a Porter de 300 000 000 000 \$ à 350 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11(b) de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> .....	.....	.....	1	1
(L) ÉnerGuide pour les ménages à faible revenu.....	.....	.....	5 200 000	5 200 000
Total des dépenses budgétaires.....	2 266 048 000	.....	(17 299 999)	2 248 748 001
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	(198 472 000)	.....	.....	(198 472 000)
Total des dépenses non budgétaires.....	(198 472 000)	.....	.....	(198 472 000)
Total de l'organisme	2 067 576 000	.....	(17 299 999)	2 050 276 001
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
30 Dépenses du Programme.....	1 757 000	.....	.....	1 757 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	172 000	.....	.....	172 000
Total de l'organisme	1 929 000	.....	.....	1 929 000
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
35a Dépenses du Programme.....	3 418 000	.....	.....	3 418 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 066 000	.....	.....	1 066 000
Total de l'organisme	4 484 000	.....	.....	4 484 000
Total du portefeuille.....	37 445 077 922	(15 104 157)	2 319 524 942	39 749 498 707

Nota :

Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Fonds pour l'Initiative nationale pour les sans-abri destinés à des refuges, des maisons de transition, des logements supervisés et des services de soutien connexes dans les collectivités urbaines et rurales partout au Canada.....	.....	37 208	.....	37 208
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	13 277	.....	.....	13 277
Fonds pour aider les travailleurs âgés sans emploi vivant dans des collectivités aux prises avec un taux de chômage élevé qui persiste et/ou ayant été touchés par une réduction des effectifs	2 744	8 000	.....	10 744
Fonds destinés aux coûts de réaménagement des effectifs pour le transfert d'employés à la province à la suite de l'Entente sur le développement du marché du travail avec l'Ontario	8 500	.....	.....	8 500
Fonds à l'Administration régionale crie destinés à la structure de prestation de programmes et de services, y compris l'entretien des bureaux et la dotation, ainsi qu'à la mise en œuvre de programmes de perfectionnement des compétences et d'emploi dans les principales industries cibles comme les mines, le tourisme, l'hydroélectricité, la construction et la foresterie, sur le territoire crie.....	.....	6 940	.....	6 940
Fonds visant à permettre au Programme du travail d'atténuer les pressions importants liées au programme en raison de l'augmentation constante des responsabilités	1 808	.....	.....	1 808
Radiation des dettes payables à la Couronne pour des prêts aux étudiants irrécouvrables .....	.....	.....	362	362
Montant brut des crédits à adopter	26 329	52 148	362	78 839
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	1 796	.....	.....	1 796
Moins : Restriction des dépenses en 2006	3 564	22 800	.....	26 364
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 609	.....	.....	2 609
Total des fonds disponibles	7 969	22 800	.....	30 769
Total des crédits à adopter	18 360	29 348	362	48 070
Crédits législatifs				
Abolition des prestations d'aide à l'adaptation qui fournissaient des fonds aux travailleurs âgés entre 55 et 64 ans (pré-retraite) ayant perdu leur emploi à la suite de mises à pied importantes				(22)
Total des rajustements des crédits				48 048

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Transfert du Conseil privé – Pour le Projet de recherche sur les politiques comme suite à la restructuration du gouvernement.....	3 077	.....	.....	3 077
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils régionaux fédéraux	213	.....	.....	213
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	207	.....	207
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la radiation des dettes payables à la Couronne	(62)	.....	62	.....
Transfert à Patrimoine canadien – Pour promouvoir la participation active des jeunes leaders canadiens partout au Canada (Action Canada) .....	.....	(200)	.....	(200)
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils régionaux fédéraux	(236)	.....	.....	(236)
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social) – Pour la formation d'employés afin qu'ils respectent des normes élevées en matière de prestation de services aux Canadiens (2 393 \$) moins les fonds pour l'administration des programmes d'aide aux victimes de violence (68 \$).....	(2 325)	.....	.....	(2 325)
Total des transferts	667	7	62	736
Présent budget supplémentaire des dépenses	19 027	29 355	424	48 784

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 2 609 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution de 2 109 000 \$ des fonds nécessaires pour la gestion du Programme canadien de prêts aux étudiants et d'une diminution de 500 000 \$ des coûts de publicité en raison d'une réaffectation des fonds pour mettre en œuvre le Plan de publicité du gouvernement de 2006-2007.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
Ministère (Ressources humaines et Développement des compétences)

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
<u>Subventions</u>		
<i>Sans-abri</i>		
Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	1 097 477	.....
<i>Apprentissage</i>		
(L) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie et de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région .....	.....	(22 000)
Montant total brut des subventions	1 097 477	(22 000)
<u>Contributions</u>		
<i>Programmes d'emploi</i>		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	14 940 000	.....
<i>Apprentissage</i>		
Contributions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions d'enseignement postsecondaire ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	207 000	.....
<i>Sans-abri</i>		
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri.....	36 110 700	.....
Montant total brut des contributions	51 257 700	.....
Montant total brut des paiements de transfert	52 355 177	(22 000)
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	22 800 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	200 000	.....
Montant net des paiements de transfert	29 355 177	(22 000)

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère (Développement social)

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social)
demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	11 911	.....	11 911
Fonds pour la gestion et le versement de la Prestation universelle pour la garde d'enfants aux familles canadiennes ayant de jeunes enfants (<i>poste horizontal</i>).....	1 987	.....	1 987
Fonds pour les frais administratifs liés à des paiements uniques accordés pour les coûts de l'énergie aux personnes âgées à faible revenu et aux familles ayant des enfants (<i>poste horizontal</i>)	333	.....	333
Montant brut des crédits à adopter	14 231	.....	14 231
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	3 051	.....	3 051
Moins : Restriction des dépenses en 2006	5 606	2 200	7 806
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 000	.....	2 000
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	3 574	.....	3 574
Total des fonds disponibles	14 231	2 200	16 431
Total des crédits à adopter	.....	(2 200)	(2 200)
Crédits législatifs			
Fonds pour la Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>poste horizontal</i>)			1 610 000
Paiements aux provinces et aux territoires pour le développement de la petite enfance et la garde d'enfants			650 000
Nouvelles prévisions s'appliquant aux paiements du Supplément de revenu garanti afin de correspondre plus précisément aux prévisions récentes du nombre de bénéficiaires			42 000
Nouvelles prévisions s'appliquant aux versements d'allocations en raison principalement de l'augmentation du taux moyen des montants versés mensuellement			17 000
Nouvelles prévisions s'appliquant aux paiements versés dans le cadre de la Sécurité de la vieillesse afin de correspondre plus précisément aux prévisions récentes du nombre de bénéficiaires			(10 000)
Diminution des Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> en raison du transfert des Services de recouvrement national à l'Agence de revenu du Canada			(18 503)
Total des crédits législatifs			2 290 497
Total des rajustements des crédits			2 288 297
Transferts	Crédit 10	Crédit 15	Total
Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences – Pour la formation d'employés afin qu'ils atteignent des normes élevées en matière de prestation de services aux Canadiens (2 393 \$) moins les fonds pour l'administration des programmes d'aide aux victimes de violence (68 \$).....	2 325	.....	2 325
Réaffectation des ressources à l'interne – Relativement à l'approbation du Parlement accordant le statut de crédits législatifs aux programmes de la petite enfance et la garde d'enfants.....	3 574	(3 574)	.....
Transfert à l'Agence de revenu du Canada – Pour les Services de recouvrement national et les Conseils juridiques et litiges-recouvrements comme suite à la restructuration du gouvernement	(18 166)	.....	(18 166)
Total des transferts	(12 267)	(3 574)	(15 841)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(12 267)	(5 774)	2 272 456

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 5 574 160 \$ sont disponibles : 2 000 000 \$ à même le crédit en raison d'une diminution des besoins pour les initiatives de publicité et 3 574 160 \$ du crédit 15 en raison de la loi accordant le statut de crédits législatifs aux programmes de la petite enfance et la garde d'enfants.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère (Développement social)

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
<i>Investissement social : Veiller à ce que les programmes sociaux de base soient sûrs et qu'ils puissent s'adapter aux besoins changeants</i>		
(L) Versements du Supplément de revenu garanti.....	.....	42 000 000
(L) Versements d'allocations.....	.....	17 000 000
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse .....	.....	(10 000 000)
(L) Prestation universelle pour la garde d'enfants.....	.....	1 610 000 000
(L) Paiements aux provinces et aux territoires pour le développement de la petite enfance et la garde d'enfants .....	.....	650 000 000
Montant total brut des paiements de transfert	.....	2 309 000 000
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>2 200 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>3 574 160</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	(5 774 160)	2 309 000 000

Conseil canadien des relations industrielles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil canadien des relations industrielles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	510
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	30
Présent budget supplémentaire des dépenses	480

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société canadienne d'hypothèques et de logement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 27	Total
Financement pour la rénovation et la construction d'unités de logement sur les réserves des Premières nations.....	7 500	.....	7 500
Autorisation d'augmenter de 50 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	7 500	.....	7 500
Fonds disponibles			
Moins : Restriction des dépenses en 2006.....	30 000	.....	30 000
Total des crédits à adopter	(22 500)	.....	(22 500)
Crédits législatifs			
Autres engagements concernant le programme qui aide les ménages à faible revenu à rendre leur domicile plus éconergétique (ÉnerGuide pour les ménages à faible revenu) (<i>poste horizontal</i>).....			5 200
Présent budget supplémentaire des dépenses	(22 500)	.....	(17 300)

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail demande des fonds pour les postes suivants :

Crédit à adopter	Crédit 35
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	30
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	20
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	10
Total des fonds disponibles	30
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 35 : Des fonds autorisés de 9 861 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de fonds retenus au cours de l'exercice 2006-2007 correspondant au montant des dépenses qui a excédé l'autorisation de dépenser de l'organisme en 2005-2006.

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement	551 245 000	(167 000)	111 717 415	662 795 415
5	Dépenses en capital.....	3 701 000	.....	.....	3 701 000
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	256 094 000	.....	21 661 710	277 755 710
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	56 280 000	.....	.....	56 280 000
(L)	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse.....	1 935 000	.....	.....	1 935 000
(L)	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve	500 000	.....	.....	500 000
(L)	Contribution à l'Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	4 200 000	.....	.....	4 200 000
(L)	Contribution à l'Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	2 900 000	.....	.....	2 900 000
(L)	Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	200 000 000	.....	.....	200 000 000
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers	349 126 000	.....	.....	349 126 000
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada.....	.....	.....	.....	.....
	Total du Ministère.....	1 426 053 922	(167 000)	133 379 125	1 559 266 047
Énergie atomique du Canada limitée					
15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	103 749 000	.....	8 400 000	112 149 000
	Total de l'organisme	103 749 000	.....	8 400 000	112 149 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
20a	Dépenses du Programme.....	70 321 000	.....	10 671 756	80 992 756
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 350 000	.....	.....	8 350 000
	Total de l'organisme	78 671 000	.....	10 671 756	89 342 756
Société de développement du Cap-Breton					
25	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	66 211 000	.....	.....	66 211 000
	Total de l'organisme	66 211 000	.....	.....	66 211 000

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Office national de l'énergie				
30a Dépenses du Programme.....	33 042 000	.....	724 597	33 766 597
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 890 000	.....	.....	4 890 000
Total de l'organisme	37 932 000	.....	724 597	38 656 597
Administration du pipe-line du Nord				
35 Dépenses du Programme.....	870 000	.....	.....	870 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76 000	.....	.....	76 000
Total de l'organisme	946 000	.....	.....	946 000
Total du portefeuille.....	1 713 562 922	(167 000)	153 175 478	1 866 571 400

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Fonds pour des activités relatives au déclasséme nt sécuritaire des bâtiments fermés et des terrains contaminés afin de répondre aux exigences réglementaires fédérales, et pour une stratégie a long terme nécessaire pour le traitement des déchets nucléaires (Programme des responsabilités nucléaires héritées)	65 931	.....	65 931
Fonds pour des programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental (<i>poste horizontal</i>).....	26 329	23 738	50 067
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	30 497	.....	30 497
Fonds à l'appui du nettoyage des mines déclassées d'uranium de Gunnar et Lorado.....	.....	1 130	1 130
Réinvestissement des recettes provenant de la vente de droit de licence pour des explosifs autorisés.....	165	.....	165
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	156	.....	156
Montant brut des crédits à adopter	123 078	24 868	147 946
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.	3 420	.....	3 420
Moins : Restriction des dépenses en 2006	2 941	2 684	5 625
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	5 000	522	5 522
Total des fonds disponibles	11 361	3 206	14 567
Total des crédits à adopter	111 717	21 662	133 379
Transferts			
Transfert à Agence canadienne d'évaluation environnemental – Transfert à Transfert à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale – Pour augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation de ressources connexes (projet gazier Mackenzie)	(167)	.....	(167)
Présent budget supplémentaire des dépenses	111 550	21 662	133 212

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 5 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins pour la publicité gouvernementale.

Crédit 10 : Des fonds autorisés de 522 290 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en contributions pour les programmes existants en matière de changement climatique.

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Énergie</i>		
Subventions à l'appui de l'Initiative d'encouragement éconergétique ÉnerGuide pour les maisons	23 738 000	.....
Montant total brut des subventions	23 738 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Sciences de la Terre</i>		
Contributions à l'appui des organismes associés aux recherches sur l'impact et l'adaptation ayant trait au changement climatique	1 648 000	.....
<i>Énergie</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	157 000	.....
Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	17 961 540	.....
Contributions à l'appui des distributeurs d'électricité dans le but de promouvoir la vente d'électricité à partir de nouvelles sources d'énergies renouvelables	(10 465 000)	.....
Contributions à l'appui de l'Initiative de technologie et d'innovation	(10 031 000)	.....
Contributions à l'appui du Programme d'expansion de l'éthanol	300 000	.....
Contributions à l'appui du changement climatique : l'Enveloppe des nouvelles possibilités . Alliance canadienne sur les piles à combustible dans les transports.....	419 000	.....
Contributions à l'appui du nettoyage des mines et usines d'uranium héritées de Gunnar et Lorado	(360 000)	.....
	1 130 000	.....
	(888 460)	.....
<i>Minéraux et métaux</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	370 460	.....
Montant total brut des contributions	1 130 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	24 868 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>3 206 290</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	21 661 710	.....

Énergie atomique du Canada limitée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Énergie atomique du Canada limitée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds pour des projets de remise en état des infrastructures aux Laboratoires de Chalk River en Ontario, afin de rencontrer les exigences en matière de santé de sécurité et d'environnement.....	8 400

RESSOURCES NATURELLES

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne de sûreté nucléaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour faire face aux demandes actuelles et aux augmentations prévues de la charge de travail en matière de réglementation en raison de la croissance de l'industrie	3 835
Fonds consacrés à l'examen de la nouvelle conception des réacteurs CANDU avancés.....	2 788
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	2 545
Fonds pour faire face aux nouvelles demandes en matière de charge de travail liée à la réglementation comme suite à l'autorisation de nouvelles centrales nucléaires.....	1 308
Fonds pour l'examen de la conception du réacteur CANDU avancé 700	586
Montant brut des crédits à adopter	11 062
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	390
Présent budget supplémentaire des dépenses	10 672

Office national de l'énergie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national de l'énergie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	795
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	70
Présent budget supplémentaire des dépenses	725

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 \$ du crédit 5 (Santé) et de 3 910 580 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 674 443 733	2 877 580	97 142 511	1 774 463 824
5a	Contributions	1 189 350 297	(683 729)	(10 610 652)	1 178 055 916
(L)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	111 530 000	.....	.....	111 530 000
	Total du Ministère.....	2 975 396 952	2 193 851	86 531 859	3 064 122 662
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée					
10	Dépenses du Programme.....	9 022 000	.....	.....	9 022 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	659 000	.....	.....	659 000
	Total de l'organisme	9 681 000	.....	.....	9 681 000
Instituts de recherche en santé du Canada					
15a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 35 (Santé) et de 12 500 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	41 252 000	(38 958)	2 791 545	44 004 587
20a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 635 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	786 765 000	(988 541)	29 125 000	814 901 459
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 648 000	.....	.....	4 648 000
	Total de l'organisme	832 665 000	(1 027 499)	31 916 545	863 554 046
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
25a	Dépenses du Programme.....	3 019 000	.....	144 850	3 163 850
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	493 000	.....	.....	493 000
	Total de l'organisme	3 512 000	.....	144 850	3 656 850
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
30a	Dépenses du Programme.....	5 800 000	.....	5 092 025	10 892 025
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	712 000	.....	.....	712 000
	Total de l'organisme	6 512 000	.....	5 092 025	11 604 025

Nota :

Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Agence de santé publique du Canada				
35a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 433 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	299 278 000	(2 527 580)	30 730 105	327 480 525
40a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 293 605 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	179 306 000	(1 353 895)	6 018 366	183 970 471
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 005 000	.....	.....	28 005 000
Total de l'organisme	506 589 000	(3 881 475)	36 748 471	539 455 996
Total du portefeuille.....	4 334 355 952	(2 715 123)	160 433 750	4 492 074 579

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Santé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	81 074	.....	81 074
Fonds supplémentaires pour le programme des Services de santé non assurés à l'intention des Premières nations et des Inuits afin d'atténuer les répercussions sur la trésorerie liées aux coûts plus élevés que prévu des médicaments et des soins dentaires, ainsi qu'à l'augmentation des coûts de transport pour l'accès à des services médicaux	25 000	5 000	30 000
Fonds pour la prestation de programmes et de services fédéraux, y compris dans le domaine de la santé, à la nation crie O-Pipon-Na-Piwin (<i>poste horizontale</i>)	40	1 450	1 490
Fonds consacrés à l'amélioration de la capacité à détecter une pandémie de grippe ou un épisode de grippe aviaire éventuels et à réagir en conséquence, notamment par la prise de mesures de protection civile, la recherche, la constitution de réserves d'antiviraux et la mise en place de technologies permettant la création rapide de vaccins (<i>poste horizontale</i>)	956	371	1 327
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontale</i>)	88	158	246
Montant brut des crédits à adopter	107 158	6 979	114 137
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.	4 630	.....	4 630
Moins : Restriction des dépenses en 2006	5 385	17 590	22 975
Total des fonds disponibles	10 015	17 590	27 605
Total des crédits à adopter	97 143	(10 611)	86 532
Transferts			
Transfert de l'Agence de santé publique du Canada – Pour un rajustement de l'affectation des ressources à la suite du transfert des responsabilités à l'égard de la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique.....	2 411	.....	2 411
Transfert de l'Agence de santé publique du Canada – Pour les programmes de publicité gouvernementale	1 500	.....	1 500
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour les frais administratifs liés à des programmes conçus dans le but d'appuyer les efforts des communautés minoritaires de langue officielle afin d'améliorer l'accès à des services de santé primaires dans la langue officielle de leur choix	600	(600)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour une contribution au Conseil canadien pour le don et la transplantation afin de renforcer le système de don et de transplantation d'organes et de tissus au Canada.....	(200)	200	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour une subvention à la bande indienne de Sechelt en vertu de la <i>Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne de Sechelt</i>.....	.....	(284)	(284)
Transfert à l'Agence de santé publique du Canada – Pour poursuivre la mise en œuvre de plans du gouvernement relativement à la création d'une capacité de recherche et de développement de base dans le domaine de la génomique	(1 433)	.....	(1 433)
Total des transferts	2 878	(684)	2 194
Présent budget supplémentaire des dépenses	100 021	(11 295)	88 726

SANTÉ
Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
<i>Produits de santé et aliments</i>		
Contribution destinée à renforcer le système de don et de transplantation de tissus et d'organes au Canada	200 000	.....
<i>Santé environnementale et sécurité des consommateurs</i>		
Contributions à la protection de la santé des Premières nations et des Inuits	158 400	.....
<i>Santé des Premières nations et des Inuits</i>		
Contributions aux programmes communautaires des Premières nations et des Inuits	200 000	.....
Contributions aux programmes d'établissements de santé et d'immobilisations des Premières nations et des Inuits	1 250 000	.....
Contributions aux prestations en soins de santé des Premières nations et des Inuits	5 000 000	.....
Contributions à la protection de la santé des Premières nations et des Inuits	370 948	.....
	6 820 948	.....
Montant total brut des paiements de transfert	7 179 348	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	17 590 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	883 729	.....
Montant net des paiements de transfert	(11 294 381)	.....

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15	Crédit 20	Total
Fonds à l'appui de la recherche en santé visant à offrir pour les Canadiens des avantages tant sur le plan social que commercial	700	16 300	17 000
Fonds à l'appui de la participation fédérale à une étude après la commercialisation, d'une période de trois ans, portant sur les médicaments pour le traitement de la maladie de Fabry, un trouble génétique rare.....	264	10 600	10 864
Fonds consacrés à l'amélioration de la capacité à détecter une pandémie de grippe ou un épisode de grippe aviaire éventuels et à réagir en conséquence, notamment par la prise de mesures de protection civile, la recherche, la constitution de réserves d'antiviraux et la mise en place de technologies permettant la création rapide de vaccins (<i>poste horizontal</i>).....	252	2 225	2 477
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 895	.....	1 895
Montant brut des crédits à adopter	3 111	29 125	32 236
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.	320	.....	320
Total des crédits à adopter	2 791	29 125	31 916
Transferts			
Transfert de l'Agence de santé publique du Canada - Pour le Programme de prévention, de soutien et de recherche pour l'hépatite C.....	50	1 285	1 335
Transfert de l'Agence de santé publique du Canada – Pour établir partout au Canada une main d'œuvre en santé publique plus efficace et professionnelle grâce au financement de l'éducation supérieure, y compris des bourses d'études à la maîtrise et au doctorat, à un plus grand nombre de résidences en médecine communautaire et à des ressources de perfectionnement professionnel en milieu de travail (<i>poste horizontal</i>).....	13	350	363
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour soutenir le Programme de partenariat Teasdale-Corti / Initiative de recherche en santé mondiale afin de favoriser la création de partenariats internationaux à l'appui de la recherche et des interventions en santé.....	(101)	(2 624)	(2 725)
Total des transferts	(38)	(989)	(1 027)
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 753	28 136	30 889
Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif	
Subventions			
<i>Financer la recherche en santé</i>			
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	25 510 000	.....
<i>Financer les chercheurs en santé et les stagiaires</i>			
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	350 000	.....
<i>Financer les ressources en recherche, les collaborations et les autres subventions pour renforcer le milieu de la recherche en santé</i>			
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	4 900 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	30 760 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	2 623 541	.....
Montant net des paiements de transfert	28 136 459	.....

SANTÉ

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	145

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds supplémentaires pour mener des audiences publiques afin de déterminer si les prix de certains médicaments brevetés vendus au Canada sont convenables et d'examiner les Lignes directrices : Prix excessifs, un outil servant à établir des prix non excessifs pour les médicaments brevetés vendus au Canada*	4 915
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	177
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 092

* Un montant de 2 400 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

SANTÉ

Agence de santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35	Crédit 40	Total
Fonds consacrés à l'amélioration de la capacité à détecter une pandémie de grippe ou un épisode de grippe aviaire éventuels et à réagir en conséquence, notamment par la prise de mesures de protection civile, la recherche, la constitution de réserves d'antiviraux et la mise en place de technologies permettant la création rapide de vaccins (<i>poste horizontal</i>).....	19 553	775	20 328
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	11 738	.....	11 738
Soutien afin d'établir partout au Canada une main d'œuvre en santé publique plus efficace et professionnelle grâce au financement de l'éducation supérieure, y compris des bourses d'études à la maîtrise et au doctorat, à un plus grand nombre de résidences en médecine communautaire et à des ressources de perfectionnement professionnel en milieu de travail (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	4 225	4 225
Prolongation d'une année du programme des Centres d'excellence pour le bien-être des enfants, une ressource pour les parents et les responsables des politiques qui offre des connaissances exactes et utiles au sujet des principaux déterminants qui influencent le bien-être des enfants.....	629	1 018	1 647
Montant brut des crédits à adopter	31 920	6 018	37 938
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.	1 190	.....	1 190
Total des crédits à adopter	30 730	6 018	36 748
Transferts			
Transfert de Santé – Pour poursuivre la mise en œuvre de plans du gouvernement relativement à la création d'une capacité de recherche et de développement de base dans le domaine de la génomique.....	1 433	.....	1 433
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	294	294
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour établir partout au Canada une main d'œuvre en santé publique plus efficace et professionnelle grâce au financement de l'éducation supérieure, y compris des bourses d'études à la maîtrise et au doctorat, à un plus grand nombre de résidences en médecine communautaire et à des ressources de perfectionnement professionnel en milieu de travail (<i>poste horizontal</i>).....	.....	(363)	(363)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour le Programme de prévention, de soutien et de recherche pour l'hépatite C.....	(50)	(1 285)	(1 335)
Transfert à Santé – Pour les programmes de publicité gouvernementale.....	(1 500)	.....	(1 500)
Transfert à Santé – Pour un rajustement de l'affectation des ressources à la suite du transfert des responsabilités à l'égard de la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique.....	(2 411)	.....	(2 411)
Total des transferts	(2 528)	(1 354)	(3 882)
Présent budget supplémentaire des dépenses	28 202	4 664	32 866

SANTÉ

Agence de santé publique du Canada

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Santé de la population et santé publique</i>		
Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique.....	587 500	.....
Subventions à des étudiants diplômés et à des étudiants au niveau post-doctoral dans le secteur de la santé publique et à des départements universitaires liés à la médecine communautaire et à la santé publique	2 600 000	.....
Montant total brut des subventions	3 187 500	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Santé de la population et santé publique</i>		
Contributions à des universités et à des organisations de santé publique pour la création de produits et d'outils de perfectionnement de la main d'œuvre en santé publique	1 625 000	.....
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche.....	1 311 971	.....
Contributions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique.....	187 500	.....
Montant total brut des contributions	3 124 471	.....
Montant total brut des paiements de transfert	6 311 971	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 647 500</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	4 664 471	.....

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 491 567 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	147 890 000	491 567	3 426 190	151 807 757
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	298 673 000	.....	(3 600 000)	295 073 000
(L)	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile	73 000	.....	.....	73 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 456 000	.....	.....	11 456 000
	Total du Ministère.....	458 092 000	491 567	(173 810)	458 409 757
Agence des services frontaliers du Canada					
10a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 373 500 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 689 995 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 60 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 119 660 000	(6 152 705)	118 923 697	1 232 430 992
15a	Dépenses en capital.....	28 853 000	.....	20 950 850	49 803 850
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	145 020 000	.....	.....	145 020 000
	Total de l'organisme	1 293 533 000	(6 152 705)	139 874 547	1 427 254 842
Centre canadien des armes à feu					
20a	Dépenses de fonctionnement, excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement.....	50 737 000	(38 052 750)	.....	12 684 250
25a	Dépenses de fonctionnement au titre des activités et des fonctions d'enregistrement	14 654 000	(10 990 500)	.....	3 663 500
30a	Contributions	14 000 000	(10 500 000)	.....	3 500 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 204 000	(4 204 000)	.....	.....
	Total de l'organisme	83 595 000	(63 747 250)	.....	19 847 750
Service canadien du renseignement de sécurité					
35a	Dépenses du Programme.....	310 882 000	.....	8 863 116	319 745 116
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35 266 000	.....	.....	35 266 000
	Total de l'organisme	346 148 000	.....	8 863 116	355 011 116

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0360, transfert de la responsabilité à l'égard du groupe de travail sur les frontières du Bureau du Conseil privé au ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile (491 567 \$)

Les montants des crédits négatifs de la colonne « Rajustements des crédits » sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

En vertu du décret C.P. 2006-0388, transfert de la responsabilité du Centre canadien des armes à feu à la Gendarmerie royale du Canada (63 747 250 \$).

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Service correctionnel					
40a	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement	1 380 738 000	(39 040)	33 567 818	1 414 266 778
45	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital	161 936 000	.....	.....	161 936 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	166 679 000	.....	.....	166 679 000
(L)	Fonds renouvelable CORCAN .....	.....	.....	.....	.....
	Total de l'organisme	1 709 353 000	(39 040)	33 567 818	1 742 881 778
Commission nationale des libérations conditionnelles					
50a	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 39 040 \$ du crédit 40 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	37 660 000	39 040	1 659 989	39 359 029
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 397 000	.....	.....	5 397 000
	Total de l'organisme	43 057 000	39 040	1 659 989	44 756 029
Bureau de l'enquêteur correctionnel					
55a	Dépenses du Programme.....	2 750 000	.....	127 900	2 877 900
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	364 000	.....	.....	364 000
	Total de l'organisme	3 114 000	.....	127 900	3 241 900
Gendarmerie royale du Canada					
60a	Application de la loi – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 296 944 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 313 242 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 36 164 875 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 396 661 000	37 775 061	217 252 863	1 651 688 924
61a	Centre canadien des armes à feu – Dépenses de fonctionnement excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 38 052 750 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> .....	.....	38 052 750	(6 580 800)	31 471 950

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0388, transfert de la responsabilité du Centre canadien des armes à feu à la Gendarmerie royale du Canada (63 747 250 \$) .

Les montants des crédits négatifs de la colonne «Rajustements des crédits» sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Gendarmerie royale du Canada				
62a Centre canadien des armes à feu – Dépenses de fonctionnement pour les activités et les fonctions d'enregistrement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 990 500 \$ du crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>.....	.....	10 990 500	(1 913 500)	9 077 000
65a Application de la loi – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 80 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 58 125 \$ du crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	261 071 000	(2 361 875)	33 846 030	292 555 155
70a Application de la loi – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 500 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i>	50 845 880	10 500 000	(1 300 000)	60 045 880
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	23 000 000	.....	.....	23 000 000
(L) Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	290 110 701	.....	.....	290 110 701
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	55 969 030	4 204 000	.....	60 173 030
Total de l'organisme	2 077 657 611	99 160 436	241 304 593	2 418 122 640
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
75a Dépenses du Programme.....	790 000	.....	85 354	875 354
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	105 000	.....	.....	105 000
Total de l'organisme	895 000	.....	85 354	980 354
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
80a Dépenses du Programme.....	5 615 000	.....	371 200	5 986 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	688 000	.....	.....	688 000
Total de l'organisme	6 303 000	.....	371 200	6 674 200
Total du portefeuille.....	6 021 747 611	29 752 048	425 680 707	6 477 180 366

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	4 299	.....	4 299
Fonds pour des paiements à la GRC afin de combler les augmentations salariales des membres participant au Programme de services de police des Premières nations	1 175	.....	1 175
Initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	1 157	.....	1 157
Montant brut des crédits à adopter	6 631	.....	6 631
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.	430	.....	430
Moins : Restriction des dépenses en 2006	775	3 600	4 375
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 000	.....	2 000
Total des fonds disponibles	3 205	3 600	6 805
Total des crédits à adopter	3 426	(3 600)	(174)
Transferts			
Transfert du Bureau du conseil privé – Pour le Groupe de travail sur les frontières en raison de la restructuration du gouvernement.....	492	.....	492
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 918	(3 600)	318

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés de 2 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins pour la publicité gouvernementale.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	109 542	20 951	130 493
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	43 365	.....	43 365
Fonds visant à soutenir la lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement d'activités terroristes conformément à la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i> (<i>poste horizontal</i>).....	2 968	.....	2 968
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	389	.....	389
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	87	.....	87
Montant brut des crédits à adopter	156 351	20 951	177 302
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	4 100	.....	4 100
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	33 328	.....	33 328
Total des fonds disponibles	37 428	.....	37 428
Total des crédits à adopter	118 923	20 951	139 874
Transferts			
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	750	.....	750
Transfert de Citoyenneté et Immigration - Pour assumer des responsabilités supplémentaires dans les domaines de la gestion à la frontière, de l'exécution de la loi et des services de renseignements de l'immigration.....	374	.....	374
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments - Pour effectuer un réalignement des fonds relatifs à la création de l'Agence des services frontaliers du Canada	(1 700)	.....	(1 700)
Transfert à Citoyenneté et Immigration - Pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une initiative de services partagés visant l'intégration du processus de gestion des cas (Système mondial de gestion des cas)	(5 576)	.....	(5 576)
Total des transferts	(6 152)	.....	(6 152)
Présent budget supplémentaire des dépenses	112 771	20 951	133 722

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés de 33 328 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du montant compensatoire pour les négociations collectives qui excède les besoins.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Centre canadien des armes à feu

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre canadien des armes à feu – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	Crédit 20	Crédit 25	Crédit 30	Total
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour la responsabilité du Centre canadien des armes à feu comme suite à la restructuration du gouvernement	(38 053)	(10 990)	(10 500)	(59 543)
Transferts des crédits législatifs				
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour la responsabilité du Centre canadien des armes à feu comme suite à la restructuration du gouvernement				(4 204)
Présent budget supplémentaire des dépenses				(63 747)

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Coûts de fonctionnement supplémentaires	8 863

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	30 057
Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement de base en raison des augmentations de la population carcérale et des coûts croissants de l'énergie, des médicaments sur ordonnance et des services juridiques, ainsi que de l'agrandissement de l'établissement Collins Bay	9 361
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	40
Montant brut des crédits à adopter	<u>39 458</u>
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	5 890
Total des crédits à adopter	<u>33 568</u>
Transferts	
Transfert à la Commission nationale des libérations conditionnelles – Pour le soutien administratif.....	(39)
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>33 529</u>

Commission nationale des libérations conditionnelles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission nationale des libérations conditionnelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 300
Fonds supplémentaires pour le traitement des demandes de réhabilitation.....	410
Montant brut des crédits à adopter	<u>1 710</u>
Fonds disponibles	
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	50
Total des crédits à adopter	<u>1 660</u>
Transferts	
Transfert de Service correctionnel – Pour le soutien administratif.....	39
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>1 699</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE
Bureau de l'enquêteur correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 55
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	128

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 60	Crédit 61	Crédit 62	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	89 280	2 478	728	92 486
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	52 241	.....	.....	52 241
Fonds visant à combler le manque à gagner relatif aux frais engendrés par la prestation de services de police contractuelle.....	29 200	.....	.....	29 200
Fonds destinés aux services de police communautaire des Premières nations	25 677	.....	.....	25 677
Fonds pour la remise à neuf et l'agrandissement de l'École de la GRC et l'amélioration du programme de recrutement et de formation pratique.....	16 288	.....	.....	16 288
Fonds visant à soutenir la lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement d'activités terroristes conformément à la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes (poste horizontal)</i>	9 277	.....	.....	9 277
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	2 012	.....	.....	2 012
Initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	728	.....	.....	728
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	350	.....	.....	350
Montant brut des crédits à adopter	225 053	2 478	728	228 259
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	7 800	.....	.....	7 800
Moins : Restriction des dépenses en 2006 .....	.....	3 000	.....	3 000
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	6 059	2 641	8 700
Total des fonds disponibles	7 800	9 059	2 641	19 500
Total des crédits à adopter	217 253	(6 581)	(1 913)	208 759
Transferts				
Transfert du Centre canadien des armes à feu – Pour la responsabilité du Centre canadien des armes à feu comme suite à la restructuration du gouvernement .....	.....	38 053	10 990	49 043
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour des services de police participant à des opérations internationales de maintien et de soutien de la paix dans des pays aux prises avec des conflits ou menacés de conflits ainsi que dans des États fragiles et en déroute (<i>poste horizontal</i>).....	36 165	.....	.....	36 165
Transfert de Défense nationale – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	1 297	.....	.....	1 297
Transfert de la Défense nationale – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada (<i>poste horizontal</i>).....	313	.....	.....	313
Total des transferts	37 775	38 053	10 990	86 818
Présent budget supplémentaire des dépenses	255 028	31 472	9 077	.....

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 65	Crédit 70	Total
Fonds pour la remise à neuf et l'agrandissement de l'École de la GRC et l'amélioration du programme de recrutement et de formation pratique.....	16 036	.....	16 036
Fonds pour terminer la construction d'installations d'entraînement au Polygone de Connaught et pour acheter de l'équipement à l'appui des opérations de première ligne des détachements et des programmes de formation.....	14 527	.....	14 527
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers.....	2 658	.....	2 658
Fonds visant à soutenir la lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement d'activités terroristes conformément à la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes (poste horizontal)</i>	625	.....	625
Montant brut des crédits à adopter	33 846	.....	33 846
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	1 300	1 300
Total des crédits à adopter	33 846	(1 300)	32 546
Transferts			
Transfert du Centre canadien des armes à feu - Pour la responsabilité du Centre canadien des armes à feu comme suite à la restructuration du gouvernement.....	.....	10 500	10 500
Transfert de Défense nationale – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	80	.....	80
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour des services de police participant à des opérations internationales de maintien et de soutien de la paix dans des pays aux prises avec des conflits ou menacés de conflits ainsi que dans des États fragiles et en déroute (<i>poste horizontal</i>).....	58	.....	58
Transfert à Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Pour une contribution au Centre du patrimoine de la Gendarmerie royale du Canada.....	(2 500)	.....	(2 500)
Total des transferts	(2 362)	10 500	8 138
Transferts de crédits législatifs			
Transfert du Centre canadien des armes à feu – Pour la responsabilité du Centre canadien des armes à feu comme suite à la restructuration du gouvernement.....			4 204
Total des transferts votés et législatifs			99 160
Présent budget supplémentaire des dépenses	31 484	9 200	340 465

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 61 : Des fonds autorisés de 6 059 000 \$ sont disponibles à même le crédit afin de financer partiellement les pertes de revenus en raison de la dispense des frais de renouvellement des permis.

Crédit 62 : Des fonds autorisés de 2 641 000 \$ sont disponibles à même le crédit afin de financer partiellement les pertes de revenus en raison de la dispense des frais de renouvellement des permis.

Crédit 70 : Des fonds autorisés de 1 300 000 \$ sont disponibles à même le crédit afin de financer partiellement les pertes de revenus en raison de la dispense des frais de renouvellement des permis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
<i>Enregistrement, délivrance de permis et infrastructure de soutien</i>		
Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif).....	9 750 000	.....
<i>Politiques, réglementation, communications et intégration du portefeuille</i>		
Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif).....	750 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	10 500 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	1 300 000	.....
Montant net des paiements de transfert	9 200 000	.....

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 75
Fonds pour réduire l'accumulation des causes à l'étude	69
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	16
Présent budget supplémentaire des dépenses	85

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 80
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	208
Fonds consacrés à une enquête d'intérêt public relative à des plaintes contre la GRC, qui porte sur l'enquête de la GRC sur des allégations d'agressions sexuelles qui auraient eu lieu au centre de formation de Kingsclear au Nouveau-Brunswick	163
Présent budget supplémentaire des dépenses	371

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 224 834 \$ du crédit 55 (Transports), de 394 899 \$ du crédit 60 (Transports), de 1 955 580 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 797 576 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 756 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	234 692 000	4 790 114	47 068 532	286 550 646
5a	Dépenses en capital.....	76 455 000	.....	2 669 500	79 124 500
10a	Contributions	296 228 000	.....	3 967 161	300 195 161
15a	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	30 488 000	.....	1 800 000	32 288 000
20	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.	80 980 000	.....	.....	80 980 000
25	Paiements à VIA Rail Canada Inc.	169 001 000	.....	.....	169 001 000
30a	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	381 366 000	.....	65 600 000	446 966 000
33a	Versements à La Société des ponts fédéraux Limitée pour remplacer le pont en détérioration du chenal Nord du Pont international de la voie maritime et apporter des améliorations à des infrastructures connexes.....	.....	.....	200 000	200 000
(L)	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont.....	3 300 000	.....	.....	3 300 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 781 000	.....	.....	66 781 000
(L)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i>	23 900 000	.....	.....	23 900 000
(L)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>	53 927 814	.....	.....	53 927 814
	Total du Ministère.....	1 417 191 736	4 790 114	121 305 193	1 543 287 043
Société canadienne des postes					
35	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	147 210 000	.....	.....	147 210 000
	Total de l'organisme	147 210 000	.....	.....	147 210 000
Office des transports du Canada					
40a	Dépenses du Programme.....	23 173 000	.....	1 048 550	24 221 550
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 644 000	.....	.....	3 644 000
	Total de l'organisme	26 817 000	.....	1 048 550	27 865 550

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0069, la responsabilité du Secrétariat des sociétés d'État en ce qui a trait à la Monnaie royale canadienne et à la Société canadienne des postes a été transférée de l'Agence du revenu du Canada au ministère des Transports (756 000 \$).

En vertu du décret C.P. 2006-0070, la responsabilité du Secrétariat des sociétés d'État en ce qui a trait à la Société immobilière du Canada limitée et à la Queens Quay West Land Corporation a été transférée du Bureau de l'infrastructure du Canada au ministère des Transports (1 224 834 \$).

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Commission de la capitale nationale				
45a Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 775 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	74 657 000	15 775	1 104 652	75 777 427
50a Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital.....	16 713 000	.....	1 222 000	17 935 000
Total de l'organisme	91 370 000	15 775	2 326 652	93 712 427
Bureau de l'infrastructure du Canada				
55a Dépenses de fonctionnement	37 103 000	(1 224 834)	3 715 700	39 593 866
60a Contributions	1 787 169 000	(793 600)	279 009 289	2 065 384 689
65 Paiement à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement	18 800 000	.....	.....	18 800 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 552 000	.....	.....	1 552 000
(L) Fonds pour le transport en commun.....	.....	.....	19 112 014	19 112 014
Total des dépenses budgétaires.....	1 844 624 000	(2 018 434)	301 837 003	2 144 442 569
L70 Fonds pour le surplus d'apport devant être utilisé pour la cession de terrains au Parc Downsview Park Inc. afin de permettre l'achèvement du transfert de terrains de la Défense nationale au Parc Downsview Park Inc..	2 492 000	.....	.....	2 492 000
L75 Pour établir une autorisation d'emprunter un montant maximal de 100 000 000 \$ pour le Parc Downsview Park Inc.	1	.....	.....	1
Total des dépenses non budgétaires.....	2 492 001	.....	.....	2 492 001
Total de l'organisme	1 847 116 001	(2 018 434)	301 837 003	2 146 934 570
Tribunal d'appel des transports du Canada				
80a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 173 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 200 000	173 000	58 650	1 431 650
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	129 000	.....	.....	129 000
Total de l'organisme	1 329 000	173 000	58 650	1 560 650
Total du portefeuille.....	3 531 033 737	2 960 455	426 576 048	3 960 570 240

Nota :

En vertu du décret C.P. 2006-0070, la responsabilité du Secrétariat des sociétés d'État en ce qui a trait à la Société immobilière du Canada limitée et à la Queens Quay West Land Corporation a été transférée du Bureau de l'infrastructure du Canada au ministère des Transports (1 224 834 \$).

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transports demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	27 693	.....	.....	27 693
Initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	9 678	930	10 000	20 608
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	9 840	.....	.....	9 840
Fonds afin de renouveler et d'améliorer les infrastructures routières au Canada dans le cadre du Programme stratégique d'infrastructures routières .....	.....	.....	5 608	5 608
Fonds pour assurer le maintien de services régionaux et éloignés de transport ferroviaire voyageurs qui sont sécuritaires, fiables et durables.....	.....	.....	3 800	3 800
Fonds pour le rechargement de pistes et des aires de trafic d'aéroports ainsi que l'acquisition d'un simulateur de vol pour formation.....	.....	3 739	.....	3 739
Fonds pour des programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental (<i>poste horizontal</i>).....	2 930	.....	.....	2 930
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	2 000	.....	.....	2 000
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	198	.....	.....	198
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>)..	23	.....	.....	23
Montant brut des crédits à adopter	52 362	4 669	19 408	76 439
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	4 660	.....	.....	4 660
Moins : Restriction des dépenses en 2006	633	2 000	.....	2 633
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	15 441	15 441
Total des fonds disponibles	5 293	2 000	15 441	22 734
Total des crédits à adopter	47 069	2 669	3 967	53 705

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada (1 225 \$) et de l'Agence du revenu du Canada (756 \$) – Pour des ressources de fonctionnement supplémentaires liées au transfert des responsabilités ministérielles pour diverses sociétés d'État comme suite à la restructuration du gouvernement	1 981	.....	.....	1 981
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	1 956	.....	.....	1 956
Transfert de la Défense nationale – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à travers le Canada (<i>poste horizontal</i>).....	798	.....	.....	798
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour le Fonds sur l'infrastructure frontalière, en vue d'investissements destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière (<i>poste horizontal</i>).....	257	.....	.....	257
Transfert de du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	137	.....	.....	137
Transfert à la Commission de la capitale nationale – Pour indemniser la Commission de la capitale nationale en raison des pertes de revenus de location relativement à la réduction des paiements de location de l'Hôpital Queensway-Carleton.....	(16)	.....	.....	(16)
Transfert à l'Agence spatiale canadienne – Pour maximiser l'utilisation des données de satellite afin d'appuyer les priorités maritimes du Canada (Exploitation coordonnée de l'observation de la Terre pour la sécurité marine).....	(150)	.....	.....	(150)
Transfert au Tribunal d'appel des transports du Canada – Pour l'augmentation de la charge de travail en raison de la mise en application de la <i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i>	(173)	.....	.....	(173)
Total des transferts	4 790	.....	.....	4 790
Présent budget supplémentaire des dépenses	51 859	2 669	3 967	.....

Crédits à adopter	Crédit 15	Crédit 30	Crédit 33	Total
Fonds supplémentaires pour faire face aux problèmes liés au volume croissant de passagers dans les aéroports.....	.....	65 600	.....	65 600
Fonds pour la réfection du tablier du pont Honoré-Mercier à Montréal.....	1 800	.....	.....	1 800
Fonds pour le remplacement du pont surélevé du chenal Nord du Pont international de la voie maritime à Cornwall (Ontario) .....	.....	.....	200	200
Total des crédits à adopter	1 800	65 600	200	67 600
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 800	65 600	200	126 095

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 15 441 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de fonds non requis cette année pour la stratégie provisoire liée aux programmes existants en matière de changement climatique en attente de la mise au point définitive d'un nouveau programme environnemental.

TRANSPORTS

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
<i>Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre de marché</i>		
Programme de contributions aux fonds d'exploitation, d'immobilisations et de lancement nécessaires pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées	3 800 000	.....
Programme stratégique d'infrastructures routières	5 608 161	.....
	9 408 161	.....
<i>Politiques, réglementation, surveillance et sensibilisation en appui à un réseau de transport sûr et sécuritaire</i>		
Programme de contribution pour la sécurité des passagers du transport ferroviaire et des transports urbains (Sûreté-Transit)	10 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	19 408 161	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	15 441 000	.....
Montant net des paiements de transfert	3 967 161	.....

TRANSPORTS

Office des transports du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office des transports du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 049

TRANSPORTS

Commission de la capitale nationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la capitale nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 45	Crédit 50	Total
Fonds destinés à l'entretien et à la réhabilitation des résidences officielles.....	690	1 222	1 912
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	414	.....	414
Total des crédits à adopter	1 104	1 222	2 326
Transferts			
Transfert de Transports – Pour indemniser la Commission de la capitale nationale en raison des pertes de revenus de location relativement à la réduction des paiements de location de l'Hôpital Queensway-Carleton.....	16	.....	16
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 120	1 222	2 342

TRANSPORTS

Bureau de l'infrastructure du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 55	Crédit 60	Total
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	.....	216 881	216 881
Financement pour le Fonds sur l'infrastructure frontalière, en vue d'investissements destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière (<i>poste horizontal</i>).....	.....	23 531	23 531
Financement du Programme de paiement de transfert du fonds de la taxe sur l'essence	.....	18 072	18 072
Fonds consacrés au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale qui investira dans les projets d'infrastructures publiques qui visent l'amélioration de la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales .....	.....	16 278	16 278
Financement des besoins de fonctionnement et des besoins en capital du Harbourfront Centre.....	.....	4 000	4 000
Fonds visant à assurer la surveillance et la gestion de la croissance des programmes de contribution	3 000	.....	3 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 166	.....	1 166
Fonds à l'appui de recherches évaluées par les pairs, d'études de faisabilité et d'activités d'acquisition de connaissances, de sensibilisation et de rayonnement ....	.....	247	247
Montant brut des crédits à adopter	4 166	279 009	283 175
Fonds disponibles			
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	100	.....	100
Moins : Restriction des dépenses en 2006	350	.....	350
Total des fonds disponibles	450	.....	450
Total des crédits à adopter	3 716	279 009	282 725
Crédits législatifs			
Fonds consacrés à des investissements dans les infrastructures de transport en commun des municipalités (Fonds pour le transport en commun).....			19 112
Total des rajustements des crédits			301 837
Transferts			
Transfert à Transports – Pour le Fonds sur l'infrastructure frontalière, en vue d'investissements destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	(257)	(257)
Transfert aux Affaires indiennes et du Nord canadien (235 \$), au ministère des Transports (137 \$), à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (104 \$) et au ministère de l'Industrie (60 \$) – Pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	(536)	(536)
Transfert à Transports – Pour des ressources de fonctionnement supplémentaires liées au transfert des responsabilités ministérielles pour de diverses sociétés d'État comme suite à la restructuration du gouvernement	(1 225)	.....	(1 225)
Total des transferts	(1 225)	(793)	(2 018)
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 491	278 216	299 819

TRANSPORTS

Bureau de l'infrastructure du Canada

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
<i>Infrastructure et collectivités</i>		
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	216 881 289	.....
Contributions en vertu du programme de recherches, connaissances et rayonnement.....	247 000	.....
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	23 531 000	.....
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	16 278 000	.....
Contribution au Harbourfront Centre	4 000 000	.....
(L) Fonds pour le transport en commun.....	.....	19 112 014
Montant total brut des contributions	260 937 289	19 112 014
<u>Autres paiements de transfert</u>		
<i>Infrastructure et collectivités</i>		
Programme d'autres paiements de transfert du fonds de la taxe sur l'essence.....	18 072 000	.....
Montant total brut des autres paiements de transfert	18 072 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	279 009 289	19 112 014
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	793 600	.....
Montant net des paiements de transfert	278 215 689	19 112 014

Tribunal d'appel des transports du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal d'appel des transports du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<u>Crédits à adopter</u>	<u>Crédit 80</u>
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	59
Transferts	
Transfert de Transports – Pour l'augmentation de la charge de travail en raison de la mise en application de la <i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i>	173
Présent budget supplémentaire des dépenses	232

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 877 360 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de 235 600 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 26 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 154 809 000	(10 549 040)	107 473 862	2 251 733 822
5a Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 479 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2006-2007</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	342 634 000	10 601 640	10 554 000	363 789 640
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses	3 632 000	.....	41 670 000	45 302 000
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile	72 922	.....	.....	72 922
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	80 628 000	.....	.....	80 628 000
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(8 000 000)	.....	.....	(8 000 000)
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(481 000)	.....	.....	(481 000)
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique .....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de la Production de défense.....	.....	.....	.....	.....
Total du portefeuille.....	2 573 294 922	52 600	159 697 862	2 733 045 384

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds en appui à un ensemble de services d'infrastructure de voies de communication protégées, afin de permettre aux ministères fédéraux, aux entreprises et aux citoyens canadiens, de même qu'aux fonctionnaires d'effectuer des transactions électroniques dans un environnement sécuritaire et d'accéder aux renseignements et aux services offerts par le gouvernement canadien	94 239	.....	.....	94 239
Dessaisissement des barrages Laniel, Kipawa et des Quinze situés sur la rivière des Outaouais au Québec.....	.....	543	44 120	44 663
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	40 369	.....	.....	40 369
Fonds pour le projet de remplacement du barrage Laniel, l'assainissement de la base navale Argentinia, le renouvellement de la centrale de chauffage et de refroidissement du pré Tunney et le remplacement de la voie d'accès à la plate-forme du barrage des Quinze.....	.....	12 896	.....	12 896
Fonds pour la gestion et le versement de la Prestation universelle pour la garde d'enfants destinée aux familles canadiennes ayant de jeunes enfants (<i>poste horizontale</i>)	8 437	.....	.....	8 437
Ressources supplémentaires liées à la nouvelle répartition des responsabilités régionales du ministre	275	.....	.....	275
Fonds pour les frais administratifs liés à des paiements uniques accordés pour les coûts de l'énergie aux personnes âgées à faible revenu et aux familles ayant des enfants (<i>poste horizontale</i>).....	103	.....	.....	103
Montant brut des crédits à adopter	143 423	13 439	44 120	200 982
Fonds disponibles				
Moins : Économies du Comité d'examen des dépenses en 2005 – Approvisionnement.....	22 245	2 885	.....	25 130
Moins : Restriction des dépenses en 2006	1 156	.....	2 450	3 606
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	12 549	.....	.....	12 549
Total des fonds disponibles	35 950	2 885	2 450	41 285
Total des crédits à adopter	107 473	10 554	41 670	159 697
Transferts				
Transferts de Ressources humaines et développement des compétences (236 \$) et du Conseil du Trésor (26 \$) – Pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils régionaux fédéraux	262	.....	.....	262
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le paiement unique des coûts d'aménagement et la location courante d'une propriété située au 3000, rue Merivale à Ottawa.....	2 877	(2 877)	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la rénovation et l'aménagement du complexe Skyline à Ottawa, afin de répondre aux besoins relatifs aux nouveaux bureaux de l'administration centrale d'Agriculture et Agroalimentaire et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et pour le financement continu de la restructuration du capital de la Stratégie nationale de l'investissement.....	(13 479)	13 479	.....	.....
Transfert à Diversification de l'économie de l'ouest canadien – Pour assurer une élaboration et une prestation plus efficaces, souples et intégrées des programmes et des services fédéraux dans les régions grâce aux conseils régionaux fédéraux	(209)	.....	.....	(209)
Total des transferts	(10 549)	10 602	.....	53
Présent budget supplémentaire des dépenses	96 924	21 156	41 670	159 750

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 12 549 018 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un transfert de fonds de Ressources naturelles destinés à l'achat d'électricité provenant de ressources renouvelables, qui n'a pas été approuvé par l'entremise de la Stratégie intérimaire sur les programmes existants en matière de changement climatique (11 968 000 \$); d'une réduction des coûts de fonctionnement liés au dessaisissement à l'égard des barrages Laniel, Kipawa et des Quinze (392 745 \$); et d'une diminution des coûts de fonctionnement liés au parc portuaire de Trois-Rivières à la suite du dessaisissement (188 273 \$).

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Locaux et avoirs fédéraux</i>		
Dessaisissement des barrages Laniel, Kipawa et des Quinze.....	44 120 000	.....
Montant total brut des subventions	44 120 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	2 450 000	.....
Montant net des paiements de transfert	41 670 000	.....

Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2006-2007
----------------------------	--------------------------------------

(en milliers de dollars)

Nouveaux grands projets d'immobilisations

(À titre d'information seulement)

ATLANTIQUE		
Charlottetown – Nouvel édifice du gouvernement du Canada	49 711	19 877
St. John's – Rénovation et réaménagement du centre fiscal.....	18 421	462
Charlottetown – D.J. MacDonald, conversion de l'espace réservé à l'entrepôt en locaux pour bureaux de l'immeuble de base	1 925	175
St. George – Nouvel édifice du gouvernement du Canada	6 719	1 407
QUÉBEC		
Montréal – Rénovation partielle pour l'immeuble de base du 715, rue Peel.....	8 524	357
Jonquiere – Éclairage, mécanique, plafond au centre fiscal	3 250	500
Shawinigan-Sud – Remplacement de la toiture du centre fiscal.....	2 968	2 883
Montréal – Normalisation des systèmes mécaniques à de l'édifice Norman-MacLaren de l'Office national du film	1 698	735
CITÉ PARLEMENTAIRE		
Ottawa – rue Sparks, ensemble de conduits (un câble souterrain sécuritaire de longue durée qui relie les propriétés de l'État et les édifices loués situés sur la rue Sparks au réseau informatique étendu de la Cité parlementaire).....	7 835	2 735
Ottawa – Cité parlementaire – Conception et infrastructure de distribution multimédia (interne et externe)	5 618	4 124
Ottawa – Conservation et stabilisation de la tour nord-ouest (édifice de l'Est, aile 1867).....	6 559	300
Ottawa – Examen du plan et de la vision à long terme.....	5 626	3 395
Ottawa – Réorganisation partielle de l'espace, étages 2, 5 et 7 de l'édifice Victoria.....	1 228	721
Ottawa – Remplacement de la génératrice de l'édifice de la Confédération.....	1 421	1 115
CAPITALE NATIONALE		
Ottawa – Remplacement de la chaudière n° 1 de l'édifice du pré Tunney	3 859	1 595
Laniel – Remplacement du barrage Laniel.....	21 935	6 786
Ottawa – Archives nationales – Musée du portrait du Canada	32 300	855
Ottawa – Remplacement du système avertisseur d'incendie à l'édifice Thomas Darcy McGee	3 895	250
Gatineau – Mise à niveau des transports verticaux, phase IV, Place du Portage	7 109	400
Ottawa – Campus Skyline – Élaboration et mise en œuvre un plan d'occupation du fédéral	113 518	9 161
ONTARIO		
Belleville – Rénovation, 11 rue Station	12 350	792
Hamilton – Remplacement du trottoir, pont Burlington.....	1 300	1 250
OUEST		
Régina – Achat et rénovation de l'immeuble du gouvernement du Canada.....	47 818	6 900
Winnipeg – Mise à niveau des registres coupe-feu et des barrières contre le feu à l'administration centrale de la GRC	1 681	655